

MANIFESTE DEMOCRATIQUE

“*Nous étions  
les mouchards de*

**CINCERA**”

Editions Que Faire

vous êtes dénoncés

Manifeste Démocratique

“NOUS ETIONS LES MOUCHARDS DE  
CINCERA”

*Dessins de Pierre REYMOND*

Editions Que Faire

## Table des matières

Préface de l'éditeur . . . . .	4
Avant-propos du Manifeste Démocratique . . . . .	7
<b>NOUS ETIONS LES MOUCHARDS DE CINCERA A BERNE . . . . .</b>	<b>10</b>
I. Comment nous avons appris le métier de mouchards . . . . .	11
II. Qui travaillait avec Cincera ? . . . . .	32
III. La conception du monde de Cincera : à côté de la réalité . . . . .	64
<b>CINCERA ET SES COMPLICES . . . . .</b>	<b>72</b>
L'ordinateur du DMF . . . . .	84
Les sympathisants de Cincera dans la justice . . . . .	93
Annexe I : Le démantèlement "légal" de la démocratie . . . . .	99
Annexe II : Cincera et la Suisse romande . . . . .	104
Bibliographie . . . . .	106

*L'édition originale de cet ouvrage a paru sous le titre Cincera alias Cäsar. "Wir waren Cinceras Berner Spitzel", Demokratisches Manifest, Zürich, 1977.*

*Traduit de l'allemand, édité et diffusé par l'Association Que Faire, Genève, 1978. Librairie Que Faire, 1, Place des Grottes, Genève.*

*Toute reproduction autorisée — et même recommandée — sous réserve de mentionner l'origine des textes.*

*Photo de couverture : Interfoto, Genève.*

## PREFACE DE L'EDITEUR

Cincera n'est que la pointe de l'iceberg. Depuis des années, son travail de filage et de dénonciation est sollicité, soutenu activement, et dans bien des cas financé, par des personnalités importantes de l'économie, de l'administration, de la police et de l'armée. Ce soutien actif de la bourgeoisie en place au boy scout de la délation est une des armes qu'elle utilise pour affronter la crise économique et politique actuelle, dans des conditions fort différentes de celles des années 30:

La paix du travail dure depuis plus de 40 ans, l'intégration de l'opposition au Conseil fédéral est chose admise par la grande majorité du parti socialiste; l'Etat bourgeois, malgré les contradictions dues au fédéralisme, s'est renforcé et intervient de plus en plus comme régulateur de l'économie. Dans ces conditions, on ne s'étonnera guère du profond consensus social régnant dans ce pays. Les causes de ce consensus ne sont pas seulement à chercher au niveau politique: le développement quasi sans heurts du capitalisme suisse, assuré par la stratégie de collaboration de classes des syndicats et par l'exploitation des pays de la périphérie (Tiers-Monde) a permis à la bourgeoisie de céder une part de ses bénéfices à la classe ouvrière suisse pour mieux la contrôler.

La presse bourgeoise (à noter l'immense faiblesse de la presse d'opposition) a permis l'infiltration de l'idéologie dominante dans toutes les couches de la population: "on est tous dans le même bateau". Lorsque le consensus est menacé, on a recours au racisme latent: le juif et le communiste menaçants ont été remplacés par l'Italien et l'Espagnol; ceux-ci, refoulés dans leur pays, ont été remplacés par le terroriste. Le peuple tout entier, dont les droits sont de plus en plus menacés par l'Etat dit de droit, est appelé à défendre les droits de l'Etat, sans voir que cet Etat est un appareil de domination pour la classe bourgeoise.

Le "modèle allemand" de contrôle social et de consensus est si avancé que les citoyens demandent à l'Etat de limiter leurs propres droits (acceptation des fouilles, des arrestations prolongées, des restrictions des droits de la défense), afin de contribuer à la lutte "anti-terroriste". Ils oublient que c'est bien l'Etat bourgeois qui détermine en dernière instance qui est terroriste et qui ne l'est pas, un démocrate risquant lui-même d'être accusé de terrorisme (voir ce qui est arrivé à Heinrich Böll).

Pour en revenir à la Suisse, lorsque le "contrôle doux" se révèle insuffisant, l'Etat utilise d'autres armes: celles-ci vont du fichage administratif, permettant les interdictions professionnelles de personnes suspectes (objecteurs, militants communistes, etc.), à la répression directe et à la criminalisation des mouvements populaires (Jura, Goesgen, etc.).

L'introduction officialisée de la Police Fédérale de Sécurité, qui existe déjà à l'état embryonnaire et s'entraîne à Drognens et dans les cantons primitifs, est une manifestation particulièrement claire de cette volonté de "contrôle dur".

La répression étatique prend des formes spécialement sophistiquées (1) quand elle concerne ceux qui lui ont déclaré la guerre: l'isolement et les privations sensorielles, les techniques les plus modernes de torture physique et psychique visant à la destruction des individus, sont utilisées actuellement à la prison de Berne où G. Kröcher et C. Möller sont en détention préventive.

Lorsque l'Etat et la classe dominante se sentent menacés, le fascisme n'est pas leur seul recours: la social-démocratie répressive est un modèle tout aussi efficace de contrôle du prolétariat et du peuple, modèle qu'il ne faut pas confondre avec le mouvement de masse fasciste, même si certains de ses instruments: racisme, délation, terreur, sont comparables.

### La fonction de Cincera dans ce contexte

Le sale boulot de Cincera n'est qu'une forme particulière de la répression: la délation organisée au moyen d'un réseau d'informateurs infiltrés dans des organisations d'opposition. Les renseignements ainsi obtenus, mis sur un fichier, étaient à la disposition d'employeurs privés et de l'Etat. Les documents publiés par le Manifeste Démocratique dans le dossier Cincera prouvent irréfutablement que de nombreuses firmes et des instances officielles ont abondamment utilisé cette banque de données. En outre Cincera utilisait ces informations pour la propagande diffusée par lui-même (feuille de dénonciation Was Wer Wie Wann Wo) et ses collaborateurs (voir tracts du Cercle Jeunesse Critique).

L'activité de Cincera fut très importante en Suisse Allemande du fait de son implantation à Zurich et à Berne et des nombreux contacts établis lors de conférences sur la subversion. Toutefois il avait l'intention d'étendre son réseau à la Suisse Romande. Le passage d'un de ses agents, A. Kühnis, à Genève et son séjour au CRAC en est la preuve. (voir Annexe II)

En Suisse Romande également un certain état d'esprit proche des idées de Cincera s'est manifesté à propos de l'affaire Ziegler et des attaques contre la soi-disante partialité de la TV (après l'émission en direct avec Arthur Fürer, administrateur-délégué de Nestlé).

Il nous a semblé important, en tant que librairie militante soutenant le mouvement ouvrier et populaire, de faire connaître le travail du Manifeste Démocratique, qui lutte depuis sa création contre les atteintes aux libertés individuelles et collectives.

(1) Cf. "Wird im Berner Amtsgefängnis gefoltert?", Komitee gegen Isolationshaft. Bibliographie, p. 107.

Dans ce sens nous avons pris la décision de traduire et d'éditer la troisième brochure du MD sur les activités de Cincera. Ce livre révèle deux aspects importants de l'Affaire Cincera: l'utilisation de mouchards pour obtenir ces informations, la complicité de l'Etat qui couvrait et utilisait ce travail. Voir notamment les révélations récentes du Manifeste Démocratique au sujet de l'ordinateur du Département militaire fédéral ("MIDONAS"), p. 84.

En éditant et diffusant ce livre, nous pensons contribuer à une meilleure compréhension de la réalité suisse. Nous estimons nécessaire de poursuivre cette analyse et de diffuser le plus largement possible d'autres informations sur la répression institutionnelle en Suisse.

### ASSOCIATION "QUE FAIRE?"

*Note des traducteurs : Il n'a pas été possible, pour des raisons de place évidentes, de reproduire en allemand tous les documents originaux publiés par le MD. Nous avons dû nous contenter de la traduction française, en élaguant ici ou là. Nous avons cherché à redonner aux tracts, articles et autres documents une mise en page proche de l'original.*

## AVANT-PROPOS DU MANIFESTE DEMOCRATIQUE

Jusqu'à fin 76, le graphiste zurichois Ernst Cincera, lieutenant-colonel et homme politique libéral, était connu comme un conférencier-missionnaire prêchant sur le thème "agitation et subversion". Depuis novembre 1976, chacun sait que Monsieur Cincera, outre ses conférences publiques, aimait à fouiner dans les coins : espionnage et délation constituaient sa véritable activité. Le Manifeste Démocratique de Zurich a réussi à dévoiler la "dénonciomanie" de Cincera.

Le 19 novembre 1976, séance du comité du Manifeste Démocratique, fondé au printemps de la même année comme centre de ralliement de tous les démocrates contre la répression et le démantèlement des droits démocratiques. Andreas Kühnis, caissier du Manifeste, est démasqué en tant qu'espion d'Ernst Cincera. Avec l'aide de Kühnis, deux membres du Manifeste peuvent s'emparer de documents accablants trouvés dans les archives de Cincera à la Englishviertelstrasse 32 à Zurich, et mettre ce matériel en lieu sûr : l'affaire Cincera éclatait, elle allait occuper l'actualité pendant plusieurs semaines.

Le Manifeste Démocratique a rassemblé et présenté ces documents dans le "Dossier Cincera", dont le tirage atteignit 24.000 exemplaires en quelques semaines (existe en allemand seulement). Résultat : Cincera ne peut plus désormais être blanchi. Le poids des preuves accumulées par les documents à notre disposition est trop accablant. Plus personne ne prend au sérieux le masque d'honnête bourgeois libéral dont Cincera s'est affublé et qu'il a entretenu pendant des années. Voici les faits :

- Depuis des années, Cincera fiche des milliers de personnes qui s'engagent en faveur d'une transformation de la société. Le Manifeste a mis en sécurité 3.500 fiches et les a envoyées aux gens concernés. Parmi eux se trouvaient quelques dizaines de Suisse romands : des conseillers nationaux socialistes et des prêtres ayant défendu des objecteurs de conscience. Le MD n'a pas découvert d'autres documents concernant la Suisse romande.

- Dans ses dossiers, Cincera ne rassemble pas seulement des informations auxquelles chacun pourrait avoir accès, mais aussi des renseignements concernant la vie privée, et des documents qui lui sont transmis en violation du secret de fonction et des secrets bancaire et militaire.

- Des administrations et des firmes privées utilisent le travail de délation de Cincera, en lui demandant des arguments pour attaquer des employés qu'elles cherchent à congédier. Ces firmes paient les renseignements ainsi obtenus ou versent des sommes importantes à Cincera pour soutenir ses activités.

- Cincera se procure également ses informations par des mouchards qu'il paie pour s'infiltrer dans différents groupes.

Un an et demi s'est écoulé depuis que l'affaire Cincera a éclaté. Depuis

lors, on a assisté à une véritable parodie de justice. Tout d'abord l'enquête, menée par des spécialistes de la police politique (c.à.d. des complices potentiels de Cincera) et le juge informateur Hans Nüssli, ancien membre du Front National fasciste. Trois membres du Manifeste ont été condamnés, avec une rapidité exemplaire, à des peines de plusieurs semaines de prison avec sursis, parce qu'ils avaient dévoilé les machinations antidémocratiques de Monsieur Cincera. Le président du Manifeste, Diether Grünenfelder, a perdu son poste d'instituteur à Embrach près de Zurich, bien que les parents de ses élèves soient intervenus en sa faveur.

De l'autre côté, la justice met un zèle particulier à ne rien faire; elle semble se donner toute la peine du monde pour démontrer sa partialité. Le juge d'instruction n'a toujours pas fouillé les archives de Cincera, parce que la levée des scellés est sans cesse repoussée. Dans les administrations et les bureaux militaires, les complices de Cincera ayant livré des documents strictement confidentiels, sont traités avec des gants de velours, voire pas du tout inquiétés. Jusqu'à ce jour, aucun des nombreux fournisseurs illégaux de Cincera n'a été condamné. Quatre documents, qui accusent directement Cincera, sont restés enterrés pendant 13 mois dans les tiroirs de la justice zurichoise, jusqu'à ce qu'une intervention énergique du Manifeste Démocratique les fasse enfin parvenir à l'auditeur en chef de l'armée, où ils ont disparu dans un autre tiroir. En un mot : la justice couvre Cincera et ses complices au sein de l'Etat, même si le ministre de la justice Kurt Furgler a condamné clairement, au Conseil National, les pratiques de Cincera.

Monsieur Ernst Cincera, qui aura 50 ans le 14 mai de cette année, continue ses activités, même s'il brille un peu moins dans certains cercles plus modérés de la bourgeoisie. Il se vante d'avoir déjà mis sur pied de nouvelles archives. Son modèle est toujours le légendaire Bureau H de la deuxième guerre mondiale, le service privé d'espionnage du Major St Gallois Hand Hausamann :

Le schéma est très simple : un service privé de contre-espionnage se charge des basses besognes dans lesquelles un Etat démocratique ne veut pas se salir les mains. Dans une démocratie, il est un peu problématique, pour des services d'Etat, de faire exactement ce qu'on reproche aux Etats totalitaires : l'espionnage et la délation. On laisse donc ce travail à des bureaux privés, avec lesquels on collabore en secret. Ainsi l'Etat ne s'expose pas au reproche d'employer les méthodes qu'il condamne par ailleurs.

Cincera lui-même a désigné à plusieurs reprises le Bureau H comme un modèle de partage du travail entre services étatiques et privés de contre-espionnage. Les preuves de cette "Sainte Alliance" nous sont données aujourd'hui par le récit des anciens mouchards de Cincera à Berne, qui étaient couverts par la police et par les recteurs des écoles secondaires qu'ils fréquentaient. Depuis la parution de l'édition allemande de cette brochure, trois autres membres du groupe des 7 mouchards bernois se sont fait connaître et ont confirmé la présentation des faits donnée par leurs collègues Ron Ganzfried et Pierre Georges.

Cincera ne peut plus nier maintenant qu'il est un menteur et qu'il a utilisé des jeunes pour ses basses besognes. Dans l'armée suisse qui, pour choisir ses officiers, cherche "avant tout l'homme d'honneur, fidèle à nos institutions" (art. 19 du Règlement de Service), l'homme politique libéral Cincera est arrivé au grade de lieutenant-colonel. D'après ses états de service, la promotion au grade de colonel devrait intervenir à la fin 78. Même après avoir été démasqué comme espion et délateur, Cincera a pu continuer ses conférences et son agitation dans l'armée. L'interdiction de toute propagande politique ne s'applique apparemment pas à un extrémiste de droite ...

La révélation des manigances de Cincera a montré brutalement à l'opinion publique jusqu'où espionnage et délation pouvaient conduire. Avant l'affaire Cincera, le Manifeste Démocratique comptait environ 1000 membres. Aujourd'hui, il en compte 3000 dans toute la Suisse. Grâce à Cincera, on comprend mieux qu'un large rassemblement de toutes les forces démocratiques est nécessaire contre la répression et le démantèlement des droits démocratiques.

Zurich, mars 1978

Manifeste Démocratique

## NOUS ETIONS LES MOUCHARDS DE CINCERA A BERNE

Au cours de l'hiver 76-77, le Manifeste Démocratique (MD) de Zurich a fait connaître largement les activités du lieutenant-colonel Ernst Cincera, en publiant d'abord le "Dossier Cincera", puis une brochure sur le procès du Manifeste Démocratique.

Dans la présente brochure, nous voulons essayer de montrer les motifs qui nous ont poussés à travailler comme mouchards pour Cincera, quelles ont été nos méthodes de travail et les siennes, et enfin les conséquences de ces activités et le rôle de Cincera dans la chasse aux "subversifs". Nous voulons dire enfin pourquoi nous ne sommes plus d'accord aujourd'hui, ni avec son travail, ni avec celui que nous avons fait pour lui.

Nous n'avons pas l'intention d'exercer une vengeance, mais de faire un bilan de nos propres activités avec un regard autocritique.

Nos activités ont eu des conséquences néfastes pour beaucoup, même s'ils n'en ont pas senti les effets. Nous tenons à nous excuser auprès d'eux. Pour ne pas leur attirer encore plus d'ennuis, nous avons évité, dans la plupart des cas, de donner des noms. Les seuls noms que nous indiquons sont déjà connus ou particulièrement importants dans le contexte. Il va de soi que nous ne sommes pas prêts à désigner d'autres mouchards par leurs noms ou leurs activités, parce que nous ne leur avons pas demandé leur accord, et qu'ils ont tous aujourd'hui cessé ce genre d'activités. Par contre, si d'autres mouchards ou d'autres personnes concernées veulent faire connaître leur expérience, nous les invitons à le faire en vue d'une information plus complète.

Berne, octobre 1977

Ron Ganzfried, Pierre Georges

*De 1972 à 1974, sept collégiens bernois ont travaillé comme mouchards pour Cincera, qu'ils désignaient sous le pseudonyme de "César". Cincera en connaissait cinq personnellement, les deux autres de nom. Depuis fin 1974, ils ont tous cessé leurs activités. Les deux plus importants décrivent ici leur carrière de mouchards.*

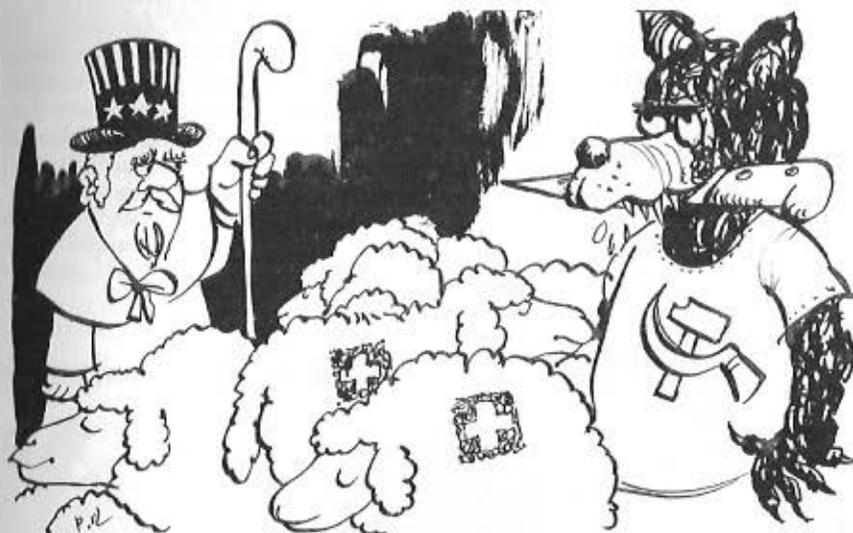
*Ron Ganzfried et Pierre Georges sont nés tous les deux en 1956 et ont suivi le collège de Kirchenfeld (un quartier de la ville de Berne). Tous deux étaient âgés de 16 ans quand ils ont commencé à travailler pour Cincera alias César. Pierre Georges est un pseudonyme : c'est le seul utilisé dans la brochure.*

*De même que cette remarque, tout ce qui n'est pas écrit par Ron ou Pierre, mais par le Manifeste Démocratique, est imprimé en italiques.*

## I. COMMENT NOUS AVONS APPRIS LE METIER DE MOUCHARDS

Ron

Mes positions politiques ont été façonnées par l'école et les médias. Je ne prenais connaissance des commentaires politiques que s'ils correspondaient au schéma de pensée simpliste dont j'étais imprégné. Ce schéma se réduisait aux concepts d'Est et d'Ouest, et à une certitude bien établie : les Russes voulaient conquérir le monde et les Américains nous protégeaient du danger de la dictature soviétique. Une différence pourtant avec les jeunes de mon âge : j'ai eu la possibilité d'allier et de mettre en œuvre mon activisme d'adolescent et mes convictions politiques.



Il me paraît intéressant de décrire de manière plus précise l'évolution de mon "engagement". Peu après mon départ de l'école, mon intérêt pour la politique s'est fortement accru. Pendant l'hiver 71-72, j'ai eu l'occasion d'assister, avec quelques amis, à une conférence de Cincera intitulée "La subversion en Suisse". C'est un groupe de femmes du Parti radical (FDP) d'une commune de la banlieue bernoise qui organisait cette conférence. Nous en sommes ressortis profondément impressionnés, et pendant des mois nous sommes demandé ce que nous pouvions faire contre cette "infiltration dirigée par Moscou et Pékin". A cette époque, les discussions sur la guerre du Vietnam étaient très vives. Ceci nous offrit une occasion de passer à l'action : le 3 juin

1972, lors d'une manifestation à Berne contre la guerre du Vietnam, nous avons distribué un tract pour diffuser plus largement les idées que Cincera nous avait fait découvrir. Nous avons recruté les distributeurs de tracts dans notre cercle d'amis.

Le 22 juin, un de ceux-ci me raconta qu'il avait été abordé, pendant la manifestation, par un collaborateur de Maître Cincera à Berne. Ce collaborateur avait photographié les participants à la manifestation Vietnam. Il encouragea le distributeur de tracts à fréquenter les groupes de gauche pour espionner un peu. Le 22 juin, j'écrivais dans mon "journal" : "Nous avons été engagés par un homme du colonel Cincera pour écouter un peu autour de nous".

J'étais tout feu tout flamme. Mon ami et l'homme de Cincera avaient dû échanger leurs adresses, car le 10 juillet, j'écrivais dans mon "journal" que j'avais reçu, par l'intermédiaire de mon ami, du matériel de P.A. Celui-ci était l'homme de confiance de Cincera à Berne; il était occupé apparemment à faire entrer de nouveaux conjurés dans l'organisation de Cincera. Il faisait également des conférences dans la région bernoise en utilisant la documentation de Cincera. Pendant les conférences de Cincera, il aidait à mettre en place le matériel documentaire. Dès le 15 juillet, mon ami et moi nous allions rendre visite à P.A. qui nous proposait, pour nous introduire dans les rangs de la gauche, d'aller au "Groupe de lutte des locataires".



P.A. = Peter Addor, que les lecteurs du "Dossier Cincera" connaissent déjà comme une "succursale" de Cincera à Berne. Elevé à Berne, Addor fit vraisemblablement la connaissance de Cincera dans le "Service Suisse d'Information" (Schweizerischer Aufklärungsdienst, SAD), dont nous parlerons plus loin. Après un apprentissage de laborant à Bâle, il prépara la maturité en suivant les cours du soir, qui lui furent probablement payés par Cincera : dans le budget 1975 du "Groupe d'Information Suisse" de Cincera ("Informations-gruppe Schweiz"), 7.200 francs sont inscrits pour les "dédommagements à des collaborateurs permanents à Berne". Addor, qui habite toujours à Berne où il étudie les mathématiques, ne travaille apparemment plus pour Cincera.

Addor s'était donné le pseudonyme de Peter Staub, et constituait ses petites archives personnelles, en particulier les listes de membres de tous les groupes de gauche ou progressistes de Berne. Cincera l'avait équipé d'une photocopieuse 3 M. Addor entretenait des contacts avec de nombreuses personnes et institutions, par exemple avec la police bernoise, le Ministère public fédéral, les services de sécurité militaire, le SAD, le forum Jeunesse et Armée, ainsi qu'avec l'instituteur de Kirchenfeld Benno von Wattenwil, chef du groupe antisubversif du SAD, Action "Niemals Vergessen" (Ne Jamais Oublier). Addor utilisait les tampons "SECRET" et "CONFIDENTIEL", qui apparaissaient par ailleurs sur des documents des archives de Cincera. Il se rendait souvent à Zurich pour des entretiens avec Cincera. Il a donné le coup d'envoi à la fondation des "Cercles Jeunesse Critique" (KKJ) d'Argovie et de Zoug, les pendants des "Cercles Jeunesse Progressiste".

Une anecdote permet de bien comprendre la tournure d'esprit de Peter Addor : il gardait chez lui un pain de plastic de couleur rose, de la grosseur d'une tête d'enfant, pour être en mesure de faire sauter son appartement avec ses archives, "en cas de révolution".

#### MOUCHARDS DE CINCERA, MEME A AMNESTY INTERNATIONAL

Ma tâche consistait à envoyer une carte postale à ce groupe pour exprimer mon intérêt à travailler avec eux. Le groupe m'a répondu, mais je ne suis pas allé au rendez-vous. P.A. m'avait expliqué que ces gens étaient très dangereux et ne reculaient devant rien.

Un deuxième essai n'a guère été plus concluant : le 21 octobre 1972, mon ami et moi avons assisté à l'assemblée générale du "Comité d'initiative pour un contrôle accru de l'armement et contre l'exportation d'armes".

Nous avons envoyé à P.A. un procès verbal de cette assemblée, mais il ne s'est rien passé d'autre.

Apparemment, nous étions trop peu actifs, car le 27 octobre 1972 j'écrivais : "P.A. nous a reproché de ne pas en faire assez".

Je peux situer le véritable début de mon activité de mouchard au 28 novembre 1972 : ce jour-là, à l'invitation d'une ancienne camarade d'école, je suis allé à une réunion du "Comité Indochine". Ce comité voulait donner à la population une contre-information sur les événements d'Indochine. C'était un

sous-groupe de la LMR. A partir de ce moment, j'ai assisté régulièrement à ces assemblées, et j'essayais de me rendre utile chaque fois que l'occasion se présentait. Je lis dans mon journal, à la date du 23.12.72 : "Cet après-midi, le comité, des gens du groupe de Travail Tiers-Monde et d'autres groupes ont organisé une manifestation. Comme je commençais à avoir froid, j'ai simplement déserté." Mon goût de l'aventure et mon courage ont été mis à l'épreuve pour la première fois le 13 janvier 1973 : "Manif. à Genève, dégusté les gaz lacrymogènes!"

Le 7 avril 1973, à la demande de P.A., j'ai assisté à une réunion d' "Amnesty International", où j'ai appris à connaître de nouveaux visages, sur lesquels j'ai fait mon rapport.

Par hasard, j'avais eu l'occasion de m'introduire dans un groupe trotskiste. Peu à peu, je me suis mis à étudier cette théorie. J'ai lu une biographie de Trotsky, dans l'intention de mieux pouvoir me dissimuler derrière mes connaissances toutes fraîches.

Mon ami a ralenti peu à peu son activité. Comme je n'avais pas envie de continuer tout seul, j'ai mis dans le secret, le 21 avril 1973, un autre copain, Pierre. Il a été tout de suite d'accord de collaborer. Peu de temps après, P.A. recrutait un troisième mouchard à une manifestation, selon sa méthode déjà testée. Il devait s'occuper du groupe "Schinagu".

## POLITISATION UNILATERALE A L'ECOLE

*Pierre*

Pendant l'école secondaire, j'ai commencé à lire le journal chaque jour. A la maison, nous étions abonnés à l' "Emmentaler Blatt" (aujourd'hui "Berner Nachrichten"). C'est à partir des informations de ce journal régional et des commentaires de la Radio suisse que j'ai formé mes opinions politiques, dans la mesure où ceci est possible à un collégien dans ce cadre. En concordance avec ces médias, mes convictions politiques étaient bourgeoises-libérales. Naturellement, cette position était renforcée et encouragée à l'école. Les leçons de géographie, d'allemand et d'histoire ont donné à mes positions initiales une orientation nettement anti-communiste. L'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie y a particulièrement contribué. A cette époque, nous avions le droit d'aller écouter les nouvelles à la salle des maîtres pendant les récréations. Au retour en classe, on criait en chœur "Dubcek, Svoboda" et presque tout le monde portait un petit drapeau tchèque sur soi. Je ne peux pas me rappeler qu'on ait fait quelque chose de semblable pour le Vietnam.

A part une enseignante qui voulait nous raisonner et nous montrer l'absurdité d'un anti-communisme aveugle et fanatique, tous les maîtres excitaient à fond notre anti-communisme. Nous ne comprenions pas cette enseignante. Au contraire, sous la direction des autres maîtres, notre haine contre tout ce qui semblait venir de l'Est, grandissait. Cela nous faisait oublier les



problèmes de notre propre société. Il en résultait le lien bien connu et irrationnel entre les concepts Est – communisme – socialisme – gauche – danger.

Plus tard, au gymnase, l'influence de la plupart des professeurs allait dans le même sens. Toutefois, j'avais l'occasion de lire davantage de journaux, également des tracts et journaux de groupes de gauche qui étaient souvent distribués à l'entrée du gymnase. Naturellement, je voyais tout cela de mon point de vue de l'époque.

Mon attitude politique d'alors ne résultait que de l'influence des mass-médias et de l'école. Ce n'était pas une conviction politique découlant de mon jugement, pourtant elle était profondément sincère.

Pendant la première année du gymnase, je n'avais pas d'activité politique, cependant, je lisais avec plaisir tout ce qui critiquait la "gauche" et surtout les pays de l'Est. Ainsi je me réjouissais chaque fois que quelqu'un avait réussi à passer la frontière de la R.D.A., et je m'indignais de la situation derrière le rideau de fer. Voici l'idée qu'on se faisait en général de cette situation : là-bas, on souffrait continuellement de la faim, on vivait comme dans une prison, on n'avait aucune propriété et on n'était pas libre comme chez nous, l'individu ne comptait pour rien, et ainsi de suite. En outre, j'étais persuadé que les Russes et les Chinois allaient tôt ou tard nous envahir, et que notre vie deviendrait alors aussi sinistre qu'à l'Est. Aveuglé par la peur, je perdais de vue nos propres problèmes. Mais peu de temps plus tard, j'ai eu la possibilité de me mettre en action pour le maintien et la défense de notre liberté.

## LES DEBUTS DE MA VIE DE MOUCHARD

Mon ami Ron m'a expliqué un jour qu'il n'était en fait pas du tout de gauche : au contraire, il luttait contre ce mouvement. Jusque là, quand il lisait Trotsky et qu'il clamait des slogans de gauche, je l'interprétais comme une manière de se donner de l'importance plutôt qu'une véritable conviction de sa part. Mais il m'a introduit ensuite dans le grand secret, en m'avouant qu'il allait à "La Taupe" pour bien écouter ce qui s'y disait, qu'il notait tout cela et le rapportait ensuite à un certain P.A., qui transmettait les informations à Ernst Cincera. Celui-ci était une importante personnalité de Zurich, qui tenait de nombreuses conférences pour mettre le peuple en garde contre le grave danger représenté par la gauche. Ron lui-même avait déjà entendu des conférences de Cincera : celui-ci avait une connaissance remarquable de la situation en Suisse, et savait la transmettre à des auditeurs inconscients du danger. Il fallait absolument que j'assiste à une de ces conférences.

Ensuite Ron m'a décrit brièvement sa tâche. Aux séances de "La Taupe" et d'autres organisations, il retenait les noms et les activités prévues, par exemple une occupation d'immeuble, et transmettait ensuite ces informations. Il prenait part également à toutes les manifestations, c'était parfois dangereux, mais toujours passionnant. A part ça, il était urgent et très important de tout savoir sur les subversifs et de connaître leurs noms. De temps en temps, il recevait un peu d'argent pour son travail.

Il m'a demandé ensuite si j'étais prêt moi aussi à collaborer. J'étais à la fois étonné et enthousiaste. Mais j'avais quand même quelques doutes, car un tel travail devait nous exposer et on devait jouer publiquement le rôle du conspirateur gauchiste. On devait tromper des camarades et donc s'attendre à être insulté. On devait pouvoir motiver ses positions sans en être convaincu. Finalement, je me suis décidé à collaborer, malgré mes doutes. Mon aventure en tant que mouchard auprès des Jeunesses Communistes (KJV), l'organisation de jeunesse du Parti du Travail, a commencé deux mois plus tard. Pour me donner une sorte d'initiation, Ron m'a emmené tout d'abord à quelques séances de "La Taupe" (Maulwurf), l'organisation de jeunesse de la LMR trotskiste.

*L'édition originale de ce livre a paru sous le titre évocateur "Il est moins cinq" chez Berger-Lavrault, Paris. Suzanne Labin, présidente de la "Ligue de la Liberté" et de la "Conférence Internationale sur la Guerre Politique", y présente les différentes méthodes utilisées, selon elle, par les pays de l'Est pour mener la "guerre psychologique". Depuis 1948, Suzanne Labin a commis une quinzaine d'ouvrages sur la guerre politique entre les démocraties occidentales et le communisme. Elle fournit par ailleurs au "Nouvelliste Valaisan" des analyses sur la situation politique française. (NdT)*

## MONSIEUR CINCERA, VOUS VOUS ETES SERVI DE NOUS



Suzanne Labin

## Praktiken der politischen Kriegführung

Propaganda,  
Infiltration und  
Konspiration  
der Sowjets

Olzog

Ron et Pierre

Dans notre activité de mouchards, nous avons trouvé l'occasion bienvenue de lutter "en première ligne" pour nos convictions politiques, le libéralisme et l'anti-communisme. Cependant, d'autres motifs étaient et sont devenus au moins aussi importants. Toute notre activité était un mélange de jeu et de sérieux, et ce suspense nous attirait. Nous avions la possibilité de vivre nous-même des histoires d'espionnage dont nous étions les héros. Nous pouvions jouer la comédie aux autres et nous sentir supérieurs. Cela rappelle l'esprit boy-scout, où le jeu fait écran et cache le côté sérieux des choses.

Pour poursuivre notre "formation", Cincera et P.A. nous ont donné un livre de Suzanne Labin : "Pratiques de la stratégie politique, propagande, infiltration et conspiration des Soviétiques". Pour nous, ça a été un signe de notre importance et du fait qu'on était pris au sérieux, mais ce n'était pas le seul.

On était reconnu par M. Cincera comme des interlocuteurs valables, il parlait avec nous comme avec des adultes ayant de l'expérience. Il n'était d'ailleurs pas le seul à nous traiter en anticommunistes patentés : le directeur de notre école se comportait de la même façon. Tout cela nous donnait le sentiment d'être des personnalités, sentiment renforcé par la certitude qu'en cas de nécessité, nous serions protégés par la police ou par quelqu'un d'autre.

On nous répétait souvent notre importance et l'importance de notre travail. Mais M. Cincera nous récompensait aussi avec de l'argent de poche, et il nous assurait que notre activité, les expériences politiques et les relations acquises, tout cela nous serait très utile plus tard, par exemple pour nos études ou professionnellement.

Ces différents aspects, et les succès qu'on croyait avoir obtenus, nous encourageaient et nous poussaient constamment à poursuivre notre travail, voire à l'intensifier. C'est de cette façon que M. Cincera a exploité au plus haut point nos convictions politiques sincères, notre envie d'adolescents d'"être quelqu'un", d'être importants, notre désir d'aventures, ainsi que notre soif de connaissances.

## NOUS ALLIONS ESPIONNER PARTOUT

### *Pierre*

Après avoir été initié à ce nouveau travail par Ron au cercle "La Taupe", je suis allé un peu par hasard (Ron était empêché) à une séance du groupe de travail "Festival mondial de la jeunesse". Ce groupe, qui organisait l'envoi d'une délégation suisse au Festival mondial de la jeunesse en RDA, était dirigé par les Jeunesses Communistes (J.C.). Il était donc normal que j'essaie d'entrer dans les J.C., qui sont l'organisation de jeunesse du Parti du Travail. A partir de là, j'ai été actif principalement dans les J.C., je suis même devenu membre du comité à Berne, et plus tard, un des 2 représentants de Berne au comité central des Jeunesses Communistes Suisses. Naturellement, cela m'a permis d'informer aussi Cincera sur le Parti du Travail, dont j'étais devenu membre.

### *Ron et Pierre*

Nous avons recruté dans notre cercle d'amis d'autres "collaborateurs". Cela a permis l'infiltration dans de nombreux groupes de gauche à Berne. On allait partout, depuis les Jeunesses bernoises, du Parti Socialiste, jusqu'aux plus petits groupuscules comme le groupe d'élèves de Kirchenfeld. Notre espionnage touchait la LMR (La Taupe), les J.C., le PdT, Schinagu, la POCH, le Cercle de

travail Eglise Critique, ainsi que tous les comités qui avaient mené des actions communes avec ces groupes (par ex. les "Interkommissionen" dans l'émigration, un comité de préparation au premier mai). Naturellement, nous prenions part aux diverses apparitions publiques de la gauche et à presque toutes les manifestations. Nous allions jusqu'à tendre l'oreille dans les bistrotts et dans la rue. Nous devenions de véritables "chasseurs de subversifs".

*Uniquement durant l'année 1973, Addor a constitué une liste de 200 noms grâce à ses mouchards :*

*Jeunesse Communistes (31 noms)*  
*Groupe "Schinagu" (40 noms)*  
*Groupe de travail Tiers Monde (22 noms)*  
*Cercle de travail Eglise Critique (27 noms)*  
*L.M.R., Cercle "La Taupe" (26 noms)*  
*Etudiants socialistes de Berne (16 noms)*  
*POCH (organisations progressistes de Suisse) (13 noms)*  
*Internationale des résistants à la guerre (1 nom)*  
*Groupe de base des Arts Graphiques (8 noms)*  
*Comité Ouvriers - Etudiants (3 noms)*  
*Cercle de travail Ecole Critique, Jardins d'enfants (2 noms)*  
*Comité Palestine (2 noms)*  
*Jeunesse Socialistes (8 noms)*

## P.A.: TETE DE PONT DE CINCERA A BERNE

Nos informations consistaient en noms et adresses des militants, lieux et heures des réunions, et si possible aussi les projets politiques généraux et les activités prévues. De temps en temps, on envoyait nos informations directement à l'adresse de P.A. avec l'indication "Polygone" comme expéditeur. Mais la plupart du temps, on les transmettait par téléphone. Le lendemain des séances, on téléphonait à P.A. pour lui indiquer les nouveaux éléments. P.A. avait visiblement peur que ce mode de transmission soit découvert par un technicien des téléphones situé politiquement à gauche. Il nous a fait plusieurs remarques dans ce sens.

Le 28 novembre 1972, j'écrivais dans mon "journal" (Ron) : "Reçu une lettre du comité Indochine, envoyé à P.A.". Entre mouchards, on échangeait nos informations et on essayait de relier les choses entre elles. P.A. transmettait les informations à Cincera ou parfois à d'autres endroits. Il triait les informations et transmettait seulement ce qui lui paraissait important. Le reste, il le gardait dans ses petites archives personnelles, et il écrivait des compte-rendus sur ses entretiens avec nous. Il nous a fait parvenir à deux reprises ses rapports.

Ich muss wissen:

1. Wo findet dieses Lager statt?
2. Wer hat an diesem Lager teilgenommen (Namen)?
3. Was wurde an diesem Lager besprochen?
4. Was plant die Octopus?

*En général, Addor communiquait leurs tâches aux mouchards par téléphone, exceptionnellement par écrit (Octopus = groupe éphémère d'extrême-gauche).*

Wer etwas weiss, bitte sofort mir Meldung machen.

Wenn jemand an dem Lager teilnimmt, was ich hoffe, soll er nachher einen ausführlichen Bericht schreiben. Er wird eine kleine Entschädigung erhalten.

P. Addor  
Scheibenrain 29  
3014 Bern

Je dois savoir :

1. Où a lieu ce camp ?
2. Qui a participé à ce camp (les noms) ?
3. De quoi a-t-on parlé à ce camp ?
4. Que prépare l'Octopus ?

Celui qui sait quelque chose est prié de me l'annoncer aussitôt. Si quelqu'un participe à ce camp, ce que je souhaite, il doit écrire ensuite un rapport détaillé. Il recevra un petit dédommagement. P. Addor

*Les mouchards de Cincera écrivaient sur des fiches tout ce qu'ils apprenaient, le lendemain ils transmettaient les informations par téléphone à Addor, qui les consignait dans des "comptes rendus", et qui préparait tous les 4 ou 5 mois des "Rapports confidentiels sur la situation". Cincera a utilisé par la suite une partie de ces informations dans sa feuille de dénonciation "Was Wer Wie Wann Wo" (Qui Quoi Quand Comment Où).*

**Compte-rendu No 356 sur l'assemblée générale pour la Suisse des comités régionaux de préparation au festival mondial. 14.3.73**

50 à 70 personnes présentes. Entre autres l'attaché est-allemand Eggert. L'assemblée étant conçue comme une conférence de presse, il y avait également plusieurs journalistes, par ex. NZZ, Vorwärts.

- Après quelques informations générales, les comités de préparation des villes de Berne, Bâle et Zurich ont fait un rapport sur leurs activités. Les

groupes suivants participent au comité de Zurich : Groupe de travail Tiers-Monde, Jeunesses Communistes, Etudiants progressistes de Zurich et Organisations progressistes de Zurich (POZ). Bâle a enregistré les défections de la société de gym Satus et d'un groupe dont le nom n'est pas mentionné.

- Par l'intermédiaire de Beat Schneider (UNES, POCH), le groupe de Berne entretient des contacts avec le Chili.
- Le PdT veut fonder un nouveau parti communiste, avant tout pour des motifs de subversion et de prise de pouvoir. C'est M. Jakob Wuest, membre du C.C. du PdT, qui a communiqué cela.
- Wuest a expliqué en outre qu'il existe des divergences importantes entre la POCH et le PdT. Le conflit entre les deux partis arrive à un point critique, et il peut d'un jour à l'autre devenir public et amener une coupure. La double appartenance, qui était jusque là une pratique courante, ne sera maintenant plus acceptée par la POCH. Motif du conflit : les objectifs fixés sont divergents.
- Au début de la séance, Wuest du CC a pris contact avec Eggert, l'homme de la RDA.
- Pendant la séance, on a projeté des films. Chaque fois que l'image de Lénine apparaissait, tout le monde applaudissait.
- Le groupe "Schinagu" est classé par les J.C. comme "très à l'extrême-gauche". On observe dans ce groupe un "romantisme de gendarme et voleurs". Schinagu commence souvent des actions sans les mener à terme.
- Le "fonctionnaire" des J.C. XXX(Berne) fera à Berlin-Est un exposé d'environ 5 minutes.
- Les J.C. de Berne ont de bonnes relations avec l'Institut de l'Est, et apprécient beaucoup l'existence de cet Institut.

**Compte-rendu No 357 — Assemblée générale des J.C. du 17.3.73**  
**Présents : (7 noms)**

Pour la rencontre des Jeunesses Communistes de toute la Suisse, à l'occasion du dixième anniversaire, on invite entre autres des camarades du Komsomol, ainsi que des membres de l'ambassade. Les invitations ne seront envoyées qu'après le festival mondial de la jeunesse.

Les JC de Bâle sont en contact avec le Komsomol. On pense inviter des gens du Komsomol, en comptant sur une invitation réciproque à Moscou. Mais ceci paraît prématuré, car les JC ont encore trop peu d'influence.

Chaque membre des JC doit écrire, d'ici à la fin du festival mondial, un rapport sur les JC. Il devra lire ce rapport au Congrès des JC (8/9 sept. 73). Ensuite une commission (encore à désigner) dépouillera les rapports reçus.

A l'assemblée nationale de tous les comités de préparation au festival mondial (14.7.73), on a discuté avec l'attaché est-allemand Eggert de la possibilité d'envoyer quelques membres des JC en voyage d'étude en RDA. (...)

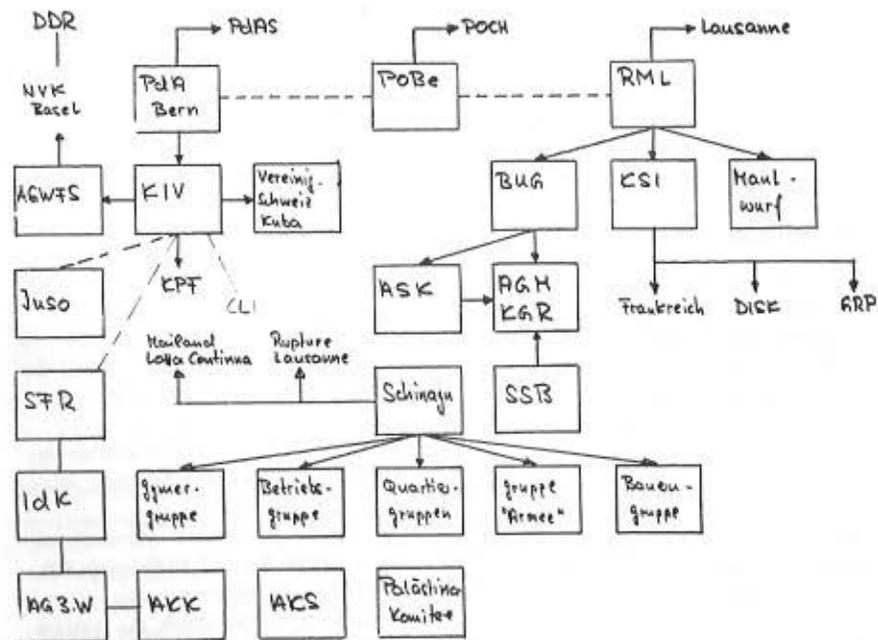
Les 4 pages qui suivent forment un tout : Addor "retravaillait" les informations de ses mouchards environ trois fois par an. Il l'a fait notamment en février, juin et octobre 1973. Ce "Rapport sur la situation" est le seul que les mouchards aient reçu.  
 (NdT : nous n'avons retenu que quelques extraits de ce texte, qui permettront au lecteur de juger de la capacité d'analyse de P. Addor!)

SECRET

RAPPORT SUR LA SITUATION DE L'EXTRÊME-GAUCHE BERNOISE

Etat : Juin 1973

Complète le rapport précédent de février 1973 !



Rapports sur la situation de la nouvelle gauche et des groupes pacifistes à Berne

Etat : juin 1973

Légende :

- PdA = parti du travail (PdT), PdAS = parti suisse du travail (PST)
- IdK = Internationale des résistants à la guerre
- IWAV = comité d'initiative pour un contrôle accru de l'armement et contre l'exportation d'armes
- AG3.W = groupe de travail Tiers-Monde
- AGBF = communauté de travail des associations bernoises pour la paix
- JZ = centre de jeunesse
- POBe = organisations progressistes de Berne
- POCH = organisations progressistes de Suisse
- AKS = cercle de travail école critique
- KUSS = "écoles souterraines critiques" suisses
- SSB = étudiants socialistes de Berne
- AKK = cercle de travail Eglise critique
- BGG = groupe de base Arts graphiques
- OAJG = groupe de travail ouvert contre la loi sur la protection de la jeunesse
- KSI = comité "Indochine vaincra"
- AGM = comité d'action contre le militarisme
- BUG = comité Uni-brèche
- KGR = comité contre Rüegg
- Juso = jeunesse socialistes
- KIV = jeunes communistes (JC)
- AGWFS = groupe de travail "festival mondial"
- VK = comité de préparation
- RML = ligue marxiste révolutionnaire (LMR)
- ASK = comité ouvriers - étudiants
- CLI = colonies libres italiennes
- ATEES = association des travailleurs espagnols émigrés en Suisse
- SP = parti socialiste
- KPI = parti communiste italien
- KPF = parti communiste français
- AI = Amnesty International
- SAFEP = groupes suisses de travail pour l'aide au développement
- SFR = conseil suisse de la paix
- GRP = organisation de guérilla communiste vietnamienne
- DISK = comité allemand de solidarité avec l'Indochine

## Le complexe des groupes de la nouvelle gauche :

### Groupe de travail "festival mondial" (AGWFS)

La préparation du festival mondial à Berlin-Est du 28 juillet au 5 août est maintenant presque terminée. Dans un texte de propagande, à côté des hymnes de louange habituels au festival, "dont la contribution à la lutte anti-impérialiste (...) reçoit le soutien de la jeunesse et des étudiants", on affirme que le festival sera un point culminant et une nouvelle étape de la lutte des jeunes.

Le 17 mai, le comité de préparation se réunissait pour la troisième fois dans le local de l'Association des Etudiants suisses, à la Erlacherstrasse 9. On a rappelé brièvement les activités de ces derniers temps (stands de rue, tracts, etc.). (...)

*(suivent 2 pages sur les activités de ce comité !)*

### Jeunesses Communistes (JC)

La coupure idéologique entre les trotskistes et les JC s'aggrave. Ainsi un sympathisant de la LMR, qui a aussi des relations avec les JC, a reçu la tâche — inofficielle — d'espionner les JC.

Activités des JC : le 5 juin a eu lieu une assemblée générale au Südbahnhof. (...)

Information sur la fermeture de l'Imprimerie City à Glattbrugg (ZH). Les syndicats appellent à une manifestation, qui se tiendra à Zurich. Les JC et le PdT sont aussi de la partie. A l'avenir, on travaillera davantage avec les syndicats et ceci pour des motifs de lutte pour le pouvoir. Avant tout, il faut être attentif aux Arts graphiques. Tiré du procès verbal officiel : "On propose une première possibilité concrète, un tract sur la situation actuelle à la manif. de ZH. Le comité est chargé de préparer un projet définitif. A long terme, il faut discuter de la prise de contact avec les organisations de jeunesse des syndicats, et spécialement des Arts graphiques. Cette discussion doit se faire en lien avec le parti.

Le 1er mai, les JC, POBe, PdT, ATEES, CLI et PCI ont défilé ensemble. Les tracts distribués auparavant étaient également signés par tous ces groupes.

Le 19 juin, séance au Südbahnhof, information sur une distribution de tracts pour ces prochains jours. Un numéro spécial du "Roter Bär" (Ours Rouge), qui traite des événements à l'imprimerie City, sera distribué devant les imprimeries Unionsdruckerei, Berner Tagblatt, Stämpfli, Bücheler à Wabern, et Hallwag. A la Hallwag, on craint d'être filmé. Un 2ème tract, un texte général de propagande, sera préparé avec le PdT. Le matériel des JC se trouve à la Sulgeneckstrasse 58. Celui qui voudrait aider à soulager les soucis matériels des JC recevra une clé de ce local.

## POBe (Organisations progressistes Berne)

Le 18 mars s'est tenue à Soleure une assemblée des délégués de la POCH. Cette assemblée a fixé les lignes directrices du travail de la POCH pour les prochaines années. Quelques extraits d'un procès-verbal : "La construction de la POCH en une organisation léniniste visant à la création d'un parti, apparaissant à l'extérieur comme parti national, est notre tâche principale. Des accords ont été conclus avec la LMR et une organisation tessinoise au sujet de l'Initiative des 40 h. La POCH apparaîtra comme nouveau parti de gauche. Sa politique, à savoir d'une part rechercher des alliances à l'intérieur du système des partis communistes, d'autre part s'en tenir fermement à sa propre organisation vis-à-vis des autres organisations communistes en Suisse, cette politique ne se comprend que dans le cadre d'une discussion générale de ligne." Voilà en ce qui concerne la partie générale. Pour Berne, cela signifie : "Université : le travail dans le triangle Bâle Berne Zurich continue ... Groupes d'apprentis PL : maintien du "Venceremos" (Journal des "Apprentis progressistes"), fonder des groupes PL (Apprentis progressistes) à Zurich et à Berne". Le 26 mars, dans le journal de la POCH pour toute la Suisse, la POBe s'inquiétait de "l'augmentation déguisée des tarifs des transports publics bernois, et le 18 avril elle distribuait devant plusieurs entreprises ses tracts "Spécial-POCH". Le 1er mai, elle a défilé en commun avec d'autres organisations qui ont à peu près les mêmes orientations (voir sous JC).

### Schinagu : (1)

Le 19 mars, quelques groupes de gauche se sont retrouvés au Mauerrain 8, au quartier général de Schinagu. Il s'agissait de préparer une manifestation contre les néofascistes du MSI. La LMR avait aussi été invitée, par une organisation militante, "Lutte autonome" ou "Rote Steine". Mais quand la LMR est arrivée, une sentinelle ne l'a pas laissé entrer, en lui faisant savoir que sa présence n'était pas souhaitée. Après que la LMR ait tenté — vainement — de prendre le local d'assaut, ...

## Le complexe des groupes pacifistes

### Conseil de la Paix (SFR)

Il a tenu plusieurs séances à la Maison du Peuple à Berne. Le projet "justice militaire" est poursuivi. Des démarches juridiques doivent être entreprises contre le rédacteur du "Soldat Suisse", qui a publié quelques révélations au sujet de ce projet.

*(1) Schinagu: groupe spontanéiste bernois, dans lequel un mouchard de Cincera s'était infiltré. Le mot "Schinagu" signifie "boulot" ("schinagle" = bosser) dans l'argot des quartiers ouvriers bernois (NdT).*

Le 16 juin à la Maison du Peuple, il a été décidé de lancer une 2ème initiative contre l'exportation d'armes. Le président est un certain Fritz Sigenthaler, dirigeant du séminaire du service chrétien de la paix pour l'aide au développement. On demande qu'à l'avenir les comités d'initiative soient soutenus par l'Etat. (...)

Prochain rapport sur la situation vers octobre 1973 !

24.6.73

L'association-bidon "Polygone" fut fondée le 2 septembre 1972 par P.A. Elle servit également de tremplin pour envoyer des mouchards au festival en RDA pendant l'été 1973. Avec une nuance légèrement militaire, l'objectif soi-disant de gauche était décrit de la manière suivante :

"Le Polygone a pour but d'intervenir en faveur d'une transformation fondamentale de la société d'exploitation capitaliste. Il se réserve un domaine spécial d'intervention". Deux jours plus tard, l'association-couverture recevait la case postale 1985, 3001 Berne, qui rendit par la suite de précieux services comme indication d'expéditeur hors de tout soupçon.

Une des premières actions que P.A. entreprit avec la nouvelle enseigne "Polygone", en septembre 1972, fut une campagne de lettres de lecteurs dans les journaux, au sujet de l'Initiative contre l'exportation d'armes (voir pages 28-29).

P.A. était le chef de l'organisation Cincera à Berne, c'est lui qui nous chargeait des missions spéciales, et c'est à lui que nous transmettions les informations générales, ainsi que les résultats de ces missions spéciales.

Ces informations, après avoir été traitées par Addor et Cincera, étaient

- soit publiées par le Cercle Jeunesse Critique (KKJ), organe de propagande de l'organisation Cincera;
- soit, pour celles qui restaient internes, résumées dans des "rapports secrets sur l'état de la situation".

Cependant, nous ne savons ni à qui étaient destinés ces rapports, ni quelles étaient leurs conséquences.

Groupe politique de jeunes "Polygone"  
Case postale 1985  
3001 Berne

#### Statuts provisoires du "Polygone" :

**Nom et siège :** Sous le nom "Polygone", les participants à l'assemblée du 2.9.72 se sont constitués en association selon les art. 60 et ss, du Code civil suisse. Le siège du "Polygone" est à Berne.

**But :** Le "Polygone" a pour but d'intervenir en faveur d'une transformation fondamentale de la société d'exploitation capitaliste. Il se réserve un domaine spécial d'intervention.

**Qualité de membre :** En principe, peuvent être acceptés comme membres tous ceux qui se déclarent en accord avec les orientations stratégiques et organisationnelles du "Polygone".

**Organes :** Les organes du "Polygone" sont :

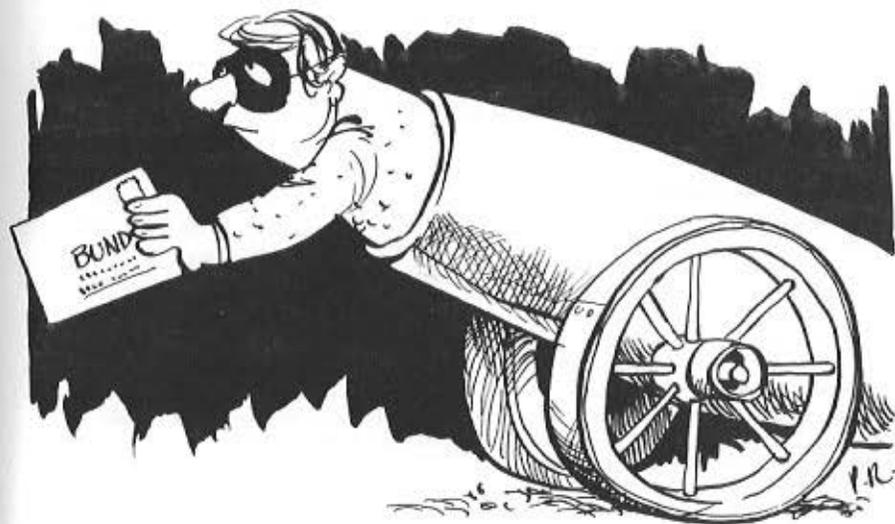
- l'assemblée générale
- le comité
- le secrétariat, qui est l'instrument administratif du C.

**Finances :** Les moyens financiers du "Polygone" s'appuient sur les participations volontaires de ses membres.

Pour le reste, voir les articles 60 et ss. du Code civil suisse. Ces statuts ont été approuvés par la première assemblée générale du "Polygone", le 2.9.72, et entrent en vigueur dès aujourd'hui.

Berne, le 2.9.72

*A la veille de la votation sur l'initiative contre l'exportation d'armes, Addor organisa une campagne de lettres de lecteurs. Il écrivit même des lettres de lecteurs du type "pro-initiative, rédigé de manière ridicule" (ci-dessous, 2.). Toutes ces lettres, expédiées aux dates et aux rédactions indiquées dans le document "confidentiel" ci-dessous, étaient de la plume de P. Addor. Deux journaux seulement publièrent un de ses textes. Dans le "Bund" du 14 septembre, il pousse l'hypocrisie jusqu'à reprocher aux promoteurs de l'initiative des "lettres de lecteurs préfabriquées"*



Action lettres de lecteurs jusqu'au 24.9.72 **CONFIDENTIEL**

QUOI	QUI	OU	QUAND
1. Pro-initiative	Polygone	Bund, NZZ	5.9.72
2. Pro-initiative rédigée de manière ridicule	P.A., Bâle	NZ, NZZ	7.9.72
3. Anti-initiative	P. Addor, Berne	Bund, NZZ	8.9.72
4. Réponse à 2. avec accusation	Polygone	NZ, NZZ	
5. Réponse à 4. avec menace de procès	P.A., Bâle	NZ, NZZ	
6. Anti-initiative	P. Addor, Berne	Bund, NZZ	12.9.72
7. Anti-initiative	P. Addor, Berne	NZ, TA	13.9.72
8. Réponse à 6.	Polygone	NZZ, Bund	
9. Réponse à 7.	Polygone	NZ, TA	
10. Position du "Polygone" après la votation			
8. et 9. ne passeront peut-être pas, faute de temps.			

"Nationalzeitung Basel", le 16.9.72

### Même pas des montres

L'initiative n'est pas correcte si on la considère sous son aspect économique. Car, d'après la formulation du texte de l'initiative, nous devrions cesser non seulement l'exportation d'armes, mais aussi de "tout matériel pouvant servir à des fins de technique militaire" ! Donc, pas d'exportation de montres, pas de

jumelles, pas de textiles, de produits pharmaceutiques, de cigares, de vis, plus rien. Nos exportations cesseraient presque complètement. Car on peut détourner l'usage de chaque produit à des fins militaires. On ne pourrait donc absolument pas appliquer cette initiative dans la pratique, c'est pourquoi on devrait la refuser déjà de prime abord.

P. Addor

"Der Bund", le 14.9.72

... N'oublions pas que, dans une situation critique, les forces morales peuvent se révéler plus décisives que la perfection technique.

### Lettre de lecteur "préfabriquée"

Dans le "Bund" No 210, Ulrich Schwarzmann a fait paraître, sous la forme d'une lettre de lecteur, un article au sujet du communiqué de la "Société suisse des officiers", dans lequel cette société appelle au rejet de l'initiative sur l'exportation d'armes.

D'après ce que je sais, les promoteurs de l'initiative et leurs partisans se font un devoir d'écrire le plus possible de lettres de lecteurs, et surtout de prendre position à propos de tous les articles des opposants à l'initiative. Un "catalogue d'arguments" — préparé par le Groupe de travail Tiers-Monde — est du reste à la disposition des lecteurs qui désirent envoyer des lettres de propagande. C'est dans ce "catalogue d'arguments" qu'Ulrich Schwarzmann a trouvé les siens et les a presque copiés mot pour mot. Du reste, on peut trouver presque quotidiennement, dans chaque journal suisse, cette lettre de lecteur "préfabriquée".

Les arguments des partisans de l'initiative sont, malgré leur "catalogue d'arguments", indéfendables et faibles. Une interdiction d'exportation représenterait à coup sûr, pour notre commerce extérieur, une perte annuelle de 500 millions de francs

Cela signifierait que chaque citoyen devrait payer plus d'impôts pour compenser cette surcharge du budget de l'Etat. Mais ce serait à peu près les mêmes gens qui protesteraient contre une augmentation des impôts que ceux qui, aujourd'hui, défendent l'initiative.

On pourrait citer également les licenciements massifs prévisibles. Il y a peu de temps, une fabrique de papier à Laufen a dû licencier environ 150 travailleurs. A cette époque, les gens proches des partisans de l'initiative ont lancé une importante campagne de diffamation contre cette fabrique. On compte qu'il faudrait licencier presque 50 fois plus de travailleurs qu'à Laufen si l'initiative passait. Mais dans ce cas ce serait quelque chose de tout à fait différent !

Tout citoyen quelque peu critique devrait sans autre être capable de percer à jour la machination des initiateurs, ainsi que de se rendre clairement compte des graves conséquences qu'aurait cette interdiction.

P. Addor

### Question de conscience

Dans son discours lors de la réception du prix Nobel, Alexandre Soljénitsyne s'est élevé particulièrement contre les mensonges conscients et inconscients...

## NOS MISSIONS D'ESPIONNAGE DE 1972 A 1974

En ligne générale, notre mission consistait à nous faire une place dans les groupes de gauche et à les espionner. Lorsque P.A. et Cincera avaient évalué les informations générales, ils nous chargeaient aussi de missions spéciales. Voici une chronologie de nos missions :

15.7.72 Ron: "P.A. me propose pour le début le "Groupe de lutte des locataires". Cela n'a pourtant rien donné. P.A. m'a expliqué que c'était un groupe extrémiste et très dangereux, et il ne considérait pas ce renseignement comme une mise en garde, mais comme une indication de l'importance de cette mission, qui allait me permettre de contribuer à la protection de l'Etat. Mais comme cela m'a semblé trop risqué, je ne suis pas allé au rendez-vous fixé avec un membre de ce groupe. C'est pourquoi ce projet n'a pas eu de suite.

21.1.73 : Un autre membre de notre groupe de mouchards à Berne reçoit la mission de s'infiltrer dans le "Cercle Eglise Critique". Après avoir travaillé quelque temps là-bas, ce mouchard a renoncé à cette activité, tellement elle l'ennuyait.



7.4.73 Ron : P.A. m'a demandé d'aller à une réunion d'Amnesty International. J'y ai fait la connaissance de nouveaux visages.

17.5.73 Pierre : J'ai remplacé une fois par hasard Ron à une réunion du Groupe de préparation du festival; P.A. m'a prié de continuer à aller à ces séances. J'ai donc aussi participé, en compagnie de deux autres mouchards Bernois à la solde de Cincera, au festival mondial de la jeunesse en RDA.

23-28.8.73 : Nous écrivons un tract pour le groupe de jeunesse de Cincera KKJ sur les occupants des maisons de la Gesellschaftsstrasse 21 à Berne.

23.8. - 3.9.73 : Une exposition, a été organisée au gymnase de Berne, en prévision de la manifestation de Lausanne pour protester contre l'invitation du Portugal comme hôte d'honneur du Comptoir suisse. Cette exposition n'a eu lieu qu'à cause de l'intervention personnelle de Cincera auprès du directeur. Un groupe qui voulait coller une nuit des affiches appelant à la manif de Lausanne a été arrêté par la police à cause des renseignements que nous avons transmis à P.A.

8.9.73 : Nous participons à la manifestation de Lausanne et prenons une centaine de photos aux frais de Cincera.

14.9.73 Pierre : J'ai été arrêté par la police avec trois autres mouchards, parce que je collais des affiches, mais Cincera a réglé cette affaire désagréable.

4.2.73 Pierre : P.A. et Gerhard Wyss, fondateur du "Forum Jeunesse et Armée", m'ont demandé de photographier les recrues suspectes lors de leur arrivée à la caserne de Berne, pendant que les deux autres distribuaient le premier tract du "Forum Jeunesse et Armée" signé par le Cercle Jeunesse Critique. Pour ce faire, j'avais obtenu un congé de l'école.

7-8.12.74 Pierre : Je suis allé au congrès de fondation des Jeunesses Communistes suisses, et j'ai été élu comme un des deux représentants bernois au Comité Central.



Le mouchard Ron distribue des tracts de gauche.

## II. QUI TRAVAILLAIT AVEC CINCERA ?

Après vous avoir donné la possibilité de vous faire une idée de nos activités, nous aimerions montrer les différents aspects de la chasse aux subversifs à partir de certains événements.

### LE GACHIS DE CINCERA

Le principe selon lequel travaillait Cincera consistait à mettre ensemble, de manière criminelle, des morceaux de puzzle qui n'avaient rien à faire les uns avec les autres pour les interpréter de manière abusive comme un tout. Il semblait la plupart du temps ces morceaux de manière tout à fait arbitraire. Le gâchis et le travail imprécis jouèrent un rôle important, comme nous allons le montrer par les témoignages de quelques anciens mouchards. Ses imprécisions et l'acharnement qu'il apportait à sa tâche s'expliquent par son attitude boy-scout face à la politique.

Pierre

Vers la fin de l'année 1973, j'ai vu par hasard à Berne une voiture de marque Trabant, de fabrication est-allemande. Comme je savais qu'on ne pouvait pas obtenir chez nous des voitures fabriquées en RDA, et comme cette voiture était immatriculée en Suisse, j'ai tout de suite pensé qu'il y avait quelque chose de louche et j'ai noté le numéro de la voiture. J'ai donné cette information à P.A., qui l'a manifestement fait suivre à Cincera, puisque je recevais, le 22.1.74, par l'intermédiaire de P.A., une demande de renseignements complémentaires de la part de Cincera. Visiblement Cincera a fait sa petite enquête, a trouvé la détentrice du véhicule à Interlaken, et a établi une relation entre elle, Renato Quadri, membre des J.C., et un autre gauchiste bernois. Cincera m'a demandé d'espionner Renato Quadri et l'autre Bernois. Comme je connaissais bien les deux personnes en question, et que j'étais en bons termes avec eux, je trouvais les suppositions de Cincera exagérées, et j'ai décidé de ne pas réagir. Citation de mon journal, le 22.1.74 : "A midi, P.A. m'a téléphoné. La détentrice de la Trabant est apparue comme étant en relation avec l'affaire Renato Quadri - X.Y."

Quand je suis entré dans les JC et que j'ai transmis les premiers noms à P.A., celui-ci m'a demandé de surveiller Renato Quadri, parce que, d'après P.A., il était chauffeur à l'ambassade russe à Berne, graphiste de métier, et qu'il avait déjà éveillé des soupçons à Zurich. Lorsque je fis la connaissance de Quadri, je découvris qu'il n'était ni graphiste ni employé par l'ambassade russe. Je l'annonçai immédiatement à P.A. Manifestement, on ne m'a pas cru, et on tenait absolument à l'image traditionnelle de l'ennemi. Car trois ans plus tard, le nom de Quadri apparut dans le petit journal de délation de Cincera "Qui Quoi Comment Quand Où?", il était toujours accompagné de la mention "graphiste".

Par la suite, on s'est rendu compte qu'il y avait deux Renato Quadri : l'un à Berne, intéressé à la politique, l'autre à Zurich, un graphiste non politisé. Mais Cincera a mélangé sans scrupule les informations qui lui étaient données sur ce nom, et les a mises en relation avec une seule et même personne. Dans une des parutions ultérieures de "Qui Quoi Comment Quand Où?", Cincera a reconnu de mauvaise grâce qu'il s'agissait de deux personnes différentes, mais sans donner d'autres précisions.

Cincera est fermement convaincu que tous les groupes de gauche sont payés soit par Moscou, soit par Pékin, soit par d'autres "centres" communistes. Il nous l'a dit à plusieurs reprises et nous a chargés d'enquêter sur le sujet. Pourtant tous les groupes avaient de grosses difficultés à trouver l'argent nécessaire pour leurs tracts et leurs journaux, et nous n'avons naturellement trouvé aucune trace de versements en provenance de l'Est. En revanche, nous avons dit à Cincera que tous les membres de ces groupes payaient de très fortes cotisations. Mais Cincera a quand même continué à parler, dans ses conférences, de l'appui financier venant de l'Est. Nos informations opposées n'ont pas ébranlé ses préjugés.



Cincera a impressionné 300 sous-officiers argoviens par des données "précises" sur le financement des trotskistes par la Chine. Le "Badener Tagblatt" du 3 mai 1974, relatant une de ses conférences pour les cadres de l'armée, écrit : "La nouvelle que la Ligue marxiste révolutionnaire, qui opère surtout en Romandie, reçoit annuellement 250.000 francs de l'ambassade chinoise, a fait beaucoup d'impression." Sans commentaire!

## DES PHOTOS POUR LE FICHER DE CINCERA

*"Je n'ai encore jamais photographié personne, vraiment, Monsieur Hubacher" (Cincera à la radio, le 19.7.77).*



*Photo prise par Pierre, agrandie chez Cincera à Zurich (et dans la mesure du possible reportée sur les fiches de personnes), enfin utilisée dans le journal du Cercle "La Taupe" à Berne.*

Lors des manifestations, ou à d'autres occasions comme au festival de Berlin, nous avons photographié avec zèle pour Cincera. Nous n'étions d'ailleurs par les seuls : d'autres collaborateurs de Cincera, comme Willy Matzinger, s'en occupaient également. J'envoyais mes films à Zurich, à la Englishviertelstrasse, où ils étaient développés et agrandis. Je recevais par la poste les agrandissements, avec comme expéditeur Joseph Alexander Baumann, Seefeldstrasse 47, 8008 Zurich. Je devais identifier des visages connus sur ces photos que j'avais prises moi-même, mais quelquefois, lors de visites à Zurich, on m'a demandé aussi d'identifier des gens à partir de photos qui n'étaient pas de moi. Si les photos étaient de bonne qualité, Cincera les utilisait pour compléter son fichier sur les subversifs. J'ai vu plusieurs fois ce fichier des subversifs, d'abord au dernier étage de l'immeuble de la Englishviertelstrasse 22, et pour la dernière fois au printemps 1976, dans les nouvelles archives secrètes de Cincera, dans la cave de

la Englishviertelstrasse 32. Pour ne pas éveiller de soupçons dans les groupes de gauche par ma "frénésie photographique", je mettais également les photos à leur disposition pour illustrer leurs journaux et leurs tracts. C'est ainsi qu'une de mes photos, développée par Cincera, a paru dans le journal du cercle "La Taupe". Naturellement, dans ce journal, les yeux des gens avaient été soigneusement dissimulés. Mais auparavant, chez Cincera, l'image avait été agrandie, et les gens identifiés.

Cincera utilisait toutes les occasions pour élargir ses connaissances. Comme il était largement connu dans tout le pays à cause de ses conférences, il obtenait aussi des indications de la part de gens excités ou anxieux. Tout était mis à profit, utilisé dans son fichier, même les choses les plus ridicules (cf. Dossier Cincera). Et on nous poussait toujours à récolter davantage de renseignements.



*Willy Matzinger (photo de gauche) était l'un des collaborateurs les plus zélés, sinon le plus important, de Cincera, entre autres dans le domaine photographique. On peut lire à son sujet le "Dossier Cincera" et la brochure sur le procès du Manifeste Démocratique.*

*La photo de droite a été prise le 7.12.76, à la conférence de presse du "Groupe d'Information Suisse" ("Informationsgruppe Schweiz"). De droite à gauche : Cincera, Hans Scharpf, Theo Hügi et Joseph-Alexander Baumann. Cincera utilisait l'adresse commerciale de M. Scharpf, directeur de l'assurance Hagel, pour envoyer du matériel de propagande à ses mouchards bernois. M. Baumann, avocat à Kreuzlingen, prêtait à Cincera son ancienne adresse d'étudiant pour leur envoyer de l'argent ou des films. Il s'est occupé du "Groupe pour des analyses critiques" de Cincera, et a présidé ces derniers mois le Comité de référendum contre la 9<sup>e</sup>. révision de l'AVS.*

"... L'opposition, qu'il approuve fondamentalement, et la subversion, sont de plus en plus difficiles à distinguer. Face à cette grave situation, il ne reste plus qu'une chose à faire : obtenir les informations les plus précises sur les agitateurs, les révolutionnaires déguisés, et porter la plus grande attention aux intellectuels et aux réformistes, spécialement aux membres des partis d'extrême-gauche. Cincera, soutenu par Borer, qui exigeait des listes précises de communistes, s'est arrogé le droit d'établir un service privé de renseignements." (Tages-Anzeiger, 9.6.77)

*Devant le parti radical, à Zurich, Cincera n'a pas pris ses distances, comme il le fait d'habitude, avec sa véritable activité : le fait d'établir des "listes de communistes" (Tagesanzeiger 9.6.77).*

#### CE QUI INTERESSAIT LE PLUS CINCERA : LES NOMS

##### Ron et Pierre

Lors des séances des groupes de gauche, nous notions tout ce qui nous paraissait important. Je me souviens (Ron) avoir même communiqué les endroits où des membres de la LMR passaient leurs vacances. Mais il ne faudrait pas croire que nous avons toujours travaillé de manière très consciencieuse et efficace : il est arrivé plus d'une fois que des communications restent des semaines au fond de nos tiroirs, ou qu'elles ne soient envoyées ni à P.A. ni à Cincera.

On transmettait aussi des appréciations sur la position d'un membre à l'intérieur de l'organisation. Pendant les séances, quand une liste de présences circulait, j'essais de garder la feuille le plus longtemps possible et de mémoriser les noms, avant de la passer à mon voisin. Plusieurs fois, j'ai eu l'occasion (Pierre) de piquer des listes de membres des JC, quand j'étais chargé par cette organisation d'envoyer des documents. Comme la LMR est particulièrement bien protégée des espions par sa structure, je n'arrivais pas (Ron) à savoir plus que des banalités. Une fois, pourtant, j'ai réussi à piquer à la LMR un procès-verbal d'une séance de la POCH, qui n'aurait de toute façon pas dû aboutir à la LMR. Au début de mon activité, on m'a encouragé à tenir moi-même un petit fichier sur mes nouvelles connaissances. Mais j'étais trop paresseux pour le mettre à exécution, et cela correspondait trop peu à mes idées de roman d'espionnage.

On a gagné la confiance des gens qu'on espionnait en étant toujours prêt à distribuer des tracts ou à donner un coup de main. Notre mission était aussi facilitée par le comportement très ouvert de nos victimes. Cela nous permettait de récolter des informations, non seulement lors des séances internes et des

réunions publiques, mais aussi par des contacts amicaux. Un exemple : "Ron et moi, nous sommes allés à Niederdorf, où nous avons rencontré par hasard X.Y. Il nous a raconté qu'il travaillait maintenant pour une agence de presse." (journal de Pierre). Comme nous devons voir Cincera peu après, nous lui avons communiqué aussitôt ce renseignement.

( [REDACTED] [REDACTED] )  
Beruf: Gymnasiast WG Id Kirchenfeld  
Polit. Einstellung: Bekämpfung (Gewalt) der Polizei. Die heutige Gesellschaft kann man nur mit Gewalt ändern!  
Parteizugehörigkeit: Disziplinärachtfestkonvention  
Geb. Datum:  
Wohnort:  
Nationalität:  
Adresse:  
Bildung:

Cincera et Addor encourageaient

Ron à tenir ses propres fiches.

Profession: collégien au gymnase de Kirchenfeld

Position politique: Combat la police (par la violence)  
 "On ne peut changer la société actuelle que par la violence".

Appartenance politique: Commission des sanctions

Date de naissance:

Domicile:

Nationalité:

Adresse:

Formation:

Aussi bien Cincera que P.A. nous recommandaient régulièrement de brûler nos notes dès qu'on les avait transmises, ainsi que les billets de P.A. et de Cincera, de manière à ne laisser aucune trace. Cette consigne était souvent même écrite sur le papier lui-même, par exemple sur les documents concernant le voyage à Berlin. Comme ces mesures de sécurité ne nous paraissaient pas indispensables, et que nous étions trop négligents, nous n'avons pas toujours suivi ce conseil. C'est ce qui nous permet aujourd'hui de reconstituer le passé et de prouver ce que nous avançons.

### CINCERA DENONCE

En général, nous constatons que nous avons contribué, par nos activités, à détériorer le climat politique par la méfiance, les tracasseries et la diffamation. A l'époque, nous ne pouvions pas nous en rendre compte.

Nous pouvons difficilement savoir quelles conséquences notre activité a eues et a encore aujourd'hui pour les gens concernés, parce que le mécanisme de l'organisation de Cincera est difficile à percer, vu sa complexité et son caractère clandestin. Nous avons pourtant connaissance d'un exemple : lors d'une visite à Zurich, Cincera nous a raconté, et il en était fier, qu'il venait d'empêcher l'engagement de quelques "gauchistes connus" chez Bührle. Cette entreprise s'était renseignée auprès de lui pour savoir si les personnes concernées étaient connues comme "suspectes".

*"Ce n'est pas vrai que des gens ont été dénoncés" (Cincera à la radio, 19.7.77).*

*"Les renseignements fournis, sur la base des archives, à des employeurs ("et non à des administrations! ", selon Cincera) sont en général gratuits. Du reste, affirme Cincera, environ 90% de ces renseignements permettaient de tranquilliser ces employeurs." Et les 10 autres pour-cent? ("Badener-Tagblatt" sur la conférence de presse de Cincera du 7.12.76).*

### CERCLE JEUNESSE CRITIQUE – NOTRE PORTE-VOIX

En été 1973, notre activité de mouchards était déjà intense, et notre connaissance des milieux de gauche se développait constamment. Cependant, nous voulions voir des résultats concrets de notre travail. Nous avions l'impression que nos renseignements restaient rangés dans les archives de Cincera et de P.A., qu'ils étaient, à la rigueur, communiqués à des cercles intéressés. A partir de ces constatations, il nous vint à l'idée de communiquer ces renseignements au public par le truchement d'un groupe, ayant les mêmes orientations politiques que nous, mais dont les membres n'avaient pas l'intention de se livrer au mouchardage. P.A. fut enchanté de notre projet, Cincera donna immédiatement son accord.

Pour nous, ce groupe devait être autonome, ses membres ne devaient pas connaître notre existence, ni la collaboration entre P.A. et Cincera. Comme nous ne pouvions pas recruter directement des membres, nous avons rédigé et fait distribuer un tract à Berne afin de faire connaître ce nouveau groupe. Ce premier tract, que nous avons rédigé sur la base de notre connaissance approfondie des groupes de gauche, s'intitulait : La jeunesse abusée par le communisme totalitaire. Après quelques recherches, le groupe s'est donné le nom "Cercle Jeunesse Critique" (KKJ). Nous voulions d'abord l'appeler "cercle de travail jeunesse critique", mais cette appellation avait une connotation trop marquée, et rappelait des groupes progressistes, comme "Cercle de travail Eglise Critique" ou "Groupe de travail Tiers-Monde". P.A. fut d'accord avec le nom et le contenu du texte. (...) On choisit la date du 3 juillet 1973, journée de la fête de la jeunesse bernoise, pour distribuer ce tract. Nous pouvions à cette occasion toucher un large public de jeunes. La distribution fut effectuée par des collégiens, qui pensaient comme nous faire une bonne action. Naturellement, on s'est aussi rendu à la fête, et on s'est bien amusé de la confusion et de l'exaspération causées par notre tract dans les groupes de gauche. Pour augmenter encore cette confusion, nous avons fait circuler des bobards au sujet du Cercle Jeunesse Critique (KKJ). Pour la première fois, on voyait un résultat concret de notre travail : des gens de gauche, désespérés et furieux, cherchaient désespérément les auteurs du tract; d'autres approuvaient le KKJ comme contre-poids à la "toute-puissance" des groupes de gauche.

Pendant longtemps, le KKJ a été un thème de discussion au sein des groupes de gauche : naturellement, nous avons fait le maximum pour mettre nos adversaires sur des fausses pistes. Le comble de l'absurde a été atteint lorsque les Jeunesses Communistes me chargèrent (Pierre) de résoudre l'énigme du KKJ. Je profitai de cette occasion pour augmenter encore la confusion.

### LA JEUNESSE ABUSEE PAR LE COMMUNISME TOTALITAIRE

De plus en plus le monde libre occidental est investi, noyauté et abusé par des groupuscules dont les différentes idéologies se réclament du fascisme de gauche.

Les hiérarchies dirigeantes de Moscou et de Pékin, malgré leurs efforts de détente, nous envoient des hommes de paille pour corrompre la jeunesse par des moyens non démocratiques (affaire Hirschy à l'université de Berne, manifestation antifasciste devant l'hôtel Alfa, où se sont particulièrement distingués la LMR, Rupture et Rote Steine; location de locaux sous de faux noms, etc.).

Du jardin d'enfants à l'uni, nous sommes tous sollicités directement et indirectement à collaborer à la décomposition et à la destruction de notre ordre social.

La sollicitation indirecte comprend l'éducation à une pensée non critique, qui cite par exemple, dans les informations, des glorifications du socialisme et des dénigrements de notre système démocratique. Les informations que nous offre le téléjournal sont significatives à cet égard. Des informations subtiles sont diffusées, comme celles de la semaine passée sur le conflit israélo-libanais : la représentation unilatérale des concentrations de troupes israéliennes nous font croire à la volonté belliciste des Israéliens et nous les montrent en tant qu'agresseurs. Les informations sur le Vietnam montrent exclusivement "les innombrables crimes de guerre des Américains", sans dénoncer à aucun moment ceux du camp adverse. Cela ne nous étonne pas si nous savons que l'ATS est noyauté par des éléments de gauche.

Un autre moyen, direct cette fois, est celui que nous appelons "la politique de la remorque". A l'occasion d'innocentes fêtes de quartiers, organisées naturellement par de soi-disants groupes de base, la population est invitée à danser et à consommer. Lors d'une deuxième fête on discute des problèmes de la jeunesse et on propose à des personnes présentes de venir travailler dans le groupe de base. Petit à petit des tâches administratives sont données aux nouveaux membres, on leur demande de faire un premier tractage : la remorque est accrochée. Ces sympathisants sont mûrs pour leur première manif., à laquelle ils vont sans protester, car être de gauche est dans le vent.

La "nouvelle gauche" sait utiliser avec succès ces différentes méthodes. Elle se croit tout permis et abuse de notre liberté de presse et d'activités sans craindre les protestations et encore moins une quelconque réaction de notre part.

C'est pourquoi ne tombez pas dans le piège de phrases telles que : "solidarité anti-impérialiste, paix et amitié" ou "paix du travail - paix du patron", etc.

#### QUE SIGNIFIENT CES MOTS D'ORDRE ?

Il va de soi que ces phrases ont été dictées en grande partie au festival mondial de la jeunesse, qui a eu lieu à Berlin-Est. La RDA, satellite de l'URSS, est complètement sous la botte de cette dernière. Quant à l'URSS, elle affirme que son but principal est l'anti-impérialisme, mais elle semble oublier l'occupation de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Lettonie, de l'Estonie, de la Lituanie, de la RDA, et aujourd'hui la création de sphères d'influence. L'anti-impérialisme, la paix, la solidarité et l'amitié signifient donc en fait occupation, domination et soumission d'autres peuples.

Cercle Jeunesse Critique (KKJ)  
(les intéressés peuvent s'annoncer à .....)

*Les statuts du Cercle Jeunesse Critique, rédigés par Addor, corrigés par Cincera. En fait, le KKJ existait depuis une année (et avait l'usage d'une case postale à son nom) quand il fut fondé officiellement. On appréciera l'indépendance financière (voir p. 48).*

#### STATUTS DU CERCLE JEUNESSE CRITIQUE (KKJ)

1. **Nom et siège :**  
 Sous le nom "Cercle Jeunesse Critique" (ci-dessous KKJ) est fondée une association dans le sens des art. 60 et suivants du Code Civil...
2. **But :**
  - a) Le KKJ lutte contre tous les courants politiques extrémistes, quelle que soit leur orientation.
  - b) Le KKJ s'engage en faveur des droits démocratiques de l'individu et du droit d'autodétermination de tous les peuples.
  - c) Le KKJ approuve la société actuelle et ses institutions dans ses principes, il est favorable à des changements positifs dans le sens du paragraphe b). Il représente les thèses du libéralisme.
3. **Financement :**  
 Le KKJ se finance lui-même (...)
4. **Organes :**
  - a) L'assemblée générale est l'organe suprême du KKJ. (...)
    - ... Pour des actions éclair, tous les membres actifs, mais au moins trois, doivent être contactés par téléphone.

P.A. nous communiqua que quelques jeunes s'étaient annoncés et qu'il pouvait ainsi constituer un groupe. Les statuts officiels ne datent cependant que du 4 mai 1974.

Un étudiant, que nous connaissions comme étant d'extrême-droite, s'annonça à P.A. à la suite de ce tract, et proposa une collaboration avec son propre groupe. P.A. prit rendez-vous avec lui, sans toutefois avoir l'intention de collaborer avec des gens aussi extrémistes. J'accompagnai P.A. au lieu du rendez-vous. Dans le restaurant, je pris place à une table voisine de celle occupée par P.A. A son arrivée, l'étudiant me dévisagea et dit à P.A. de faire attention, car un gauchiste connu était assis à côté, (alors que j'étais aux J.C. depuis deux mois seulement). Il semble donc qu'il existait à cette époque à Berne une organisation d'extrême-droite concurrente. P.A. refusa de travailler avec eux, et nous n'avons plus jamais entendu parler de ce groupe d'extrême-droite.

Ce n'est pas seulement quelques jeunes qui s'annoncèrent, mais aussi J. Sch. le chef de la "milice des citoyens bernois" (Bürgerwehr), une véritable troupe de casseurs, dont les membres se donnaient pour tâche d'intervenir comme gardiens de l'ordre public. P.A. refusa également toute collaboration avec

ce groupe. La ligne de conduite de Cincera n'a jamais été celle de la violence déclarée, ses moyens étaient plus subtils.

En général, P.A. nous consultait toujours avant d'accueillir un nouveau membre dans le KKJ. Ainsi nous pouvions empêcher toute présence non désirée.

Un membre important de la direction actuelle du KKJ, L.F., prit contact avec l'"Institut Suisse de l'Est" (Ost-Institut, S.O.I.) et collabora, comme beaucoup d'autres jeunes, à l'établissement des archives de Cincera à l'Englischiertelstrasse (Zurich). (1)

Lors des manifestations, les membres du KKJ photographiaient régulièrement les manifestants, allégeant ainsi le travail de la police.

Malgré toutes les mesures de précaution, nos noms furent connus par des membres du KKJ, qui se montrèrent particulièrement insouciant. Avec le temps, l'idée de P.A. de couper tout lien avec le KKJ devint évidente. Dès lors, l'évolution de ce groupe nous échappa, il n'était plus notre porte-voix, et ses orientations politiques s'éloignèrent progressivement des nôtres. Nous pouvions de moins en moins souscrire aux textes des tracts publiés. Nous ne savions plus ce qu'il advenait de nos informations, ni de quelle manière celles-ci étaient mises en valeur.

Le tract "Des léninistes au conseil municipal" du 19 sept. 73 est significatif à cet égard. Le KKJ a profité d'une table ronde, à l'occasion des élections municipales, pour distribuer un tract dans lequel la POCH était discréditée. Un procès-verbal d'une réunion de la POCH, tombé dans nos mains via la LMR, ainsi qu'une lettre de la POCH concernant le festival mondial de la jeunesse, ont servi de matériel de base pour l'élaboration du tract. Le mini-scandale politique provoqué par ce tract nous fut rapporté par des connaissances que nous avions faites dans les divers mouvements de gauche. Nous n'avions pas apprécié l'utilisation — sans notre accord — d'une lettre de la POCH, car le KKJ n'avait qu'une vision imparfaite de la réalité.

Les deux dernières occasions où nous avons pu exercer une influence sur les agitateurs du KKJ se sont produites en été 73 : le 5 sept., un tract rédigé par nous fut distribué à l'occasion d'une occupation d'immeuble à la Gesellschaftsstrasse 21 à Berne; le 26 janvier 74, un tract fut publié lors de la fondation d'une section du PdT à Berne.

(1) Lorenz Flückiger, habitant à Muri, à peine 20 ans, est un des plus importants collaborateurs bernois de Cincera. Au printemps 1976, il travaillait déjà aux archives de Cincera à Zurich. Le 27 mars 1976, il a suivi avec le mouchard bien connu Andreas Kühnis un séminaire de Longo Mai à Berne. Flückiger est membre du Forum Jeunesse et Armée (comme son collègue du Cercle Jeunesse Critique Peter Luginbühl). La case postale 429 à Muri, qui répond à l'appellation "association pour une information objective", est à son nom.

Par ailleurs le père de Flückiger est président de la commission scolaire du gymnase de Kirchenfeld et membre de la commission scolaire municipale.

*Tract du KKJ utilisant des informations des mouchards, sans leur accord.*

## DES LENINISTES AU CONSEIL MUNICIPAL ?

Aux environs de 1966, apparurent à Bâle trois organisations qui fusionnèrent dans une organisation faïtière : "Organisation Progressiste de Bâle" (POB). Il s'agissait d'un groupe d'étudiants, de lycéens et d'apprentis. Ce groupe se chercha avant tout des amis dans le parti du travail, qui lui apporta notamment un soutien financier. Pendant que les cadres inférieurs de l'organisation faisaient de l'agitation dans les écoles professionnelles, les lycées et l'université, que les apprentis occupaient des maisons et que les étudiants grimpaient sur des arbres promis à l'abattage, l'"Organisation Progressiste de Bâle" parlait de se présenter aux élections du Grand Conseil.

Les rapports avec le PdT furent toujours particulièrement cordiaux. Les observateurs extérieurs peuvent cependant constater, à partir de 1970, un éloignement progressif entre le PdT et la POB. Par la suite, des sections de l'Organisation Progressiste furent créées dans diverses villes de Suisse; ainsi le 9 juin 1972 à Berne. Toutes ces sections furent rassemblées à l'intérieur de l'"Organisation Progressiste de Suisse" (POCH) et les camarades bâlois commencèrent à rédiger une revue sous ce nom.

Partout où une section locale entreprenait une action, des camarades bâlois apparaissaient comme "éléments de direction", et il semblait que tout était organisé par les bâlois. (Par ex. : agitation dans la fabrique de papier Biberist). Ce sont les mêmes camarades qui s'entraînèrent au soulèvement à Bâle de 1966 à 1971, et que l'on retrouva ensuite dans les diverses sections nouvellement créées.

Mais au fait, que veut la POCH ? L'assemblée des délégués, réunie à Soleure le 19.3.73, nous montre clairement quels sont ses buts. Il fut décidé que : l'axe principal du travail était la transformation de la POCH en une organisation léniniste visant à la création d'un parti.

Afin de récolter suffisamment de signatures pour l'initiative des 40 H., la POCH a passé un accord avec la LMR trotskiste. En ce qui concerne la ligne politique, l'assemblée de Soleure a décidé de chercher des alliances à l'intérieur du mouvement communiste international.

La POCH veut apparaître comme le 3ème parti de gauche en Suisse, et se trouve confrontée au problème de la motivation du public. Elle dit elle-même : "Avec la fin de la guerre du Vietnam, nous perdons un facteur de mobilisation important." (sic !). Plus récemment, nous constatons dans leur journal une augmentation des articles concernant Israël. A ce sujet, la POCH écrit : "La Palestine reste importante pour les forces révolutionnaires... mais les masses ne se laissent pas encore mobiliser à long terme sur cette question..."

Elle écrit également : "Même si l'on se contentait d'expliquer la série de grèves comme mouvements isolés dans des secteurs marginaux, la lecture de la presse syndicale nous montre qu'un vent nouveau souffle" (c.à.d. une poussée vers la gauche). La POCH se trouve par là confrontée dans les entreprises aux organisations déjà présentes. Afin d'éviter toute confrontation inutile, il faut se concerter avec le PS, le PdT, les syndicats et le "Mouvement marxiste Révolutionnaire". Avant d'entreprendre un travail dans les entreprises, une centralisation de la POCH et un "renforcement de l'appareil" sont indispensables. Parce que la POCH correspond moins à la mentalité des ouvriers qu'à celle des étudiants, apprentis et lycéens (sic !), elle est obligée de mener ce travail dans les entreprises avec un groupe restreint mais militant. Dans une première phase, ce groupe aurait les tâches suivantes : coordination des contacts dans les entreprises, action dans les syndicats, formation des camarades travaillant dans les syndicats, éventuellement parution d'un journal.

L'assemblée de Soleure a également décidé de poursuivre le travail dans les universités de ZH, Bâle et Berne. Pas d'occupations dures avant 1975 ! Fondation de "Groupes d'apprentis progressistes" à Berne et ZH, et renforcement de l'organe des apprentis "Venceremos".

La POCH a participé également au festival mondial de la jeunesse à Berlin Est. Là-bas, elle a reçu un télégramme de félicitation prétendument signé "Parti Socialiste Unifié d'Allemagne" (SED). On a appris par la suite que la POCH s'était envoyé elle-même ce télégramme.

Le citoyen ne doit pas croire les promesses électorales vides et ambiguës de ce parti qui ment, dont le but suprême est de fortifier le léninisme à l'ouest, et qui est même plus proche de Moscou que le PdT.

Cercle Jeunesse Critique (KKJ)

18.9.73

Case postale 45  
3000 BERNE 22

## CINCERA ET LES SPECULATEURS IMMOBILIERS

En août 73, les membres du groupe "Schinagu" occupèrent une maison promise à la démolition. Les occupants voulaient protester contre leur expulsion d'une maison encore habitable et bon marché. Des réunions de quartier furent organisées et des tracts distribués. Schinagu y gagna des partisans, ce qui nous inquiéta, tout comme P.A. et Cincera. Nous avons pris alors la décision d'informer la population sur l'occupation et le rôle joué par Schinagu. Cela ne nous causa aucun problème, car un de nos collègues mouchards travaillait à l'intérieur de Schinagu et connaissait tous les tenants et aboutissants de l'occupation. Nous sommes allés plusieurs fois avec lui dans la maison occupée, et ainsi nous avons pu nous faire une image exacte de la situation.

Ces visites et les tracts de Schinagu formèrent une partie de notre documentation pour notre tract. D'autres renseignements nous furent communiqués par le fils de la propriétaire au cours de plusieurs conversations téléphoniques. C'est Cincera qui nous avait mis en contact avec lui. Avant que le tract soit imprimé, il donna lieu à plusieurs discussions. Cincera et le fils de la propriétaire ne le trouvaient pas à leur goût; en effet, dans sa première version, le tract dénonçait les hauts loyers et la spéculation immobilière. Cet exemple nous montre jusqu'où allait la collaboration de Cincera avec des privés quand il s'agissait de rétablir "l'ordre" au profit de celui qui était momentanément le plus faible (ici le propriétaire de l'immeuble).



## LA VERITE SUR LES OCCUPANTS DE L'IMMEUBLE 21 GESELLSCHAFTSSTRASSE

Nous voulons d'abord affirmer que nous ne considérons pas cette distribution de tracts comme un acte de défense des hauts loyers et des spéculateurs immobiliers car nous aussi, nous sommes contre les spéculateurs qui tirent profit de la pénurie de logements.

Cependant, nous ne sommes absolument pas d'accord avec les groupes de gauche qui utilisent les circonstances pour attaquer le Capital à l'aide de mensonges, de falsifications, de manipulations et de ruptures de contrats. En d'autres termes, pour nous, il s'agit de mettre en lumière de tels procédés et de répondre à cette provocation.

On répète sans cesse à la population de la Länggasse que le groupe de quartier est complètement autonome et indépendant. En vérité, c'est un groupe de base de Schinagu, une organisation qui s'est fixé comme but la subversion dans l'armée, les entreprises, les écoles et les quartiers, en utilisant des moyens illégaux. Sous prétexte de protéger les petites gens que l'on "exploite", ils ne se gênent pas de diffamer des personnes et de répandre des mensonges. On essaie d'utiliser la crédibilité et la confiance des habitants du quartier pour les monter contre les autorités.

Dans un de ses tracts, le groupe affirme par exemple que "le délai de congé était bien trop court". Pourtant, le bail stipule qu'il s'agit d'une maison vouée à la démolition, et que le congé peut être donné à la fin de chaque mois. Le délai de congé a été fixé à 2 mois.

Lorsqu'il a emménagé, le groupe Schinagu était d'accord avec ce bail, mais il ne l'a jamais signé (!!!) et l'a dénoncé après plusieurs mois. Par ce fait, il n'était plus lié juridiquement pour le futur, et il a pu ainsi, en toute tranquillité, semer le désordre prémédité.

Comme le congé fut signifié en mai 1973 pour le 31 juillet, le délai de congé était de 2 mois et demi. Paradoxalement, Schinagu a encore l'insolence de saisir l'Office du logement d'un recours pour "délai de congé trop court" !

Après cette plainte, l'Office du logement arrangea une rencontre entre le propriétaire et un représentant de Schinagu. Les deux parties acceptèrent cette rencontre, mais le représentant de Schinagu n'est pas venu. Dans le tract, on justifie cette absence par "la non réception de la convocation".

Maintenant, Schinagu a atteint son but; le bail est échu. On a pu montrer à la population qu'on s'est défendu jusqu'au bout, et que les "méchantes autorités" ont malgré tout condamné les locataires à quitter l'immeuble. Et, naturellement, on a fait recours contre ce jugement, ce qui était le but de l'opération.

De plus, le propriétaire a le droit, maintenant, d'autoriser les Services Industriels à démonter les compteurs. Le propriétaire n'a pas pris part à ce "cambriolage" (voir tract "Le propriétaire organise un cambriolage"). En outre, Schinagu savait pertinemment que cette maison devait être démolie en automne 1972. Mais à cette époque, la démolition avait été reportée à l'automne 1973.

Conclusion : Schinagu emménage pour prendre enfin pied dans la Länggasse et "faire son travail révolutionnaire", ce qui signifie appliquer des moyens non démocratiques.

De plus, le contrat stipulait que 5 locataires avaient le droit d'emménager dans les deux appartements. En juillet 1973 cependant, 7 membres de Schinagu, dont un seul figurait nommément sur le contrat, crèchaient dans les deux appartements. Nous écrivons "crèchaient" volontairement, car tous les locataires avaient fait des réclamations à cause du tapage nocturne occasionné par les séances de Schinagu, et à cause des ordures qui traînaient sur le palier jusqu'à ce que ça commence à puier.

A ce sujet, voici le premier récit non falsifié d'un locataire (dont le nom nous est connu) : "J'aurais déménagé, même si la maison n'avait pas dû être démolie, car je ne pouvais plus supporter le bruit et la puanteur".

Autre chose que les habitants de la Länggasse n'arrivaient pas à comprendre : bien que ces locataires (Schinagu) n'étaient pas des invalides ou dans l'impossibilité de gagner leur vie, il leur est arrivé à plusieurs reprises de ne pas payer, ils préféraient imprimer des tracts pour l'occupation du "Forstweg" et se plaignaient d'être de pauvres apprentis.

Un exemple de manipulation : Schinagu a essayé de convaincre les habitants de l'immeuble de signer tous ensemble une opposition auprès de l'Office du Logement. Mais ceux-ci ont refusé, parce qu'ils se plaignaient de l'incroyable comportement des gens de Schinagu. Cela nous montre combien il en faut peu pour égarer des citoyens crédules, car sans toutes ces tracasseries, plus d'un serait tombé dans le panneau.

Le pire dans toute cette affaire, c'est que cette occupation va se répercuter sur les loyers de la future construction. Schinagu sera donc en partie responsable des hauts loyers des nouveaux appartements. De plus, ce groupe participe aussi à l'engorgement de la ville, quand il dit que la construction du garage souterrain n'est pas indispensable.

D'ailleurs, cette maison serait-elle habitable par des personnes de tout âge ? La maison a été bâtie en 1880. Depuis longtemps, aucune rénovation sérieuse n'a été entreprise, à part celle considérée comme indispensable : l'installation des sanitaires.

**TOUS CES FAITS NOUS MONTRENT COMMENT SCHINAGU, LES "GROUPES DE QUARTIERS" ET TOUS LES AUTRES" "GROUPES PROGRESSISTES" AGISSENT EN REALITE.**

Cercle Jeunesse Critique (KKJ)  
Case postale 45 - 3000 BERNE 22

## LA POLICE INFORME LA BANDE A CINCERA

A l'occasion de cette occupation d'immeuble, des contacts ont eu lieu entre la police et l'organisation de Cincera. Le 4 septembre, je note dans mon journal (Pierre) : "P.A. a appelé : demain la police nettoie la maison de la Gesellschaftsstrasse." Effectivement, à l'aube du 5 septembre, la police vidait la maison de ses occupants. Le jour même, on distribuait notre tract.

Le 26 janvier 1974 paraissait le dernier tract que nous avons écrit pour le Cercle Jeunesse Critique. Le même jour le PdT de Thoune distribuait son premier tract pour se faire connaître. Cette distribution simultanée n'était pas fortuite, la date de tractage du PdT nous étant connue depuis longtemps. Notre but était de créer une section du KKJ à Thoune, mais une seule recrue se présentait, et le projet tomba à l'eau.



### 500 FRANCS DE LA PART DES "FORCES MOTRICES BERNOISES" (BKW)

A l'intérieur du KKJ il y eut quelques changements. P.A. se retira et d'autres prirent la direction, après quelques affrontements entre les membres du KKJ bernois formés à Zurich par Cincera. Entre temps, la plupart des membres du KKJ avaient eu connaissance de notre activité de mouchards.

Le KKJ ne fut fondé officiellement qu'après presque une année d'existence. Les statuts élaborés par P.A. furent arrangés par Cincera. En principe, le groupe devait être indépendant dès le début. Seul le premier tract fut payé directement par Cincera. Ensuite le KKJ vécut de dons. Ainsi, en été 1973, les "Forces Motrices Bernoises" ("Bernische Kraftwerke") ont versé 500 francs comme soutien, par l'intermédiaire d'un dirigeant de l'entreprise. D'autres firmes renommées, comme les chocolats Tobler, étaient intéressées et ont aidé le KKJ financièrement. Mais les montants des sommes versées nous sont restés inconnus.

### LE VRAI VISAGE DES CAMELEONS

Depuis quelque temps, à l'université de Berne, un petit groupe d'étudiants essaie d'envenimer le climat et de monter les étudiants contre les professeurs :

– Le 9 février 1973, le commandant de corps Hirschy a été empêché de parler par des cris ininterrompus. L'organisateur de cette action est un soi-disant  
"Comité contre le militarisme" Case postale 2166, Berne

Paradoxalement, un slogan scandé par ces "antimilitaristes" était : "Hirschy à la porte, Giap au podium !" (Giap est un général nord-vietnamien !)

– Le 29 mai 1974, environ 60 étudiants occupent l'Institut de sociologie. Cette action est accompagnée d'un tract signé par un  
"Comité d'action Ruegg" Case postale 2166, Berne

– De plus, il existe à l'uni un groupe qui se nomme  
"Etudiants socialistes de Berne" Case postale 2166, Berne

– Par la suite apparaît un  
"Comité contre la répression à l'uni de Berne" Case postale 2256, Berne

– Le 4 décembre, les étudiants occupent de nouveau l'Institut de sociologie. Un assistant, témoin à charge lors du procès contre les occupants le 29.5.74, est agressé et blessé. Il se fonde un  
"Comité du 4 décembre" Case postale 2256, Berne

Pour un observateur qui a suivi toute cette agitation à l'uni, il apparaît clairement que :

1. Ce sont les mêmes étudiants qui réclament la démocratisation de l'uni et manifestent contre "la violence et la répression", et qui en même temps portent atteinte par leurs agissements aux règles élémentaires de la démocratie.

2. Par des changements constants de nom, ce groupe d'agitateurs veut donner l'impression qu'il existe un mouvement de masse à l'uni. Dans le même but, à la dernière manifestation, on a mobilisé des manifestants entraînés de tous les cercles "progressistes" et révolutionnaires de Berne et même d'ailleurs ! On essaie ainsi de mobiliser l'opinion publique en falsifiant les faits.

3. Ces groupes d'étudiants qui changent toujours de nom (tactique du caméléon) reçoivent un soutien intensif des organisations suivantes :

- Ligue marxiste révolutionnaire
- Sozialistische Hochschulgruppe
- POCH (marxiste-léninistes)

Les actions entreprises par ce groupe d'étudiants ne sont autres que des travaux de routine révolutionnaire, effectués avec le soutien des groupes correspondants formés à Berne.

Peut-on accorder crédit à ces gens, quand ils polémiquent contre une soi-disante "répression" à l'uni ?

### FORUM JEUNESSE ET ARMÉE, FONDE SUR LE MODELE DU KKJ

Depuis l'automne 1973 nous avons, au gymnase de Kirchenfeld, l'étudiant Gerhard Wyss comme maître auxiliaire en histoire. Il nous semblait que Wyss était de notre côté. Le 14 janvier 1974, en buvant un verre, nous lui avons révélé nos activités. Il était étonné et enchanté, mais en même temps un peu déçu, car il avait cru avoir en face de lui des communistes convaincus, avec qui il aurait pu polémiquer. Par la suite il nous raconta qu'il avait l'intention de fonder un groupe analogue au Cercle Jeunesse Critique, qui devait donner des explications sur les comités de soldats de gauche. Le rôle de ce groupe serait d'enthousiasmer les nouvelles recrues pour leur rôle de soldat, et de faire ainsi contrepoids à l'agitation de gauche contre l'armée. Ce contact fut, au début, fructueux et le 4 février 1974 P.A. et Gerhard Wyss distribuèrent ensemble le premier tract du Forum Jeunesse et Armée, tract qui était encore signé par le KKJ. Pendant que P.A. et Wyss distribuaient leurs tracts, j'étais chargé de photographier les recrues suspectes. L'école m'avait donné congé le lundi après-midi à cette occasion.

Par la suite, des membres du KKJ ont soutenu le FJA en distribuant des tracts dans la moitié de la Suisse, ainsi à Wangen et à Thoune. Après le premier tract, Wyss se retira intentionnellement à l'arrière-plan. Lui et P.A. étaient fâchés de ce que le "Bund" avait publié une photo de la distribution de tracts. A cette époque, Wyss déclarait qu'à la fin de ses études, il voulait devenir militaire de carrière.



*"Nous avons besoin d'une armée forte" : c'était le tract du KKJ que Peter Addor (pull noir, pantalon blanc) et Gerhard Wyss (pull rayé) distribuèrent le 4 février 1974, pour l'arrivée des recrues.*

Avant le début des écoles de recrues, en février 1974, P.A. et Wyss me demandèrent des renseignements sur une de mes connaissances, qui devait commencer son école de recrues le 4 février. Ils m'expliquèrent que le "Service suisse d'information" (SAD) et la sécurité militaire s'intéressaient à lui et à une autre recrue. Il s'agissait d'une connaissance de Renato Quadri; Cincera avait établi une relation entre eux et la voiture "Trabant" mentionnée plus haut, et construit tout un roman là-autour.

Avant le début de l'école de recrues, nous avons donné les noms de recrues de gauche que nous connaissions. Ces noms furent transmis par Wyss et P.A. — d'après leurs propres dires — aux autorités militaires concernées. Une de ces recrues eut très tôt des difficultés avec son commandant de compagnie.

### DES RECTEURS COMPLICES DE CINCERA

En automne 1973, des groupes de gauche de collégiens projetèrent de faire une exposition sur le fascisme portugais au gymnase de Kirchenfeld. L'interdiction de la direction de l'école ne faisait pas de doute. Le groupe ne prépara donc pas seulement l'exposition, mais également toute une campagne contre son interdiction. Nous faisons partie du groupe chargé de préparer l'exposition. Nous avons averti Cincera du conflit qui menaçait. Afin d'éviter la crise, nous avons essayé de le convaincre d'intervenir auprès de la direction pour faire lever cette interdiction, et pour enlever ainsi une cible au groupe qui préparait la campagne. Cincera nous assura au téléphone, le 31 août, qu'il allait se mettre en contact avec O.W. Christen, le spécialiste de la subversion pour la police bernoise, qui connaissait bien le recteur Nüscherer. Le même après-midi, nous avons un nouveau téléphone de 20 minutes avec César (c'est ainsi que nous appelions Cincera entre nous). Le même jour, le groupe de l'expo demandait par lettre au recteur Nüscherer une entrevue. Nous fûmes désignés tous les deux (Ron et Pierre) pour aller négocier. Mon principal souci (Ron) était d'empêcher le cercle La Taube de sortir le tract prévu sur l'interdiction.

Le 2 septembre, tout était encore possible, mais la situation devenait toujours plus tendue, et il était de plus en plus difficile de faire patienter ceux qui voulaient distribuer le tract. Nous avons donc appelé de nouveau Cincera, et nous l'avons pressé de faire quelque chose pour éviter le conflit. Cincera téléphona alors directement au recteur Nüscherer. Avec succès : A 15 heures, nous étions accueillis tous les deux comme délégation des élèves. Nüscherer savait par Cincera qu'il avait deux mouchards devant lui. C'est pourquoi nous avons pu lui exposer en toute franchise le problème qui nous préoccupait. Nüscherer nous promit de prendre position contre l'interdiction auprès des deux autres recteurs. Contre notre gré, il les informa aussi de notre double rôle. Ainsi tous les recteurs du gymnase de Kirchenfeld étaient au courant de notre activité de mouchards pour Cincera. L'exposition fut finalement autorisée. Cependant, le

groupe d'élèves dut accepter la censure de certains passages (Portugal hors du Comptoir, Solidarité avec les mouvements de libération...)

Dans une autre école, le système de protection fonctionnait comme au gymnase de Kirchenfeld : un autre mouchard qui fréquentait cet établissement distribua un tract d'un groupe de gauche où il exerçait son activité. La réaction de la direction du collège obligea le mouchard à donner des précisions sur ses liens avec Cincera. Dès lors, ce collégien n'eut plus aucun problème.

*Tract du KKKJ au sujet des expositions dans les collèges contre le régime fasciste portugais, en septembre 1973.*

## DES MANIFESTANTS BORGNES

### DANS DIVERS COLLEGES DE SUISSE, ON ORGANISE DES EXPOSITIONS ANTI-PORTUGAL POUR ABOUTIR A DES CONFLITS AVEC LES DIRECTIONS DES ECOLES.

Il s'agit soi-disant de protester contre l'invitation du Portugal au Comptoir. Malheureusement, on doit émettre des doutes sur l'honnêteté des intentions. Le but de ces actions n'est pas de s'engager pour un monde plus fraternel et plus humain.

Seul le Portugal est mis au pilori. Mais pas la Bulgarie, autre "invité d'honneur", dont les soldats ont aidé à étouffer par la violence la volonté de liberté des Tchèques, permettant ainsi à l'URSS de continuer à dépouiller ce peuple. Cette agression de la pacifique Tchécoslovaquie est même justifiée aujourd'hui en Suisse par certains groupes d'extrême-gauche.

Seul le Portugal est mis au pilori. Les nouvelles des prétendus massacres sont arrivées "par hasard" au bon moment, c.à.d. au début. D'UNE CAMPAGNE PREPAREE DEPUIS LONGTEMPS ET COORDONNEE AU NIVEAU INTERNATIONAL.

Il est frappant de constater que les religieux qui ont apporté des informations sur ces massacres n'en ont eu connaissance que par ouï-dire. Malgré tout, il se peut qu'une partie de ces horreurs soit authentique.

Mais de l'autre côté, le "mouvement de libération" FRELIMO a aussi des massacres sur la conscience. Les mouvements révolutionnaires prennent soin d'écarter tous ceux qui ne veulent pas se joindre à leur combat. Cela n'était pas seulement le cas au Vietnam, mais c'est aussi la pratique d'autres prétendus "mouvements de libération". Les images des massacres qu'on nous présente aujourd'hui, peuvent tout aussi bien montrer des victimes liquidées par le FRELIMO, parce qu'elles ne voulaient pas soutenir ce "mouvement de libération".

Un autre aspect de la réalité que l'on doit critiquer, c'est que seuls les mouvements communistes sont soutenus, alors qu'on passe totalement sous silence les autres mouvements de libération.

Le 1er septembre, une des habituelles manifestations a été organisée à Zurich. Elle devait servir de préparation à la manifestation violente qui s'est déroulée samedi dernier à Lausanne. Les orateurs firent clairement comprendre que cette action était une partie de leur combat dans les écoles, car c'est dans les écoles que la pensée politique des générations futures peut être le plus fortement influencée. Ce n'est pas pour rien qu'un étudiant proposa l'élargissement de la lutte à tous les collèges zurichois. Si l'on peut pousser des collégiens à des confrontations avec le corps enseignant, il sera plus facile ensuite d'y puiser la relève des mouvements extrémistes.

A Berne également, un "comité Portugal" essaie de faire de l'agitation dans les écoles. Ce comité est un conglomérat, formé de Schinagu, des Jeunesses Communistes et de la Ligue Marxiste révolutionnaire, qui à cause de ses propres actions n'est pas toujours bien vue dans le comité.

Le comité a essayé de monter l'exposition mentionnée sur le Portugal dans le Gymnase de Kirchenfeld. Le texte de cette exposition venait d'ailleurs d'un "comité Afrique du Sud", qui déploie ses activités à Zurich.

Dans le "Comité Portugal" de Berne, il y a des gens qui ont vu d'un très mauvais œil l'autorisation de l'exposition par le rectorat. Ils auraient préféré lancer une action contre la direction de l'école, afin de "révolutionnariser" ainsi les collégiens, et d'ouvrir une brèche entre la direction et les élèves. Cela correspond exactement à ce que les "camarades" zurichois voulaient faire dans "leurs" collèges (voir ci-dessus).

Entre temps, comme prévu, la manifestation du Comptoir à Lausanne a eu lieu. Environ 3.000 manifestants se sont déplacés de la gare au palais de Beaulieu pour y tenir un meeting. A la fin le service d'ordre, mis sur pied par les manifestants eux-mêmes, annonça la fin de la manifestation. Mais malgré cela de petits groupes se formèrent : pour ceux-ci la manif ne faisait que commencer ! Parmi ceux qui prirent une part active à cette violence, citons la Ligue marxiste révolutionnaire, Schinagu (occupations d'immeubles au Forstweg et à la Gesellschaftstrasse) et l'organisation-sœur de Schinagu, "Rupture pour le communisme". Des cocktails-Molotov furent lancés, et le mobilier d'une terrasse de café servit de projectiles. Des policiers furent blessés.

Pour le lecteur, il est clair que ces policiers seraient plus volontiers restés à la maison ce samedi après-midi, au lieu de se faire tabasser par des casseurs d'extrême-gauche. Ce sont ces gens qui occupent des immeubles, soi-disant à cause des loyers trop élevés; ou qui appellent à la semaine de 40 heures (LMR), ou qui soutiennent les inculpés du procès d'Yverdon.

PEUT-ON CROIRE DE TELS TERRORISTES ?

12.9.73

Cercle Jeunesse Critique (KKJ)  
Case postale 45

*Extraits d'un tract du groupe de gauche des collégiens. Les trois recteurs du gymnase de Kirchenfeld savaient que Pierre et Ron travaillaient pour Cincera. Au besoin, Pierre recevait un congé officiel pour mieux pouvoir mener ses activités de mouchard.*

### MAITRES ET RECTEURS – COMPLICES DU PORTUGAL

Après une semaine, Monsieur le Recteur Nüscherer est rentré, et nous avons eu l'honneur de pouvoir le rencontrer. Il voulait nous faire comprendre que cette exposition ne pouvait pas avoir lieu pour différents motifs, comme le manque de place, l'information unilatérale ou incorrecte ("il n'y a pas de dictature au Portugal, car dictature signifie domination d'un seul, et au Portugal ce sont deux cents familles qui sont au pouvoir...").

Nous avons expliqué à Monsieur Nüscherer que ses intentions étaient claires : il s'agissait pour lui d'empêcher une exposition prenant une position critique face à la situation dans les colonies portugaises. Finalement, il n'eut plus d'autre ressource que d'autoriser l'exposition. Mais à certaines conditions :

- suppression de l'appel à la manifestation de Lausanne.
- liste des responsables de l'exposition.

L'exposition fut mise sur pied. Le lendemain matin, elle avait déjà disparu. Monsieur Nüscherer donnait le motif suivant : non-respect de l'accord convenu. Nous n'avions pas supprimé les slogans "Portugal hors de Comptoir" et "Solidarité avec les mouvements de libération". En fin de compte, nous avons cédé à cette exigence, et l'expo – censurée – a pu être ouverte.

Une remarque : Monsieur Nüscherer et ses collègues font partie de ces gens qui essaient de cacher la vérité sur la situation dans les colonies portugaises. Par là, ils se rangent du côté du régime fasciste et des firmes suisses qui profitent de cette situation et s'efforcent de la maintenir (Nestlé, Migros, Bühler, l'armée suisse, qui reçoit ses tenues de combat du Portugal).

Par bonheur, ces forces réactionnaires sont plongées dans un embarras croissant. Le meilleur exemple en est la manifestation de Lausanne.

### CINCERA AIDE LA POLICE

En vue de la manifestation contre le Portugal à Lausanne, en automne 1973, un comité d'action fut fondé à Berne. Presque tous les groupes de gauche en faisaient partie. En tant que représentants de nos organisations, nous avons assisté, comme de coutume, aux séances de coordination. Nous avons pu ainsi donner à Cincera des renseignements sur le développement du travail au niveau suisse. Le 30 août, on devait coller des affiches appelant à la manifestation de Lausanne. Nous avons transmis à P.A. le lieu et l'heure prévues pour cette action. Sans perdre de temps, P.A. communiqua ces renseignements à la police. Le soir



même de l'action, au moment où les 16 colleurs envoyés par les différentes organisations quittaient le lieu de rendez-vous avec leur seau de colle et leurs affiches, il furent arrêtés par la police qui contrôlait toutes les rues avoisinantes. Elle confisqua tout le matériel et contrôla les identités. Il n'y eut cependant pas d'autres suites à cette affaire. Nous fûmes vivement félicités pour ce "succès"

Tout naturellement, nous avons pris part à la manifestation de Lausanne le 8 septembre. A cette occasion, j'ai pris (Pierre) une demi-douzaine de films que j'ai envoyés à Zurich pour le développement. Le 15 septembre, je me rendis à Zurich, et Cincera me montra les photos, qui servaient à identifier les manifestants, ainsi que celles prises par Matzinger à la même occasion. Cincera me rendit mes pellicules, à l'exception d'un film, celui où figuraient les affrontements entre la police et les manifestants à l'entrée du palais de Beaulieu, un épisode que Matzinger n'avait pas pu photographier.

### LA POLICE AIDE CINCERA

L'incident le plus délicat de mon activité de mouchard eut lieu dans la nuit du 14 au 15 septembre 1973. Avec 3 autres membres des JC, dont un autre mouchard de Cincera, nous avons commencé à 23 heures un collage d'affiches appelant à la manifestation du samedi suivant pour le Chili (Allende venait d'être assassiné). Nous fûmes cueillis tous les 4 par la police, non à cause d'un mouchardage mais par pur hasard. On nous amena au poste principal, à la Waisenhausplatz. Le hasard voulut que je sois interrogé seul par un policier. Dès

le début, je le priai de prendre contact soit avec son supérieur O.W. Christen, soit avec Cincera, car la situation était grave. Il me dit que Christen ne pouvait pas être atteint, mais que je pouvais téléphoner au domicile de Cincera. Il était 23 heures 30 et j'expliquai brièvement à Cincera notre situation, ceci en présence du policier. Là-dessus Cincera expliqua la situation au policier, puis il me dit que le cas était réglé et qu'il n'y avait aucun motif de s'inquiéter. Les 3 autres membres des JC furent interrogés ensemble, sur un ton plutôt sec.

Quelques temps plus tard, P.A., ayant interrogé la police, me confirma qu'il n'y aurait aucune suite à l'incident de cette nuit-là, ni pour moi, ni pour les trois autres. Lorsque je discutai par la suite de cette affaire avec Cincera, il me dit que j'avais été un peu imprudent en lui téléphonant depuis le poste de police : il n'était pas nécessaire que chaque policier sache qu'il y avait des mouchards, cela pourrait se révéler dangereux; il était suffisant qu'O.W. Christen soit au courant.

Pendant notre activité de mouchards, P.A. a laissé entendre à plusieurs reprises que nous étions couverts non seulement par O.W. Christen, mais aussi par le ministère public de la confédération. Aurions-nous pu compter sérieusement sur cette protection, le cas échéant? Nous n'avons pas eu l'occasion de le vérifier.

PARTI RADICAL



## DES TETES

qui réfléchissent à l'essentiel :  
assurer l'ordre dans la liberté.

## UNE LIGNE CLAIRE

Nous nous portons garants de cette ligne, dont notre pays a déjà recueilli les fruits. Ou bien voudriez-vous faire l'échange avec d'autres pays d'Europe, les pays de l'Est par exemple ?



Otto Warner Christen

Né en 1938 à Berne. Avocat. Adjoint du commandant de la police bernoise. Député (conseiller municipal jusqu'en 1970). Comité fédér. du personnel municipal, vice-prés. d'une assoc. de chant, direction d'une école pour aveugles, prés. d'une assoc. de sport des entreprises. Contre la distance entre les citoyens et l'Etat, harmonisation fiscale, amélioration circulation routière.

*Elections au Conseil National 1975, liste du parti radical de Berne / Mittelland. O.W. Christen, cincériste convaincu et spécialiste de la subversion, arrive cinquième des "viennent ensuite".*

*En juin 1972, l'officier de police Christen avait publié dans le "Bund" une série d'articles sous le titre "La subversion, comment elle travaille". Dans une conciliation, Christen dut retirer une formule jugée diffamatoire par l'"Association des libres penseurs de Suisse".*

## LES RELATIONS DE CINCERA

Il est extrêmement difficile de pénétrer dans le labyrinthe des relations, personnelles et officielles, qu'avaient Cincera et le Forum Jeunesse et Armée avec la police, l'armée, l'école etc. Nos preuves concernant ces relations-là sont pauvres comparées à d'autres. Nous nous basons essentiellement sur les affirmations de certains des collaborateurs. En plus, l'hypothèse que ces remarques étaient faites dans le but de nous impressionner ou de nous rendre conscients de notre importance, n'est pas à exclure.

Toutefois, il est difficile de comprendre pourquoi ces affirmations ne correspondraient pas à la vérité, car certaines relations doivent avoir existé. Comment aurait-il été possible pour P.A. par exemple de nous communiquer la date exacte de l'opération de police contre les occupants de la Gesellschaftsstrasse? Comment pourrait-on expliquer la réussite de l'intervention de Cincera auprès de la police bernoise à l'occasion de l'incident lors du collage d'affiches? Comment expliquer l'autorisation subite de l'exposition "Portugal" après notre intervention? En plus il faut remarquer que nous avons nos "journaux" personnels, qui peuvent nous servir d'aide-mémoire importants.

Les contacts avec les autorités militaires et avec le SAD (voir note p.97) sont moins transparents que les liens avec la police et l'école. Toujours est-il que P.A. et Gerhard Wyss nous ont informés de leurs relations avec des services de la sécurité militaire et avec le SAD, comme nous l'avons dit plus haut. Rien d'étonnant dans l'existence de relations avec la police, puisque c'est là un des buts mêmes que Cincera s'était fixé. Et cette existence ressort nettement des incidents décrits plus haut.

L'économie privée a également de très bons rapports avec le chasseur de subversifs Cincera, c'est du moins ce que nous a appris l'affaire Bührle.

Pour illustrer la mentalité de Cincera, il est intéressant de mentionner que lui et ses fidèles avaient même l'intention de racheter le "Nebelspalter" qui, à leur avis, avait des tendances trop gauchistes et qu'il fallait remettre sur le droit chemin (1). Cincera nous en a parlé en 1973.

(1) Le Nebelspalter est un journal satirique "bien de chez nous": on le trouve chez tous les coiffeurs, et dans la salle d'attente de chaque médecin ou dentiste.

## POUR CINCERA AU FESTIVAL MONDIAL DE LA JEUNESSE EN RDA

En juin 1973 a eu lieu dans un restaurant à Kehrsatz, dans la banlieue de Berne, une rencontre, à laquelle participaient tous les mouchards que Cincera avait recrutés jusque là ainsi que P.A. Nous avons fait le bilan de nos activités. Jusque là nous avions espionné la LMR et les J.C.; il y avait pourtant à Berne d'autres groupes, notamment la POCH et le Schinagu, qui nous semblaient importants. Nous avons décidé qui pourrait s'introduire dans ces groupes. Nous avons donné des conseils, tirés de nos propres expériences, aux nouveaux qui devaient travailler dans les autres groupes.

Lors de la même rencontre, P.A. a mentionné que Cincera avait l'intention de faire participer trois espions au Festival de la jeunesse à Berlin, en prenant les frais à sa charge. Un des participants avait déjà été recruté par Cincera lui-même. Il serait bien, disait P.A. que je puisse trouver deux autres voyageurs pour Berlin. Comme le Festival avait lieu pendant les vacances d'été et que je participais de toute façon à la préparation dans le "Groupe de travail Festival mondial" (AGWFS) à Berne, il était évident que j'y allais. Un troisième participant se trouvait également dans notre cercle. Nous avons en effet réussi à occuper trois places dans la délégation suisse, qui comptait 150 participants. On avait dû refuser un nombre considérable de candidats, notamment de Berne. Par la suite nous avons assisté tous les trois aux séances de préparation au Festival.

On nous a expliqué que notre voyage pouvait être payé par un fonds existant depuis le voyage de la "contre-délégation" suisse aux Festivals de Vienne en 1959 et Helsinki en 1962 (1). Par l'intermédiaire de P.A. nous avons reçu de Cincera 400.- Frs chacun, que nous avons versés aux organisateurs.

On s'attendait, à l'origine, à ce que chaque visiteur du Festival reçoive un visa "navette" permettant le libre passage entre Berlin Est et Berlin Ouest. Mais pour des raisons inconnues, une seule entrée et une seule sortie étaient finalement autorisées. Ainsi les projets de Cincera d'envoyer un ou plusieurs de ses collaborateurs à Berlin Ouest et de les y stationner comme protecteurs et récepteurs d'informations, étaient compromis.

Le 21 juillet 1973 Cincera se rendait tout exprès à Berne pour nous donner des instructions relatives à notre voyage au Festival. C'est d'ailleurs la seule fois que nous l'avons rencontré à Berne. Le lieu du rendez-vous était l'appartement de P.A. En plus des 1200.- Frs déjà reçus, Cincera nous remit 800.- Frs supplémentaires comme argent de poche, que nous devions partager entre nous trois. Avec ça le fonds où il prenait l'argent était épuisé, nous a déclaré Cincera.

(1) Les "contre-délégations" suisses aux festivals de Vienne (1959) et d'Helsinki (1962) étaient organisées en 2 sous-groupes: l'un s'occupait des participants du Tiers-Monde tandis que l'autre, "anti-communiste", était chargé des gens venant des pays de l'Est. Pour ce dernier sous-groupe, un des collecteurs de fonds était le directeur d'assurance Hans Scharpf (voir photo et notes pp. 35 et 72), qui recueillit de l'argent notamment dans les milieux d'assurances. S'agit-il là du fonds qu'a utilisé Cincera pour le festival de Berlin / 1973 ?

Une idée lui vint spontanément: nous pourrions aussi faire des photos – particulièrement des participants suisses. De sa propre bourse, Cincera me donna 100.- Frs pour acheter un appareil de photo de poche. Cincera disait qu'avec un tel appareil je me ferais moins remarquer.

Mais avant tout, Cincera nous a donné personnellement et avec beaucoup d'insistance des directives pour notre "mission", comme il appelait notre voyage. Ces directives étaient dactylographiées sur deux pages A4. Chacun de nous en a reçu un exemplaire. Une fois de plus nous avons trouvé inutile et ridicule de détruire ce papier, et nous avons simplement oublié de le faire. C'est pourquoi il est en notre possession aujourd'hui.

## AIDE-MEMOIRE POUR NOS VOYAGEURS A BERLIN

**SECRET**

- On suppose que des dispositifs d'écoute seront installés partout, et qu'il ne sera pas facile de les détecter. C'est pourquoi ne parle jamais, même quand tu as l'impression d'être seul, de ta mission avec tes collègues.
- Tiens-toi aux règles fondamentales de la clandestinité. On pense que les services secrets de l'Est mettront deux agents sur les traces de chaque participant au festival.
- Ces agents ont aussi pour tâche, selon les circonstances, de mettre sous pression leurs propres "protégés" afin d'obtenir des informations. Dans ce but, deux moyens seront utilisés principalement: l'alcool et les femmes. Il y a sans doute de très jolies Polonaises et de très jolies Tchèques qui,



1.R

malgré leurs paroles et leurs gestes tendres, essaieront de vous attirer dans les griffes d'un service secret de l'Est. C'est pourquoi : restez toujours en groupe, ne vous isolez pas. Te crois-tu si fort que ces jeunes filles n'aient pas une chance de réussir ?

L'autre moyen, l'alcool, est tout aussi dangereux. Il y a des boissons dont tu ne sauras pas, en les buvant, quelle quantité tu peux supporter. Ces boissons te saoulent d'un seul coup. N'essaie pas de te prouver, ou de prouver aux autres, combien tu peux supporter. Tu mettras en jeu ta sécurité et celle de tes collègues.

- Ne parle à personne de ta mission, même quand tu as le sentiment que quelqu'un partage tes opinions.
- Tiens un journal. Ce sont les seules notes que tu peux te permettre ! Essaie d'y glisser les noms et adresses des membres de la délégation. Cherche un système pour codifier les noms et adresses, de manière à ce que personne ne puisse deviner le véritable but de ton journal. Mets ce code au point à la maison, puis apprends-le par cœur (éventuellement chacun le sien).
- Achetez en Suisse des souvenirs pour les personnes du bloc de l'Est. Ce que les gens apprécient le plus, ce sont les articles comme les stylos à bille (avec l'écusson suisse) ou des lames de rasoir. Fais-en une provision, et offre-les aux gens des pays de l'Est et aux Russes sans te faire remarquer. Echange les adresses avec eux.
- En cas d'extrême nécessité, replie-toi sur Berlin-Ouest, et là-bas va à l'ambassade suisse. Toutefois, réfléchissez bien entre vous si cette démarche est vraiment nécessaire, car vous ne pourriez pas revenir.
- Ne laissez pas de dispute ou de querelle s'installer entre vous ! Agissez toujours en suivant votre bon sens.
- **Dans tous les cas**, tâchez de remplir votre mission, ce qui signifie :
  - recueillir le plus possible de papiers (tracts, brochures, etc.). Ca ne fait rien, si chacun de vous ramène la même chose.
  - Noms et adresses de la délégation suisse. Envoyez des cartes à la maison et faites-les signer par vos "camarades".
  - Essayez de savoir s'il y a des gens dans la délégation soviétique qui parlent le suisse-allemand.
  - Faites bien attention à Renato Quadri et Peter Vollmer. Que font-ils ? Quelles sont leurs fonctions ? Leurs contacts ?
- Essayez, comme je l'ai dit plus haut, de remplir votre mission dans tous les cas, mais ne prenez pas de risques inutiles.

**CETTE FEUILLE EST A DETRUIRE APRES LECTURE ! ! !**

good luck !

Lors de cette rencontre Cincera nous a informés aussi qu'un mouchard de Bâle, du nom de XXX, faisait partie de la délégation, et que XXX connaissait également nos noms. Mais il ne s'agissait pas d'un mouchard de son organisation. Il ne nous a pas dit au nom de quelle organisation XXX voyageait à Berlin. Pendant tout le voyage nous avons évité des contacts avec ce quatrième mouchard.

*Le M.D. a découvert ce quatrième mouchard. Fils d'un politicien bourgeois, il a décrit à notre demande comment il a pris ce job de mouchard, à l'âge de 18 ans. Le jeune Bâlois avait été membre du groupe de jeunes du "Service suisse d'information" (SAD). Lors d'une séance, au printemps 1973, la secrétaire de Hans Ulmer, secrétaire central du SAD, lui demanda s'il était intéressé à aller à Berlin en tant qu'espion. L'affaire l'excita, il accepta. Le 30 mai, il écrivit au comité de préparation de Zurich, et il obtint effectivement une place dans la délégation. Peu avant le départ, le SAD lui envoya - anonymement par mesure de prudence - la notice suivante :*

Cher Monsieur XXX,

La somme que vous avez versée pour le voyage à Berlin devrait vous être remboursée cette semaine encore. Avant votre départ, il faut absolument vous mettre en contact avec Monsieur Cincera, 01/34.71.88 ou 34.93.84.

Avec nos meilleures salutations.

*Le 23 juin, à la Englischviertelstrasse 22, le jeune Bâlois fut préparé par Cincera et averti des prétendus dangers. Les 400 francs du voyage lui furent remboursés par le SAD. Il semble que l'argent venait d'une autre organisation. Le mouchard rédigea, pour cette organisation et pour le SAD, un bref rapport sur son voyage. En mai 1975, il est sorti du SAD.*

*Après le festival, on recommanda aux trois mouchards bernois, au cas où quelque chose serait découvert, de faire dévier les soupçons vers "XXX, espion du SAD à Bâle" (extrait du journal d'un mouchard). Il est clair que le Bâlois aurait été sacrifié pour que les 3 Bernois puissent continuer à moucharder sans danger.*

*A l'occasion de l'affaire Cincera, comme déjà par le passé, le SAD fit savoir publiquement qu'il n'avait rien à voir avec ce Cincera. Pourtant, l'exemple de 1973 montre que le SAD et Cincera collaborent allègrement quand il s'agit de mouchardage.*

*Le journal "Focus" de juillet-août 1977 donne une information détaillée sur le SAD, qui est subventionné par l'Etat. ( Voir la note à ce sujet p. 97 ).*

Nous sommes partis le 26 juillet; le festival durait du 28 juillet au 5 août. Le lendemain, nous prenons le chemin du retour. Le butin le plus intéressant était la liste complète des membres de la délégation suisse, piquée dans une serviette, et la lettre d'invitation que la POCH s'était fait envoyer de Berlin par un de ses membres, au nom de la "Jeunesse libre d'Allemagne", pour pouvoir participer au festival. Nous avons expliqué plus haut comment cette lettre a été utilisée par la suite, contre notre gré, dans un tract du Cercle Jeunesse Critique. A part ça, nous avons pris une masse de photos, remises à Cincera comme d'habitude. Nous lui avons transmis également un rapport d'une demi-page sur notre travail à Berlin. Nous lui avons fait en outre un rapport oral lors d'une visite à Zurich le 15 septembre.

Ces quelques jours à Berlin furent pleins d'agitation, cependant la réalité était bien différente de ce à quoi les fameuses "instructions pour le voyage" nous avaient préparés. Il n'y avait aucune trace de la surveillance de chaque participant par deux agents, comme on nous l'avait dit auparavant. Ceci était de toute façon impossible, si l'on pense qu'il y avait 20.000 participants étrangers, et 300.000 allemands. D'une manière générale, nous avons pu constater que l'image que se faisait Cincera de l'ennemi, comme la nôtre d'ailleurs, était bien loin de la réalité.

### L'ARGENT REÇU DE CINCERA

Ce n'est pas seulement à l'occasion du voyage à Berlin que nous avons reçu de l'argent. De temps en temps, nous en recevions par l'intermédiaire de P.A. ou par la poste avec l'expéditeur J.A. Baumann, Seefeldstrasse 47, 8008 Zurich, à chaque fois 100 francs. Citation de mon journal (Pierre) du 8.5.73 : "Reçu 100 francs". Cincera nous remboursait également tous les frais, comme billets de chemin de fer ou abonnements à des journaux: il arrondissait toujours généreusement. Pour le billet Berne - Zurich, qui coûtait une trentaine de francs, il nous donnait toujours un billet de 50.-. Par la suite, Cincera m'a payé pendant un semestre un cours privé de latin. En outre, il mettait à notre disposition du papier photo de bonne qualité, pour notre usage personnel.

*Les trois mouchards de Cincera (parmi lesquels Pierre) firent rapport à leur "César", le 15 septembre 1973, à la Englischviertelstrasse à Zurich. Ils livrèrent les dossiers rassemblés au festival, ainsi que le résumé ci-dessous, qui se passe de commentaires.*

nicht weitergeben!

Rückblick auf die X. Weltjugendfestspiele

in Berlin, DLR



Nachstehend erhalten Sie stichwortartig Auskunft über unsere Arbeit:

- Kennenlernen und Vertiefung der Kontakte innerhalb der Schweizerdelegation
  - "ergattern" .....
  - Beobachtung
  - Zusammenfassen
- Ne pas faire circuler !**
- hmerverzeichnis  
lieder  
fen

### Rétrospective sur le dixième festival mondial de la jeunesse à Berlin, RDA

- Voici, résumés en quelques points, des renseignements sur notre travail :
- Nous avons fait des connaissances et approfondi des contacts à l'intérieur de la délégation suisse. Nous avons :
    - "piqué" une liste complète des participants
    - observé certains membres de la délégation
    - établi le "curriculum vitae" de quelques uns
    - noté les dates futures du travail.
  - Matériel recueilli :
    - un paquet de photos noir-blanc et couleur
    - on a amassé des livres et des écrits de toutes sortes des différents centres de documentation. (on peut trouver ces documents classés dans les archives).
  - Impressions personnelles sur :
    - les contacts avec des jeunes d'autres Etats, en particulier de la RDA (une partie de ces contacts continue !)
    - les manifestations de masse, fêtes politiques, visite de monuments nationaux, fête du 1er août
    - les discussions à l'intérieur de la délégation suisse
    - les opinions de divers Suisses.

### Résultat :

- Nous comptons au nombre des membres "bons et fidèles"
- On nous fait confiance (le président des JC à Berne est un des nôtres, etc.).

### III. LA CONCEPTION DU MONDE DE CINCERA :

#### A COTE DE LA REALITE

#### NOS VISITES A LA ENGLISCHVIERTELSTRASSE

Pierre

Au printemps 1976, je me trouvais à Zurich pour quelques jours. A cette occasion, j'ai fait le 11 avril ma dernière visite chez Cincera. Je lui ai appris que j'avais cessé mon activité depuis longtemps déjà et que je ne voulais plus travailler pour lui en aucune façon. Cincera, lui aussi, était d'avis qu'il était temps que je m'arrête, car je courais le risque d'être découvert. Lors de cette visite, j'ai obtenu les numéros parus jusqu'alors de "Was Wer Wie Wann Wo".

A proximité du bureau de Cincera, aux nouvelles archives de la Englischviertelstrasse 32, je rencontrais Andreas Kühnis, dont j'avais fait la connaissance lors de mes précédentes visites. Kühnis me montra le nouveau bureau des archives qu'il avait aménagé et où il voulait adopter un nouveau système pour le fichier des personnes; il voulait surtout systématiser davantage toute la mise en fiches. A cette occasion, je vis aussi pour la dernière fois le fichier que je connaissais de par mes visites antérieures, et qui depuis lors avait été mis à jour. Des photos avaient été collées sur une grande partie des fiches.

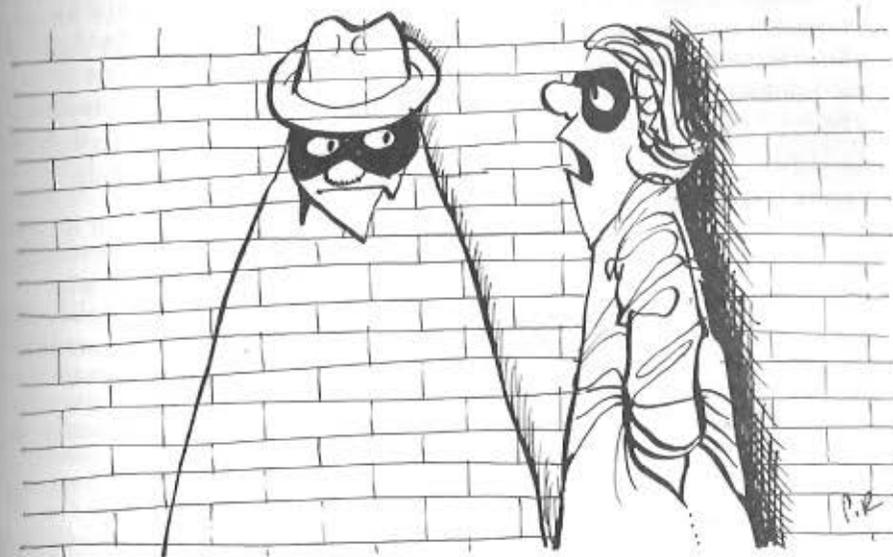
Kühnis me parla des dernières innovations. Il voulait mettre en place à Berne une nouvelle organisation, et il me demanda si je pouvais l'aider. P.A. avait cessé son activité, et il y avait parmi les successeurs de graves conflits de personnes. Il me parla aussi de son voyage en RDA comme mouchard de Cincera, et me dit qu'il avait utilisé un nom d'emprunt. Il m'écrivait sur un papier son adresse, le numéro de téléphone des archives et son nom d'emprunt.

Kühnis me laissa aussi entendre qu'il occupait à l'armée une situation particulière parce qu'il était mouchard de Cincera.

Il semblait qu'il y avait aussi des différends parmi les collaborateurs de Zurich. Il m'assura qu'il travaillait à plein temps pour Cincera; pourtant Cincera était loin d'être au courant de toutes ses activités, car il ne pouvait pas tout superviser. Cincera était souvent imprudent et trop bavard, spécialement lorsqu'il tenait des discours. Par contre, Matzinger était son confident le plus intime. (Cincera m'avait pourtant confié, lors d'une précédente visite, qu'il n'était pas d'accord avec tout ce que Matzinger faisait de son propre chef. Cincera se distançait en particulier des lettres de lecteurs que Matzinger envoyait aux journaux.)

Tout en faisant des détours comme des conspirateurs à travers la moitié du centre de Zurich, nous avons atteint la poste de la gare centrale. Là, Kühnis a vidé plusieurs cases postales en regardant furtivement autour de lui, puis j'ai pris congé.

Lors de mes visites à la Englischviertelstrasse, je rencontrais Matzinger pratiquement chaque fois, de temps à autre Chanson, Furler et d'autres collaborateurs de Cincera dont les noms ne nous sont pas connus.



Une pièce à conviction importante : Cincera alias César invite Pierre à lui rendre visite. L'invitation fut postée par Addor. Comme d'habitude, la lettre était accompagnée d'un billet de Fr. 50.-.

Ernst Cincera

Lieber Herr [REDACTED]

Wie ich vernehme, haben Sie jeweils am Montag und Mittwoch Nachmittag keine Schule. Wir haben ja zusammen noch einige Pläne, über die ich endlich mit Ihnen sprechen sollte. Ich habe bald ein schlechtes Gewissen, es bis jetzt noch nicht getan zu haben. Leider bin ich auch sehr in Zeitnot. Ich könnte mich aber am nächsten Montag nachmittag (26.11.73) für eine Stunde frei machen. Können Sie nach Zürich kommen? Geben Sie mir bitte telefonisch Bericht, ob und wann Sie ankommen. In der Beilage das Reisegeld.

Mit freundlichen Grüßen

Englischviertelstr 22  
8030 Zürich  
Tel 01/34.71.88

C

Cher Monsieur

J'ai appris que vous n'avez pas de cours le lundi et le mercredi après-midi. Nous avons encore quelques projets en commun, dont je devrais vous entretenir. J'aurai bientôt mauvaise conscience de ne pas l'avoir fait plus tôt. Malheureusement le temps me manque terriblement. Je pourrais me libérer pour une heure lundi prochain (26.11.73), l'après-midi. Pouvez-vous venir à Zurich ? Indiquez-moi s.v.p. par téléphone si et quand vous venez. Ci-joint l'argent pour le voyage.

Avec mes meilleures salutations.

C.

*D'après tout ce qu'on connaît aujourd'hui, il y avait certainement chez Cincera deux, peut-être même trois "générations" de fichiers de subversifs. La première "génération" fut photocopiée à la fin de 1973. Ces 3'500 copies de fiches tombèrent entre les mains du Manifeste Démocratique et furent, à quelques exceptions près, envoyées aux intéressés. Dans les années suivantes, l'organisation de Cincera mit au point la deuxième "génération", que Pierre vit plusieurs fois. Une grande partie des cartes étaient accompagnées de photos. Il est hors de question de prétendre qu'il s'agit d'une bibliographie. En avril 1976, quand Pierre fit sa "visite d'adieu" à Cincera, Kühnis s'enthousiasmait pour la mise en place d'une troisième "génération", qui devait être codée beaucoup plus secrètement. Là-dessus Kühnis commanda une machine à imprimer des fiches, comme on les utilise dans les bibliothèques, avec 5'000 matrices et 50'000 fiches (voir "Dossier Cincera" p. 79). Il expliqua au vendeur qu'il voulait, avec des collègues, réorganiser une bibliothèque scolaire - ce qui est pure invention. Sur la base du rapport entre le nombre de matrices et de fiches, on peut supposer que les 5000 personnes fichées étaient mentionnées à 10 endroits différents. On ignore pour le moment si Kühnis ou un successeur a effectivement réalisé cette troisième "génération".*

Andreas Kühnis

Rechtstr. 30

3004 Zurich

(01) 235307

Platz Rolf + 324923

~~324923~~

## MATZINGER : DETRAQUE COMME D'HABITUDE

En août 1977, Matzinger m'a téléphoné et m'a prié de lui renvoyer un livre sur les Romains ("Res Romana", Klettverlag) qu'il m'avait prêté des années auparavant, ce que j'ai fait. Bientôt l'histoire du livre s'est révélée être un simple prétexte, car Matzinger s'est annoncé à nouveau, disant qu'il voulait absolument me voir à Berne. Aussi je l'ai rencontré un jour à midi au restaurant Ambassador (c'est là également que P.A. avait l'habitude de rencontrer des collaborateurs de Cincera ou d'autres personnes). Comme toujours, il racontait des histoires sans queue ni tête. Il prétendait me mettre en garde contre le fait qu'à Zurich, quelqu'un avait appris mon passé de mouchard et voulait en informer l'opinion publique. Matzinger allait tenter par tous les moyens de faire des recherches à ce sujet. Il prétendait que chez Cincera on préparait déjà une contre-attaque. Des journalistes avaient déjà été contactés dans ce but.

J'ai écouté tout cela et j'ai prié Matzinger de me laisser en paix, car la préparation de la matu était pour moi beaucoup plus importante. Pourtant il m'a téléphoné encore une fois et m'a dit qu'il avait lancé une campagne de lettres de lecteurs dans différents journaux de la campagne autour de Zurich, pour prévenir cette affaire. Ces lettres ouvertes n'étaient pourtant rien d'autre que de basses calomnies. C'était une tentative de me mettre en jeu comme agent double en lien avec l'affaire Cincera/Manifeste Démocratique. C'est de cette façon que travaillaient Cincera et ses acolytes.



*Comment Willy Matzinger tente de semer la confusion et de diffamer grossièrement ses anciens "collègues" de Berne: lettre de lecteur en première page du "Wohler Anzeiger" (30.8.77):*

Un nouvel échange de coups en vue entre le Manifeste Démocratique et Cincera ?

### UNE MISE EN SCENE PREMEDITEE

Le "Manifeste Démocratique" a eu l'habileté, après le vol des documents, d'entretenir dans le public l'excitation contre le graphiste zurichois E. Cincera par des révélations faites au compte-gouttes. Les "nouvelles sensationnelles" étaient toujours lancées à des moments favorables. Le bruit court dans les

cercles proches du M.D., qu'on projette une nouvelle campagne de révélations au sujet de prétendus espions. Cette campagne devrait coïncider avec le deuxième procès, le 12 septembre prochain, des "manifestants-voleurs" Jürg Frischknecht, Kaspar Streiff et Diether Grünenfelder. Il y a peu de temps, des comparses de Berne ont fourni, avec d'autres documents, les archives secrètes utilisées par J. Frischknecht.

L'histoire en question se révèle être la vieille rengaine de l'agent double : un collégien de Berne chercha, en son temps, à faire la connaissance du graphiste zurichois,

et proposa de fournir des renseignements sur les mouvements d'extrême-gauche. C'est ce qu'il fit avec des camarades. Pendant ce temps, il examinait à fond les archives de Cincera. Il apparaît donc que les comparses de Zurich étaient très bien informés sur les archives avant leur expédition nocturne pour voler les documents. (...)

On pourra ainsi — c'est là le but — mettre sur la sellette l'Etat et les autorités qui n'ont rien entrepris contre les "méchants" collectionneurs d'informations. L'avenir dira qui se laissera bernier par cette mise en scène.

W. Matzinger

La visite de Matzinger et ses lettres de lecteurs n'étaient pas la seule tentative de me diffamer devant l'opinion publique. Dans l'affaire qui suit, on peut sans doute supposer que l'action fut lancée, ou du moins soutenue, par un proche collaborateur du "Groupe d'Information Suisse" : il y a peu de temps, on a fait courir certains bruits à mon sujet dans un endroit assez éloigné de Berne, où j'avais des connaissances. Si ridicules que soient ces bruits, j'aimerais pourtant les évoquer. On racontait que j'étais un agent de l'Est et que je donnais régulièrement des cours à mes connaissances pour les entraîner dans mon sillage. Parmi les informations répandues de cette manière, certaines ne pouvaient provenir que de l'organisation Cincera. Ces attaques ridicules ne m'ont guère impressionné, mais elles ont nui à la réputation de mes connaissances, et elles vont sans doute entraîner encore d'autres conséquences.

#### POURQUOI NOUS AVONS QUITTE L'ORGANISATION DE CINCERA

Ron

J'ai commencé mon travail pour Cincera à la fin de 1972. Au printemps 1974, pour un motif cousu de fil blanc ("plus le temps"), j'ai donné ma démission au cercle "La Taupe". Je n'ai jamais pris formellement congé de Cincera. Quant à lui, il ne s'est jamais présenté à moi personnellement pour se rappeler à mon souvenir ou pour m'exhorter au travail. Depuis 1974, j'ai participé encore à quelques séances de "La Taupe" sur invitation, mais je ne me souviens pas d'avoir encore livré des informations. Ces participations à des séances de "La Taupe" provenaient plus d'un intérêt sincère. A plusieurs reprises, j'ai aussi participé à des manifestations et à des actions.

Pierre

Mon activité de mouchard, commencée au printemps 73, atteignit son point culminant à l'automne de la même année, puis diminua et cessa pratiquement au printemps 1974. C'est lors du congrès de fondation des Jeunesses Communistes suisses, les 8 et 9 décembre 1974, que j'ai transmis pour la dernière fois des informations à P.A. Après ce congrès de fondation, j'ai pris part aux séances par intérêt sincère, ainsi le 25 mai 1975, quand j'ai assisté pour la dernière fois à une séance du comité central des JCS. Je n'ai jamais donné formellement ma démission aux JC. Au printemps 1976, lors de ma dernière visite à Cincera, je lui ai remis du matériel vieux de deux ans ou plus (des tracts et des fiches couvertes de poussière) et j'ai moi aussi pris définitivement congé.

Ron et Pierre

Notre démission — c'était bien plutôt un retrait en douceur — commença déjà à vrai dire peu après le début de notre activité de mouchards. Deux aspects jouèrent un rôle prépondérant. D'abord, nous avons été confrontés à des idées nouvelles pour nous. Nous devions défendre notre point de vue dans les discussions. Cela nous a obligés à nous confronter à ces idées dans notre propre tête. Deuxièmement, nous avons remarqué que la réalité n'était pas du tout conforme à la représentation que s'en faisait Cincera. L'expérience nous a ouvert les yeux. Peu à peu, nous avons révisé les conceptions reçues à l'école. Des événements comme le putsch du Chili, le scandale du Watergate, etc., nous ont choqués et nous ont peu à peu ramenés à la raison.

Mais ici nous ne voudrions pas omettre d'exprimer un compliment à Monsieur Cincera. Il a au moins réussi à politiser deux adolescents et à les sensibiliser à nos problèmes réels, en les confrontant à une idéologie différente, nouvelle. Sans le vouloir, il leur a montré que l'on ne doit rien examiner de haut en bas, mais tout de bas en haut. Le deuxième compliment que nous devons lui faire, c'est qu'il nous a fait comprendre jusqu'où mènent le mouchardage, la méfiance et la diffamation, lorsqu'un individu peut les prêcher en toute tranquillité, et avec le soutien secret de l'Etat.

#### CINCERA : "JE NIERAI TOUT"

Jusqu'à l'éclatement de l'affaire Cincera, nous avons cru que toute cette histoire était terminée pour nous, et nous l'avions plus ou moins oubliée. Mais le scandale Cincera nous a tout à coup montré la portée de notre action. Pour la première fois, nous avons dû analyser notre activité et ses conséquences. Avec mauvaise conscience, nous avons suivi le développement des événements. La réalité a confirmé une réflexion que Cincera nous avait faite en 1973, à savoir qu'il nierait tout si quelque chose devait sortir au grand jour. C'est exactement de cette manière que Cincera s'est comporté depuis lors. Nous avons commencé

à nous demander comment nous pourrions empêcher de nouveaux mensonges de Cincera, et ainsi faire connaître à l'opinion publique beaucoup de faits ignorés ou pressentis jusque là.

### MONSIEUR CINCERA, VOTRE ANALYSE EST FAUSSE OU : COMMENT L'ON CULTIVE LA SUBVERSION

Dans ses conférences et dans son livre, Cincera tente de démontrer l'existence d'une sorte de guerre civile secrète. Le mouvement de gauche représenterait pour la Suisse une bombe à retardement. La guerre civile, dirigée



de l'extérieur, pourrait éclater ouvertement à tout moment. La subversion serait une préparation secrète à cette guerre ... Ce danger justifie tous les moyens aux yeux de Cincera. Ces thèses, qu'il expose à n'importe quel public, il les base sur différents exemples de subversion, qu'il a rassemblés par des méthodes discutables. Pour que ces théories ne restent pas en l'air, il suggère à ses auditeurs que l'ennemi se trouve partout : à la TV, à la radio, dans la presse, l'armée, l'église, les partis, les écoles ... dans toutes les institutions d'Etat. Il s'agit donc de démasquer l'ennemi, de le découvrir et de le rendre inoffensif.

C'est justement sur ce point que la pensée de Cincera est dangereuse. Il invite à la vigilance et sème l'insécurité. C'est surtout en période d'instabilité économique et sociale que de telles idées ont de l'emprise. Monsieur Cincera empêche le débat démocratique et ouvre la porte à la subversion. Il porte la responsabilité du contrôle des opinions, des interdictions d'accès à certaines professions, de l'oppression des minorités politiques. Il châtré la démocratie !

### CINCERA ET SES MOUCHARDS PEUVENT ETRE REMPLACES

Aucun mouchard n'est irremplaçable, à Berne, à Zurich ou ailleurs. Ceci nous paraît essentiel : si nous n'avions pas été là, P.A. et Cincera auraient trouvé quelqu'un d'autre pour faire le même travail. Et nous sommes convaincus qu'aujourd'hui d'autres personnes nous ont remplacés. Même Cincera peut être remplacé. C'est pourquoi le plus important n'est pas de le rendre inoffensif, lui Ernst Cincera, car des organisations existent déjà ou seront créées pour prendre sa relève.

On peut envisager la fonction de Cincera comme un service rendu à l'économie privée et à l'Etat. Les entreprises qui ont une position-clé dans l'économie doivent prendre des précautions pour rester compétitives. C'est pourquoi l'économie cherche des gens comme Cincera, dont le travail consiste à faire connaître aux entreprises et à l'Etat les personnes ayant des positions critiques vis-à-vis de la société. Ceci permet aux entreprises et aux administrations d'éviter certains risques en engageant du personnel.

### ATTENTION A D'AUTRES CINCERA !

Cincera est l'informateur des patrons et de l'Etat. Il prend sur lui ce travail désagréable. Cependant, il ne se contente pas de mettre le nez partout où il peut : il est prêt également à se mettre en avant dans ses tournées de conférences. Derrière le rideau, il y en a certainement d'autres, qui font le même travail en toute discrétion. La critique publique ne les atteint pas, ils n'ont pas de coups à encaisser, mais ils continuent à travailler dans une zone opaque entre l'illégalité et la pleine lumière. Cette zone opaque empêche que les conséquences de leur activité soient rapidement connues des personnes concernées. Personne ne sait ce que l'on fait avec de tels documents; souvent les motifs d'un refus d'embauche ne sont connus qu'après des années, sinon jamais. L'affaire Cincera risque de faire diversion et de profiter aux espions-délateurs restés dans l'ombre. Il faut aussi s'occuper d'eux !

Ron et Pierre

*"Si Cincera n'existait pas, il faudrait l'inventer. Bien qu'il ait peut-être ici ou là enquêté avec un peu trop de zèle, son affaire n'est ni perverse ni fausse." Trumpf Buur, (l'Atout), 10.12.76.*

*"C'est l'affaire de chaque citoyen de renforcer la vigilance face à la subversion d'extrême-gauche. Nous pouvons remercier M. Cincera pour le travail d'information qu'il a effectué et qu'il doit poursuivre." Mouvement républicain suisse.*

*"Les conférences innombrables que Cincera a faites dans les endroits et les cercles les plus variés montrent clairement qu'il ne cachait ni son but ni ses méthodes." Groupements patronaux vaudois, 30.11.76.*

## CINCERA ET SES COMPLICES

*Cette deuxième partie a été rédigée par le "Groupe Information" du Manifeste Démocratique / Zurich.*

## LES MENSONGES DE CINCERA

"Cincera se comporte exactement comme Nixon : il nie tant que cela marche. Quand cela ne marche plus, il concède un fragment de vérité – et continue de mentir". Voilà comment nous caractérisons le graphiste et lieutenant-colonel zurichois dans le "Dossier Cincera" paru il y a un an et demi. A juste titre, comme cela s'est révélé par la suite.

Lorsque le meilleur mouchard de Cincera, Andreas Kühnis, fut démasqué à fin novembre 1976, le lieutenant-colonel ne voulait être au courant de rien :

- Il n'avait jamais mis de mouchards sur les talons de ses adversaires politiques, il n'avait d'ailleurs pas payé de mouchards, affirmait et affirme encore Cincera.
- Les 3'500 fiches des citoyens répertoriés ne provenaient pas d'un "fichier des subversifs" mais d'une simple "bibliographie". D'ailleurs, cette "bibliographie", classée selon les personnes, n'existait plus depuis 1974, affirmait et affirme encore Cincera.

On pourrait allonger à loisir la liste de ses mensonges : nous en avons rassemblé quelques échantillons à la page suivante.

Cincera n'est pas seul à mentir. Ses mensonges ont été couverts – en toute bonne foi, bien sûr – par le comité de son "Groupe d'Information Suisse", par le directeur d'assurances Hans Scharpf (maître de corporation des charpentiers zurichois, représentant de l'UDC au Conseil de fondation de "Dialogue", etc.); par le président Théo Hügi (architecte à la Brasserie zurichoise Hürlimann); par le fabricant de cigares Ruedi Burger-Nefflen (président de l'Union patriotique d'Argovie); par le Dr. Rolf Felber, expert financier, et par le Dr. Alexander Baumann, avocat de Kreuzlingen, président du Comité référendaire contre la 9e révision de l'AVS.



*Le Comité du "Groupe d'Information Suisse" (Informationsgruppe Schweiz), tel qu'il s'est présenté lors de la conférence de presse du 7.12.76. A partir de la gauche : Dr. Joseph Alexandre Baumann (questions juridiques), Theo Hügi (président), Hans Scharpf (finances et relations publiques), Ernst Cincera, Dr. Rolf Faber (recrutement d'abonnés) et Rudolf Burger (finances et relations publiques).*

## INTERVIEWS DE CINCERA

*"D'abord, le rassemblement d'informations : je fournis toutes les informations accessibles au public. Du reste, les informations qui me parviennent émanent souvent de citoyens qui, dans leur domaine privé, sont confrontés à ce qu'ils jugent être de la subversion. C'est là que commence ma tâche. Je n'ai donc pas fourni illégalement des informations. Je n'ai jamais introduit d'espions dans des groupes (je sous-estimerais en effet ces organisations, si j'avais fait la moindre tentative dans ce sens). Je suis d'ailleurs un représentant convaincu d'un Etat constitutionnel et jamais, jamais je n'utiliserai des moyens illégaux.*

*Il suffit de rassembler les documents accessibles au public pour pouvoir saisir l'importance et la qualité de l'attaque politique." (Cincera dans une interview des "Schaffhauser Nachrichten" 7.12.76).*

*"La collecte du matériel se limitait, lors de grandes manifestations par exemple, à accepter tous les écrits et tous les tracts distribués." (Cincera dans une interview du "Thurgauer Volkszeitung", 11.12.76).*

*"Je n'ai pas pratiqué le mouchardage; je n'ai rien fait d'autre qu'enregistrer l'activité déployée publiquement par mes adversaires politiques. Le fichier n'était pas un fichier de personnes, mais une bibliographie mise sur pied par le "Groupe d'Information Suisse". (Cincera dans une interview des "Schaffhauser Nachrichten", 7.12.76).*

*Selon Cincera, il est "tout simplement faux" d'affirmer qu'il aurait introduit des mouchards, rétribués ou non, dans des organisations de gauche, en vue d'accumuler ainsi un matériel accablant contre les organisations subversives. De même, il est faux de dire qu'il aurait reçu du matériel de certaines autorités politiques ou militaires, et qu'en retour il aurait mis son propre matériel à leur disposition. (Cincera à la radio, résumé dans le "Burgdorfer Tagblatt", 26.11.76).*

*Cincera souligne que lui-même n'a jamais chargé personne d'informer qui que ce soit ou de s'introduire dans des séances internes. (Reportage du "Tages Anzeiger" sur la conférence de presse de Cincera du 7.12.76).*

*Il nie avoir payé des informateurs pour se procurer du matériel non accessible au public, et déclare que le fichier dérobé par le "Manifeste Démocratique" ne représente qu'une bibliographie (qui n'est d'ailleurs plus utilisée aujourd'hui) sur le thème "subversion". D'après l'exposé de Cincera, des collaborateurs auraient été payés, à Berne et à Zurich, pour réunir des données, des revues et des tracts accessibles au public. Certaines indications internes sur des groupes de gauche (comme les Jeunesses Communistes) lui auraient été envoyées spontanément. (Reportage "Luzerner Neueste Nachrichten" sur la conférence de presse de Cincera, 7.12.76).*

*"Ce n'est pas un fichier de police, mais une bibliographie sur des articles, classée par nom d'auteur. Depuis 1973, cette bibliographie n'a pas été poursuivie, les articles ont été simplement mis aux archives par catégorie." (Reportage du NZZ sur la conférence de presse de Cincera du 7.12.76).*

Dans le No 12 de "Was Wer Wie Wann Wo", publié en septembre 1977 par le "Groupe d'Information" de Cincera, la grossière affirmation d'une soi-disante bibliographie est même reprise par tous les membres patronant ce groupe.

Il y a un an, sa tactique de la confusion et son manque d'information simulé firent impression chez des citoyens et des journaux isolés, bien que les preuves du contraire soient lisibles noir sur blanc depuis décembre 1976 dans le Dossier Cincera - 24'000 exemplaires en allemand.

Aujourd'hui, Cincera a beau mentir. Deux Bernois, mineurs lorsqu'ils furent engagés et manipulés comme mouchards, ont tout débarrassé, d'abord dans le "Schweizer Illustrierte" et maintenant dans cette brochure. Ce que sept jeunes Bernois firent pour "César" - pseudonyme de Cincera - est clair et irréfutable :

- L'organisation Cincera mit en place des mouchards dans pratiquement tous les groupes bernois de gauche, favorables à une évolution politique. But : si possible obtenir les listes complètes des membres, photos, papiers internes, etc.
- Cincera envoya 3 de ses mouchards bernois au Festival mondial de la jeunesse (1973) à Berlin Est. Un quatrième fut recruté dans le cadre du SAD et reçut lui aussi les instructions de Cincera.
- Cincera dédommagea les mouchards bernois avec de l'argent et des objets de valeur.
- Cincera travaillait en étroite collaboration avec les autorités, et inversement. Les mouchards bernois étaient protégés par O.W. Christen, officier de police, politicien du parti-radical et chasseur de "subversifs", ainsi que par les 3 recteurs du collège municipal de Berne-Kirchfeld. Même le ministère public de la Confédération, ayant jadis le professeur Hans Walder à sa tête, aurait couvert les activités des mouchards.

Les "Forces motrices bernoises" (Berner Kraftwerke AG), pour 92% aux mains de l'Etat, soutenaient financièrement le groupe de la jeunesse de Cincera "Cercle Jeunesse Critique".

Cincera continue d'établir, comme auparavant, un fichier nominal de prétendus extrémistes. Au printemps 1976, Kühnis, mouchard de Cincera, était fier d'affirmer qu'il allait transformer le fichier en un système nouveau et encore plus efficace.

Cincera est un délateur efficace : les informations qu'il accumulait étaient mises à la disposition des patrons, lorsqu'il s'agissait d'empêcher des postulants suspects d'accéder à un emploi.

Après avoir lu le récit des anciens mouchards de Berne, on comprend pourquoi l'officier supérieur Cincera se laisse publiquement traiter de menteur depuis bientôt un an. (Dossier Cincera, p. 11-15). La preuve de la vérité l'effraie. Ce Cincera, auparavant si susceptible, qui poursuivait le prêtre-écrivain Bernois Kurt Marti pour avoir parlé d'un "abcès", et le médecin zurichois Berthold Rothschild (conseiller municipal PdT) qui l'avait traité - si justement - d'"apôtre de l'abêtissement du peuple", ce Cincera, depuis novembre 1976, ne fait plus qu'encaisser les coups.

19. Les officiers sont garants, dans l'armée entière, d'une conception uniforme du service. Le lien qui les unit est fait d'honneur et de confiance mutuelle. Ils sont camarades au service et hors du service.

En les choisissant, on cherchera surtout l'homme d'honneur, fidèle à nos institutions, conscient de son devoir et qui sache assumer des responsabilités. D'autres qualités, même excellentes, ne sauraient remplacer ces vertus essentielles.

En outre, l'officier doit avoir les qualités d'un chef, celles qui lui confèrent une autorité naturelle sur ses hommes. En toute circonstance, il doit se distinguer par son courage.

28. Par un contrôle personnel et des instructions appropriées à ses commandants de bataillon ou de groupe, le commandant de régiment crée dans son corps de troupe l'unité de doctrine et y maintient une ferme discipline. Sa tâche particulière est d'instruire sa troupe au combat en liaison avec les autres armes.

En toute circonstance, le commandant de régiment fera régner son influence au sein de ses officiers, en particulier sur leur mentalité et leur attitude. Il veillera à n'admettre dans ce corps que des hommes d'honneur. Il apaisera les conflits personnels qui pourraient surgir entre eux.

*Règlement de service de l'armée suisse : pour les officiers, on cherchera "l'homme d'honneur, fidèle à nos institutions..."; au moins sur le papier.*



### CINCERA – LE CORRUPTEUR DE LA JEUNESSE

Lorsqu'au début 1975, à l'âge de 24 ans, Kühnis<sup>(1)</sup> commença son activité de mouchard pour Cincera, il était majeur. On peut admettre qu'il savait ce qu'il faisait, qu'il avait eu auparavant la possibilité de se familiariser avec diverses tendances politiques, de les évaluer et d'opter pour un point de vue personnel.

Lorsqu'à Berne, en 1972 et 1973, Cincera mit la main sur des écoliers et des apprentis de 16 ans pour son organisation de mouchardage et de délation, il abusait de mineurs qui, dans leur romantisme d'adolescents, auraient pu se laisser prendre à d'autres mirages. Cincera profita de la candeur politique de jeunes gens, qui avaient été généralement politisés à sens unique à l'école, à la maison et par les médias. Des jeunes gens sans expérience politique personnelle, n'ayant

(1) Le 22.1.75, Andreas Kühnis écrivait à Cincera (Cf. Brochure DM – Prozess, p. 32-33) : "... Comme je n'ai pas encore reçu de réponse à mon dernier envoi, je me permets de vous solliciter à nouveau. Si je vous demande de pouvoir participer à votre séance du 25 janvier et le cas échéant entrer dans vos services, ce n'est pas une démarche à la légère comme l'assistance à un concert ou même une recherche d'emploi, mais bien plutôt un désir pressant de contribuer au bien de l'Etat. (...) J'attends plein d'espoir votre réponse au sujet de cette séance (...) Pardonnez-moi si ma démarche est importune, mais il est urgent que la population suisse soit avertie des dangers que représentent ces groupes d'extrême-gauche et leur propagande..." Voir aussi Annexe II.

pas encore eu la chance de se former une opinion indépendante par l'évaluation des différents courants politiques. Cincera les orienta vers un sale boulot politique, à l'âge où ils auraient dû se préparer à prendre leurs responsabilités.

Interrogez-vous : êtes-vous certain qu'à l'âge de 16 ans vous n'auriez pas pu, vous aussi, être enrôlé par un Mc Cincera ?

*"Il se développe dans la jeune génération un sentiment de responsabilité à l'égard de la communauté, sentiment que nous devons encourager, et il est de notre devoir de ne pas abandonner les jeunes, dans leur recherche, aux seuls idéologues trompeurs des systèmes totalitaires." (Cincera, dans une interview avec la Thurgauerzeitung, 11.12.76).*

Cincera appâtait ses jeunes victimes par des promesses en l'air. Il faisait miroiter à leurs yeux la sécurité et des avantages dans leur profession et leur carrière. C'est tout juste s'il ne recommandait pas le mouchardage comme une bonne base pour des études en sciences politiques ! Cincera a trompé les jeunes Bernois. Ils l'ont d'ailleurs tous laissé tomber après quelque temps, dès qu'ils furent plus émancipés. Même ceux d'entre eux qui, aujourd'hui encore, partagent la ligne politique de Cincera, ont cessé depuis longtemps leur activité de mouchards. Ils se sont depuis longtemps désolidarisés d'une méthode de lutte politique, à laquelle ils avaient pris plaisir un certain temps pendant leur adolescence.

Cincera est le coupable, les jeunes mouchards étaient les victimes – même s'ils étaient eux-mêmes actifs. L'interdiction de manipuler des mineurs en politique ne figure dans aucun code pénal. Cette sale besogne est-elle moins condamnable pour autant ? Cincera a profité sans vergogne du goût de la jeunesse pour l'aventure ainsi que de l'inexpérience politique de ses mouchards bernois. Quelle prétention, quand Monsieur Cincera se pose sans cesse en défenseur d'une société ouverte, active et démocratique, alors qu'il emploie les méthodes mêmes qu'il reproche à ses adversaires politiques – du totalitarisme au terrorisme : duplicité, jeux de conspirateurs, espionnage et délation ... "Cincera est un totalitariste, il n'admet que sa propre opinion", avait dit Kühnis, il y a 1 an et demi.

La mainmise sans scrupules sur des mineurs utilisés comme mouchards devient dès lors inévitable aux yeux de Cincera. Cela ne change rien à la bassesse de ses procédés. Cincera pressentit, dès que Kühnis fut démasqué en novembre 1976, ce qui pourrait encore lui arriver. Lors de sa conférence de presse du 7 décembre 1976, il déclarait qu'il y avait, dans les organisations de gauche, des "citoyens inquiets" qui lui livraient des informations internes : "Beaucoup ne se sentent pas à l'aise dans de telles organisations ..."

Non Monsieur Cincera, plus personne aujourd'hui n'admet cette excuse. Vous ne pouvez vous disculper en affirmant que les mouchards bernois se sont mis à votre service à cause d'un malaise. Non, ces mouchards ont été recrutés par votre organisation de renseignements. Ils ont été instruits, encouragés et payés par vous personnellement. Il est vrai que vous déléguiez une partie du travail de gestion. Toujours est-il que dans les cas importants, ou si cela sentait le roussi, vous vous chargiez personnellement de l'affaire.

Cincera s'est du moins abstenu d'une chose : il n'a pas exercé de chantage sur ses mouchards bernois. Lorsqu'ils furent plus âgés, qu'ils eurent acquis une plus grande conscience politique et qu'ils retirèrent leurs cartes de ce mauvais jeu, il les laissa partir.

### CINCERA – L'EBOUEUR DE L'ETAT



**Opinion No 1 :** "Un fichier d'hérétiques n'est rien de très ragoûtant. Mais tant qu'il n'est pas utilisé, il ne cause aucun dommage. Les chasseurs de sorcières deviennent dangereux à partir du moment où ils trouvent des appuis. Malheureusement, Cincera avait – et a encore – des partisans." Ainsi commentait Walter Stutzer, rédacteur en chef, le 4 décembre 1976, dans le "Tages-Anzeiger". Et il ajoutait : "Ce qui est rassurant, c'est que les adeptes de Cincera se recrutent de toute évidence dans la deuxième ou troisième catégorie. Tous ceux qui ont un impact politique ou économique en Suisse ne semblent pas en faire partie."

**Opinion No 2 :** "Il est possible que se situe là le début d'une détérioration du climat politique, et les suspicions politiques – qui certainement manquent de preuves objectives – sont dangereuses par leur extension. De plus, ces suspicions sont en contradiction avec l'esprit démocratique qui veut que les conflits politiques se règlent en public", déclarait en juin 1977 le président de la Confédération Kurt Furgler devant le Parlement. Il se distançait ainsi clairement des méthodes de Cincera. La protection de l'Etat incombe à l'Etat, ajouta Furgler, qui est aussi chef de la police politique.

Peut-on conclure que l'Etat n'a rien à voir avec Cincera ? Non. Depuis l'éclatement de l'affaire Cincera, il apparaît de plus en plus clairement que l'organisation Cincera récoltait des renseignements non seulement pour l'économie privée, mais aussi pour l'Etat – qui craint de se compromettre. Pour les services de sécurité d'un Etat démocratique, il est problématique de faire précisément ce qu'on reproche aux Etats totalitaires : moucharder et dénoncer. C'est pourquoi on laisse cette besogne à des bureaux de renseignements privés, avec qui on collabore secrètement. On évite ainsi le reproche de recourir aux méthodes que l'on prétend combattre.

Le modèle de cette division du travail entre Etat et services privés est le "Bureau H", le service de renseignements du major saint-gallois Hans Hausamman qui fonctionnait pendant la deuxième guerre mondiale. Cincera aussi bien que ses adeptes voient dans le "Bureau H" un exemple et un but à atteindre. En 1969, Cincera travaillait encore activement dans les deux organisations "Action pour une démocratie libre" (AfD) et "Institut pour les problèmes politologiques" (IPZ) – à la fondation desquelles il avait d'ailleurs participé. Dans une interview qu'il donna alors au "Tages-Anzeiger", il explicita clairement qu'une division du travail existait entre les services de sécurité officiels et privés (cf. la brochure sur le procès du M.D.).

### "TAGES-ANZEIGER" 8.8.69

Le modèle de Cincera est une organisation qui fonctionnerait à la manière du "Bureau H" du major Hans Hausamann pendant la deuxième guerre mondiale.

L'AfD (Action pour une démocratie libre) et son futur Institut veulent "collaborer avec des institutions proches, officielles et privées", par exemple avec le "Service Suisse d'Information" (SAD), avec "l'Institut suisse de l'Est" et avec la section "Armée et Foyer". Cependant l'AfD ne veut pas adhérer entièrement à leurs buts et à leurs méthodes de travail.

### Se procurer des informations et les évaluer scientifiquement

Contrairement au SAD, l'AfD ne veut pas "se limiter à rédiger des bulletins d'après des faits lus ou entendus". Elle entend au contraire se procurer elle-même des informations ("ce qui est impossible pour la police fédérale, nous ne voulons aucunement d'une police d'Etat politique"). Par ailleurs le SAD voudrait "prévoir des évolutions futures en se fondant sur des analyses et des enquêtes scientifiques." Cela permettrait, de cas en cas, de prendre des "mesures actives qui consisteraient à informer les personnes concernées afin qu'elles puissent agir de leur propre chef."

## BUREAU H – BUREAU C

C'est exactement d'après ce modèle que fonctionnait et que fonctionne la collaboration de Cincera avec la police politique, comme cela apparaît de plus en plus clairement. Il est dans l'ordre des choses qu'une telle collaboration s'effectue de manière clandestine, sans procès-verbaux ni communiqués. Dans cette optique, et surtout si l'on pense au but déclaré d'imiter le bureau H, les indices suivants sont à prendre très au sérieux :

- Personne ne doute du fait que les informations des mouchards étaient transmises par l'organisation de Cincera à la police politique et aux services militaires de contre-espionnage, qui s'occupent de l'ennemi intérieur. Contre-partie : protection.
- L'ancien procureur de la Confédération Hand Walder a reconnu, dans une interview de "Konzept" en janvier 1973, que la police politique travaille avec des indicateurs et des mouchards : "Il est déjà arrivé que des offices cantonaux aient à leur disposition des hommes de confiance." En des termes moins élégants : ... des mouchards. Quant à la police fédérale, elle dispose de suffisamment d'indicateurs volontaires. Walder : "Nous sommes si bien informés que nous n'avons pas besoin d'envoyer qui que ce soit où que ce soit". Autrement dit : Si certains se font mouchards de leur propre initiative, on accepte bien volontiers leurs informations.
- Willy Matzinger, la bonne à tout faire de Cincera, donna également des renseignements à la police politique zurichoise. Le chef des services de renseignements de la police politique cantonale, Dr. Kurt Heusser, confirma devant des journalistes avoir reçu un envoi de Matzinger. La police politique cantonale collabore étroitement avec la police fédérale.
- Dans plusieurs cantons, les candidats à la fonction publique sont contrôlés, avant d'être engagés, par une police politique "maison". Dans le canton de Zurich, c'est Hans Rothen, secrétaire de l'Office du personnel au Département des finances, et de facto le plus haut chef du personnel du canton, qui fait le lien entre la police politique et l'administration.
- Comme la police politique accepte toutes les informations qui lui parviennent (elle l'a dit elle-même), il se trouve forcément dans ses dossiers des dénonciations venant de "cincéristes" privés. En d'autres termes : Monsieur Gilgen n'a pas besoin de s'adresser directement à Monsieur Cincera, s'il peut – de manière directe ou indirecte – s'adresser à la police politique (par exemple, par l'entremise de Monsieur Hans Rothen).
- Dans le canton de Zurich, certains secteurs de la fonction publique se sont adressés directement à Cincera. L'ancien Conseiller d'Etat Urs Bürgi avait recommandé aux services administratifs des hôpitaux zurichois de prendre contact avec Cincera, lorsque des offres d'emploi semblaient "suspectes". Entretemps ce canal a été coupé, si l'on ose en croire les affirmations officielles.

- Plusieurs services de l'administration publique en Suisse se sont abonnés à la feuille de dénonciation de Cincera "Was Wer Wie Wann Wo" : du Département militaire fribourgeois jusqu'au Département de l'instruction publique de Zurich. Celui-ci a pris 20 francs sur les derniers publics pour commander un abonnement à l'année, ce qui prouve bien qu'il n'a pas reçu spontanément cette feuille, comme le prétendait Gilgen en décembre 1976.

## CINCERA – UN OFFICIER SUR LE FRONT INTERIEUR

Depuis des années, dans l'armée, le personnage de Cincera n'est pas seulement toléré, mais encore protégé et mis en avant. Affecté autrefois comme officier au régiment d'infanterie 28, Cincera est maintenant rattaché à la zone territoriale 4. Comme toujours, il a le droit de faire de l'agitation dans l'armée : récemment il parlait devant le bataillon de protection aérienne 4; aux sous-officiers et aux lieutenants il a parlé d'espionnage, aux cadres de subversion.

Ces Messieurs les Officiers couvrent leur camarade Cincera aussi longtemps que possible. Seule une forte pression de l'opinion publique peut casser ce soutien.

Nous nous limitons ici à 3 points pour montrer l'enchevêtrement des relations que Cincera entretient avec l'armée :

1. la collaboration au niveau des informations avec un service du DMF;
2. la question de savoir jusqu'à quel point des mouchards de Cincera ont travaillé dans les services de sécurité militaires;
3. les liens de Cincera avec MIDONAS, le computer du DMF.

Il existe de nombreux échanges d'informations entre l'organisation de Cincera et le Service de Santé du DMF (l'ASAN). Pourtant, ce service n'a officiellement aucun mandat de contre-espionnage. Cela n'empêche en rien l'ASAN et son major d'Armée et Foyer R. Schmid de travailler activement sur le front intérieur. De nombreux documents des archives de Cincera le prouvent. Voici le cas le plus savoureux (cf. "Dossier Cincera" p. 108-109) : Après que le mouchard de Cincera, Andreas Kühnis, ait transmis à l'ASAN la liste des participants d'un séminaire de gauche sur le problème des zones de montagne, le Divisionnaire André Huber (médecin-chef de l'armée) réclama par retour de courrier des précisions au sujet d'un des participants de ce séminaire, qui était alors aspirant officier aux troupes sanitaires. L'ASAN envoya immédiatement une photo de la personne concernée, sortie d'un dossier militaire, et un manuscrit extrait d'une composition militaire du suspect !

C'est probablement aussi par le Major Schmid que Cincera a obtenu la correspondance entre le commandant d'école de Lausanne J. Hausherr et le père d'une recrue (voir "Dossier Cincera", p. 112). Cette correspondance, introduite par Cincera dans les archives du "Groupe d'Information", est l'objet d'une enquête de la justice militaire. Le même juge d'instruction recherche l'officier qui fit parvenir à Cincera une longue liste d'objecteurs de conscience condamnés ("Dossier Cincera", p. 114).

Plusieurs témoignages et indices laissent à croire que des collaborateurs de Cincera effectuaient leur service militaire à des postes où l'on se bat contre "l'ennemi intérieur". Un haut officier bernois, alors colonel et aujourd'hui divisionnaire, assura à quelques mouchards bernois qu'il ferait en sorte qu'ils puissent faire "la même chose" plus tard au service militaire. Andreas Kühnis, officiellement affecté comme soldat à l'Etat-Major, s'est vanté plusieurs fois auprès de ses connaissances de travailler dans le contre-espionnage militaire. Il pouvait répartir ses cours de répétition sur toute l'année, et ses activités dans les organisations de gauche lui était décomptées. Il en va de même pour Urs Rechtsteiner, un autre collaborateur, qui fait son service dans une unité ne figurant pas sur l'organigramme courant de l'armée.



*Tous deux ont fait un long chemin dans l'armée suisse. Quel chemin a fait l'armée suisse ? (caricature de Jüsp dans la NZ du 31.12.76).*

**NUR FÜR DIENSTLICHEN GEBRAUCH**

Stab FF Trp  
Chef HH

3000 Bern 25, 16.10.73

Podiumgespräch: Gibt es eine Subversion von rechts ?

Donnerstag, den 22. November 1973 findet um 20.00 Uhr in der Aula der Universität Bern ein Podiumgespräch statt. Unter der Leitung von Prof Dr H Ruh (prot Fpr Stab FF Usm Rgt 22) werden Major E Cincera,

**A L'USAGE EXCLUSIF DU SERVICE**

Etat-major Aviation et DCA  
Chef Armée et Foyer

3000 Bern 25, le 16.10.73

**Table ronde : Existe-t-il une subversion venant de la droite ?**

Le jeudi 22 novembre 1973 à 20 h. aura lieu un débat à l'Aula de l'université de Berne. Sous la présidence du Professeur Dr. H. Ruh, le major E. Cincera, le conseiller national Dr. R. Eibel, le pasteur K. Marti et l'étudiant en théologie A. Lutz discuteront du sujet : "Existe-t-il une subversion venant de la droite ?" La manifestation promet un intérêt certain, ne serait-ce que parce que Kurt Marti a publié chez Luchterhand un livre intitulé "Par exemple Berne 1972 - un journal politique". Il y représente les dangers d'un soi-disant "cincérisme" et diffame de manière éhontée Ernst Cincera.

Colonel Bandi H.G.

**Distributeurs :**

- Commandant des troupes d'aviation et de DCA (KFLF)
- Service de l'aviation et de la DCA (AFLF)
- Service de l'adjudance (AFA) avec prière de faire suivre aux autres services.

*Un des nombreux amis de Cincera dans l'armée : le professeur d'université et colonel d'Armée et Foyer H.G. Bandi. Par cette lettre, il mobilise ses troupes pour un débat contradictoire - annoncé publiquement - entre Ernst Cincera et Kurt Marti.*

## L'ORDINATEUR DU DEPARTEMENT MILITAIRE FEDERAL (DMF)

Au moment le plus fort de l'affaire Cincera, l'indélogeable conseiller fédéral Rudolf Gnägi rejeta "de manière énergique la tentative d'établir un lien entre le cas Cincera et le DMF". Gnägi devra revoir ses positions : Cincera avait une filiale de ses archives au Département militaire fédéral. L'ordinateur de Gnägi MIDONAS a travaillé étroitement avec le lieutenant colonel Cincera jusqu'au printemps 1976. Deux membres du Manifeste Démocratique ont eu la possibilité d'examiner au Palais fédéral, en mars 1978 environ 1700 pages de documents de Cincera enregistrés sous forme de microfilms sur la cassette de MIDONAS 84. Cette cassette est remplie de données rassemblées par Cincera et ses mouchards, jusqu'à des comptes rendus sur les social-démocrates.

Reprenons la question chronologiquement : les plans d'une installation électronique, appelée DMF-DOC (en allemand : EMD-DOK) dans le jargon interne, remontent à 1970. Le "Système de classement de documents militaires" (en allemand : "Militärisches Dokument-Nachweis-System", abrégé MIDONAS) était installé en automne 1974 au 4ème étage du Palais fédéral (Aile Est) et entrait en service au début 1975. MIDONAS est une sorte de bibliothèque ou de banque de données miniaturisée où tous les documents sont stockés sur microfilms. Des stations extérieures peuvent y être reliées. Il suffit pour cela d'une installation téléphonique et de quelques appareils supplémentaires.

Parmi les tâches de MIDONAS, on trouve notamment la documentation sur "l'ennemi intérieur", les comités de soldats, et tout ce qui, selon le DMF, relève de la subversion ou de l'agitation. Quoi de plus normal que de collaborer avec Cincera, le conférencier plein de zèle de l'armée. En fin de compte, Cincera met en pratique depuis des années l'exhortation proclamée par Gnägi le 1er août 1967 : "qu'il nous soit permis d'extirper tout ce qui relève du défaitisme, de l'hostilité à la Suisse, et les notions étrangères non conformes à notre manière d'être" !

Le chef de MIDONAS est le colonel Jean-Jacques WILLI, président du service central d'informations du DMF, qui est soumis à la division information et documentation du DMF (colonel Hans-Rudolf Kurz). Le principal artisan de la mise sur pied de MIDONAS a été le capitaine Rolf Streb, spécialiste en informatique, qui a fait son service de 1974 à 1976 avec Cincera dans l'Etat Major du régiment d'infanterie 28. Ces relations personnelles ont permis de manigancer, en 1974-1975, la collaboration Cincera - MIDONAS.

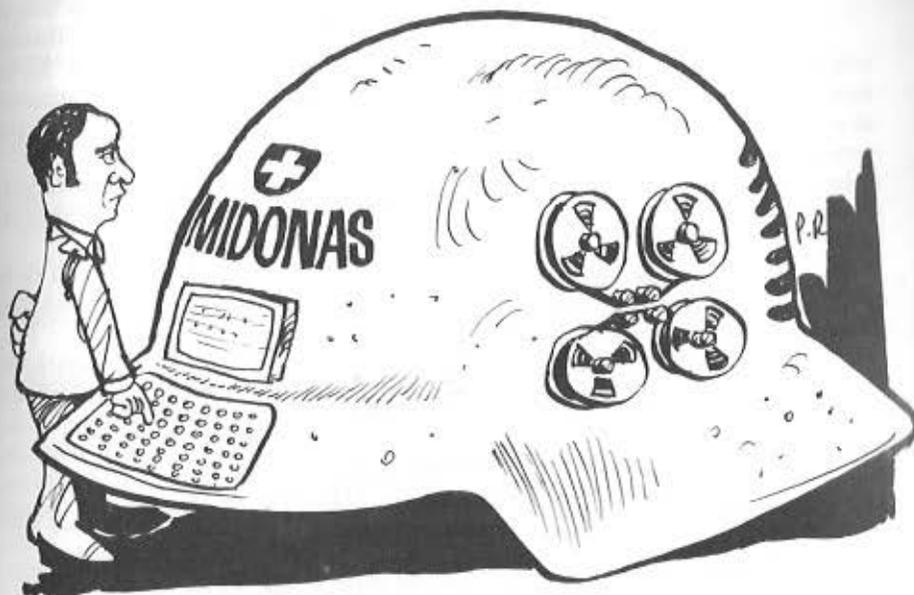
Aujourd'hui le DMF ne peut plus démentir que Cincera a rendu - et rend encore - des services à l'armée non seulement à la tête des troupes, mais aussi en livrant des renseignements obtenus par le mouchardage. Voici comment s'est développée la collaboration Cincera-MIDONAS :

Le capitaine Rolf Streb visita les archives à la Englishviertelstrasse et fut convaincu de leur utilité.

Cincera reçut de MIDONAS les feuilles d'exploitation nécessaires. Les collaborateurs de Cincera remplirent, pendant des journées entières, ces feuilles d'exploitation avec les données choisies dans leurs documents. Cincera envoya au DMF un paquet de documents accompagnés des feuilles d'exploitation. Comme une grande partie de celles-ci ne comportaient pas les mots de repère appropriés, un spécialiste de MIDONAS mit ces feuilles en ordre.

Une vingtaine de documents importants, dont les feuilles d'exploitation avaient été remaniées, furent introduits dans l'ordinateur, c.à.d. qu'on pouvait désormais obtenir ces documents sous divers mots de repère. Plus de 1700 pages de documents de Cincera, ainsi que 200 feuilles d'exploitation furent microfilmées sur la cassette 84 et intégrées à la banque de données du DMF.

Les responsables de MIDONAS prévoyaient la possibilité d'équiper Cincera à Zurich d'un terminal, c.à.d. d'une station extérieure de MIDONAS. Cincera comptait fermement sur ce raccordement. Dans le budget 1975 de son "Groupe d'Information Suisse", en date du 19 février 1975, figure le poste suivant : "utilisation d'un terminal d'ordinateur (en principe gratuite)".



Lorsqu'en novembre 1976 l'affaire Cincera fut révélée à l'opinion publique, MIDONAS n'avait officiellement plus rien à se reprocher. En effet, la collaboration avec Cincera avait été interrompue au printemps 1976, non parce qu'elle n'avait pas fait ses preuves, mais pour une raison très simple : au début 1976, le responsable du DMF s'était rendu compte que les bureaux du département s'occupant de "l'ennemi intérieur" étaient trop nombreux. Gnägi en tira les conséquences : une ordonnance interne décréta qu'à l'avenir seule la division "Sécurité" du DMF devait s'occuper de la subversion (ou de ce que l'on considère comme tel au DMF). MIDONAS fut ainsi déchargé de cette tâche, et la collaboration en cours avec Cincera devint sans objet. Quand l'affaire Cincera éclata, les 20 documents introduits dans le système de classement électronique furent effacés. Ainsi les traces de la collaboration avec Cincera étaient supprimées dans l'ordinateur. Mais les documents sur microfilms restèrent jusqu'à aujourd'hui sur la cassette 84. Celle-ci est remplie de documents de Cincera, numérotés de 0001 à 2062 - à l'exception des pages 26 - 202, qui contiennent des documents du "groupe de l'armement", un service du DMF. Une question s'impose : des documents explosifs de Cincera ont-ils été remplacés après coup, à cet endroit, par des bouche-trous inoffensifs ?

De toute façon, ce qui subsiste aujourd'hui sur la cassette 84 est suffisamment scandaleux. Il s'agit là d'échantillons représentatifs de la cuisine de Cincera :

- Des textes imprimés ou multicotiés, rassemblés avec un zèle de fourmi. Notamment des groupes suivants : groupes d'étudiants de diverses orientations, groupe de travail Tiers-Monde, Déclaration de Berne, communauté universitaire évangélique de Zurich, commission formation du PS Zurich, groupe de travail homosexuel, groupes politiques de Zurich et de Berne principalement, etc.
- Ce qui a été récolté par les mouchards, par ex. un rapport d'une séance de formation de la POCH, le 9.2.74, des comptes rendus des comités de soldats, etc.
- Des textes internes obtenus par ruse, par ex. un papier de la direction de la POCH à l'assemblée des délégués (19.2.74), un autre d'un groupe de quartier de Zurich, etc.
- Des noms, encore et toujours des noms: les listes de candidats au parlement des étudiants couvrant plusieurs années, la liste des donateurs et du comité de la très officielle "Association vacances et loisirs" de Zurich, la liste complète avec adresses des "Etudiants critiques de la faculté de droit" (1971), la liste des signataires du Manifeste de Zurich, les bulletins de vote du PdT, de la POCH et de la LMR pour les élections au Grand Conseil zurichois en 1975, etc.
- Des documents livrés par le groupe des mouchards bernois : comptes rendus des séances de préparation au festival mondial de la jeunesse (cf. p. 20), ainsi qu'une prévision sur les "personnes qui participent au festival de Berlin-Est (1973)" (cf. p. 91 ).

- Des renseignements sur des personnes fichées, par ex. sur le conseiller municipal zurichois Berthold Rotschild (PdT) ou le président socialiste du tribunal cantonal Adolf Hartmann, de Wallisellen (ZH).
- Des documents livrés à Cincera par des firmes privées, par exemple une lettre du journaliste biennois Werner Hadorn à la fabrique Bulova (12.6.72), etc.
- et ainsi de suite...

5.3.8

84/1563

Dr. Hartmann, Präsident Schulpflege, Wallisellen, während längerer Zeit Präsident SP von Wallisellen, Oberrichter im Zürcher Obergericht, Nov. 1972

On trouve tout cela, et bien plus encore, au département militaire, qui selon Gnägi n'a rien à voir avec le mouchard Cincera. Seule une infime partie des documents filmés sur la cassette 84 a un rapport avec l'armée. En quoi des groupes politiques progressistes ou les communautés évangéliques d'étudiants concernent-ils le DMF ? et un président de tribunal socialiste ? et le programme de formation du parti socialiste zurichois ? et les candidats aux élections universitaires ?

La réponse du DMF à ces questions est aussi simple qu'ahurissante : "Celui qui fait de l'agitation dans l'armée en fait très probablement aussi dans d'autres domaines", affirment les responsables de MIDONAS. Par là, les collaborateurs de Gnägi s'accordent l'autorisation de faire à peu près le même travail que Cincera : fichier tous les groupes critiques envers la société, à l'intérieur comme à l'extérieur du domaine militaire, car on peut tomber ainsi sur un agitateur potentiel des comités de soldats ! Et tout cela au nom d'une armée de milice dans un pays démocratique...

Sur cette cassette 84, on trouve enfin deux morceaux de choix : des documents qui sont parvenus à Cincera, puis au DMF, par une violation du secret de fonction et du secret militaire.

Les pages 529 à 552 contiennent un document de la police municipale zurichoise : "Rapport sur l'enquête de police au sujet de 1. violation de domicile, 2. déprédation", en lien avec l'occupation de la maison des jeunes de "Drahtschmidli". Ce document, signé par l'inspecteur-adjoint Troxler, était adressé au procureur de district de Zurich et au juge des mineurs de Zurich. Les douzaines de jeunes qui sont mentionnés dans ce rapport se trouvaient tous dans le fichier de Cincera. Même les noms de leurs parents ont été reportés du rapport de police sur les fiches de Cincera.



## 4 mois plus tard la farce continue

Le colonel Willi, imperturbable, a trouvé une nouvelle explication. La cassette 84 n'est plus "un microfilm classé qui a été remis un jour à Cincera en tant qu'officier d'état major", c'est Cincera qui a fait le pas : il a envoyé à son ami Rolf Streb des documents tirés de ses archives pour faire des essais avec l'ordinateur du DMF. Si l'on veut jouer avec un ordinateur fédéral, pourquoi s'exercer avec des documents parmi lesquels certains ont été obtenus en violation du secret de fonction et du secret militaire ?

"La Suisse" du vendredi 31 mars 1978

## L'INTOLERABLE SOUPÇON SUR LA BERNE FEDERALE

Ce qui inquiète beaucoup plus, c'est le soupçon adressé à la Berne fédérale de participer à ces jeux dangereux. Des fonctionnaires du Département militaire ont commis des maladresses pour le moins. Même s'ils se sont contentés, comme ils l'affirment, de relations parfaitement

innocentes avec Ernst Cincera; tout se passe comme s'ils en avaient trop fait. Le coup des archives d'exercice confiées par Ernst Cincera au Département militaire pour tester la technique des ordinateurs passe assez mal la rampe.

Georges PLOMB

# Une «cassette 84» qui brûle les doigts

Berne (Ry). - Si un copain de service vous demande à vous, spécialiste en traitement de données, de lui fournir des indications techniques sur la meilleure manière de stocker des informations de caractère personnel, déclinez gentiment! Surtout si le copain s'appelle Ernst Cincera. Au Département militaire, les hommes qui s'occupent de l'ordinateur appelé Midonas s'en mordent les doigts. Chargés de mettre au point un système de documentation générale au DMF, Jean Jacques Willi et Rolf Streb, se trouvent exposés aux attaques répétées du mouvement nommé «Manifeste démocratique», celui-là même qui a fait éclater l'affaire Cincera.

Ils ont beau affirmer qu'il n'y a pas la moindre collaboration entre l'ordinateur

Midonas et le fichier de données sur les éléments subversifs en Suisse dressé par le bouillant Zuricois, il n'en demeure pas moins qu'il existe une malheureuse cassette 84, contenant sur microfilm ce que Cincera leur avait transmis sur fiches, «pour voir si ça fonctionne».

Ils ont beau insister sur le fait que le microfilm sur la cassette 84 n'est pas répertorié et qu'il n'est pas utilisable par ordinateur, ils détiennent un instrument explosif, composé de données de caractère personnel, très personnel parfois, de documents confidentiels même et qui ne devraient se trouver ni en la possession de Cincera, ni en la leur...

Tribune de Genève du vendredi 31 mars 1978

18.7.100  
Personen, die an den Weltfestspielen in Ostberlin (1973) teilnehmen.

Minervastr.  
Zürich

und Helothurn

Basel

Kirchgasse 7  
St. Gallen

Bahnhofstr. / SO (Offiziell wohnt #. in mit Tel.Nr. In ist er nicht gemeldet!)

XIV Bern

Herr Redaktion "Vorwärts"

Ca. Jahrgang 1920, Mitglied des ZK der PdA.  
St. Gallen

Wahrscheinlich Delegationsleiter der Schweizer Delegation  
Basel

Oberen Bühl  
Muttens

(nicht sicher)  
Altstetterstr. Zürich

Zeichnete für ein Flugblatt des Zürcher VK verantwortlich.  
Zürich

Zürich

Beteiligte sich bereits am Festival 1951 in Berlin.  
Ringstr.  
Ostermundigen

Bleichenweg  
Zürich

Un document inédit de la cassette 84, photographié par les membres du MD lors de leur visite au DMF en mars 1978 : liste des participants au festival mondial à Berlin-Est (1973).

FRANCOISEN  
84 11857

## MIDOK ERSCHLISSUNGSBLATT für MIDONAS Datenerfassung

	K	Spr.	A	Standard	Mikrofilm	Sig	Datum	Zeit	D. Code	Vert. Code
10	Kopfzeile									
20	1. Autor	LIBERALE STUDENTENSCHAFT ZH LSZ								
	2. Autor	FORTSCHRITTL. STUDENTENSCHAFT ZH FSZ								
	3. Autor	SOZIALIST. HOCHSCHULGRUPPE SHG.								
30	Titel des Dokuments	CHRONIQUE SCANDALEUSE								
40	Unter-, Sach- oder übersetzter Titel									
50	Quellangaben und Dienststellen Signatur									
60	Deskriptoren	LIBERALE STUDENTENSCHAFT ZÜRICH LSZ								
		FORTSCHRITTL. STUDENTENSCHAFT ZH FSZ								
		SOZIALISTISCHEN HOCHSCHULGRUPPE SHG.								
		STUDENTISCHE MITBESTIMMUNG SENAT u. SENATAUSSCHUSS UNIVERSITÄT ZH.								
		FLUGBLATT 201169. GROSSER STUDENTENRAT UNI ZH. KLEINER STUDENTENRAT UNI ZH.								
		HOBSAALREGLEMENT. REKTORAT UNI ZH								
		ERZIEHUNGSRAT ZH.								
70	Zusammenfassung (fakultativ)									

Bitte dieses Formular in gut leserlicher Schrift ausfüllen. Sie ersparen uns damit Rückfragen. Danke!

Une feuille d'exploitation de l'ordinateur du DMF remplie par Cincera. L'indication "Deskriptoren" renvoie aux différents mots de repère sous lesquels le texte en question peut être obtenu.

## LES SYMPATHISANTS DE CINCERA DANS LA JUSTICE

Les relations de Cincera avec les bureaux officiels et le fait d'être si solidement enraciné dans l'armée expliquent peut-être pourquoi il est traité avec tant d'indulgence par la justice de Zurich, et en particulier par la justice militaire. Rappelons rapidement les faits :

L'instruction contre le Manifeste Démocratique était menée par la police politique, dont on suppose aujourd'hui qu'elle collaborait avec Cincera — et vice versa.

La plainte contre les trois membres du MD ainsi que le sauf-conduit accordé au mouchard Andreas Kühnis étaient rédigés par le colonel Hans Nüssli (UDC), ex-membre du Front National.

En novembre 1976, après la mise à jour par le MD de leurs activités, Cincera et ses amis eurent tout loisir, pendant une semaine, de trier leurs archives et de transvaser les documents compromettants en lieu sûr. C'est seulement après ces sept longs jours que furent apposés les scellés. Il fallut ensuite une année au tribunal de district de Zurich pour décider, le 5 décembre 1977, de lever les scellés et de poursuivre l'enquête ! Cincera a fait appel au tribunal cantonal, qui a confirmé en mars dernier la décision du tribunal de district. Actuellement (avril 1978), on attend la décision du tribunal fédéral au sujet du dernier recours de Cincera ...



Le tribunal de district de Zurich a acquitté Otto Frick, chef du personnel de la clinique psychiatrique Burghölzli, qui avait mis à la disposition de Cincera des documents confidentiels concernant le personnel (cf. "Dossier Cincera", pp. 94-99).

La justice militaire a bien ouvert — formellement du moins — une enquête contre les "fournisseurs" de Cincera. Mais il est évident que l'enquête n'est pas menée sérieusement. Le lieutenant sanitaire espionné, par exemple, n'a jamais été appelé comme témoin, bien que la justice militaire connaisse parfaitement son adresse.

Mais surtout, ni la justice zurichoise ni la justice militaire n'ont jamais mis en accusation Cincera lui-même. Des raisons, il y en aurait pourtant assez. Prenons par exemple le cas de la clinique Burghölzli. Otto Frick, a été acquitté de l'accusation d'avoir violé le secret de fonction; la raison : il aurait transmis des documents à Cincera en tant que membre de la commission de surveillance de Burghölzli. Voilà ce que dit le tribunal. Cincera, par contre, n'était pas autorisé à insérer les documents ainsi confiés dans les archives d'une institution privée, en l'occurrence celles du Groupe d'Information Suisse. Ces archives ainsi que l'armoire dans laquelle se trouvaient les documents en question au milieu d'une quantité de matériel de délation (voir photos p. 98), étaient accessibles à tous les membres et employés de l'institution, Kühnis entre autres. C'est un argument grossier de défense de la part de Cincera de prétendre maintenant que cette armoire était strictement personnelle, accessible à lui seul, et remplie de papiers privés. Dans la même armoire, directement à côté des documents Burghölzli, se trouvaient deux casiers contenant les fiches de 3500 Suisses enregistrés.

Entre temps Cincera a compris qu'une procédure pénale pour violation ou abus de secret de fonction le menaçait. C'est pourquoi il a affirmé le 18 mars 1977 lors d'une audition de témoins : "J'ai moi-même reçu ces documents à titre privé de la Clinique Burghölzli." Cette affirmation, destinée à le disculper, est en opposition, non seulement avec les dépositions du chef du personnel Frick et avec le verdict du tribunal de district concernant l'affaire Frick, mais aussi avec ses propres déclarations. Lors d'une interview donnée à la "Schweizer Illustrierte" le 29 novembre 1976, interrogé au sujet des documents Burghölzli, Cincera avait encore reconnu : "Je fais partie de la commission de surveillance de la Clinique psychiatrique Burghölzli, et en tant que membre de cette commission j'ai inclus des documents dans mes archives."

Malgré tout le procureur de district Walter Koeflerli n'a pas ouvert une instruction contre Cincera jusqu'à ce jour — bien qu'il sache, lui aussi, depuis longtemps que Cincera a transmis illégalement des documents officiels au "Groupe d'Information Suisse".

Il en va de même avec les documents militaires classés que Cincera a transmis aux archives de cette institution. Là aussi il y a violation du secret de fonction.

Toujours est-il que Cincera doit s'attendre à toute une série de condamnations. Déjà avant l'éclatement de l'affaire Cincera, 15 personnes

concernées avait porté plainte contre lui pour fausses déclarations dans la feuille de dénonciation "Was Wer Wie Wann Wo". Plusieurs de ces procédures devraient aboutir prochainement devant la première instance. Comme auteur d'un livre, Cincera sera également condamné. Le tribunal cantonal a confirmé l'interdiction préventive de certains passages du livre "Unser Widerstand gegen die Subversion in der Schweiz" (Notre résistance à la subversion en Suisse); la procédure officielle est engagée.

Ces procédures ouvriront les yeux même aux derniers sympathisants de Cincera : leur maître travaille d'une façon si scandaleusement négligente, qu'il serait licencié depuis longtemps pour un manque total de soins dans son travail, s'il était journaliste. Celui qui, après cela, donnerait encore son argent et sa confiance à un tel tricheur, serait inexcusable.

## La Suisse

### ● Affaire Cincera : 14 jours de prison

Le juge unique du district de Seftigen (BE) a condamné hier à 14 jours de prison un ancien président de commission scolaire qui avait violé le secret de fonction en transmettant à l'organisation de M. Cincera le procès-verbal d'une séance. Ce document contenait des informations sur deux enseignants qui, après avoir assisté avec leur classe d'école au procès d'un objecteur de conscience, avaient été cités devant la commission scolaire. 24. 3. 78

### DERNIERE HEURE :

*Le premier des fournisseurs de Cincera à être condamné : 14 jours avec sursis. Une fois de plus, les petits trinquent avant les grands (à leur place ?). Nous attendons les procès des responsables haut placés, dans la police et l'armée notamment, et surtout le procès d'Ernst Cincera, qui en fin de compte payait ses fournisseurs (Ndt).*

### Buona sera, Monsieur Cincera !

Les révélations des anciens mouchards bernois de Cincera devraient ouvrir les yeux même aux sceptiques qui, il y a une année, croyaient plus aux mensonges de Cincera qu'aux preuves présentées par le M.D. Il n'y a plus rien à faire pour celui qui, aujourd'hui encore, croit ce menteur de Cincera; il doit s'agir d'un sympathisant aveugle.

Il y a une année, presque tous les partis et organisations de droite ont esquivé une prise de position concernant Cincera. Un grand nombre essayaient de l'aider sans toutefois risquer de se brûler les doigts au contact de cet homme douteux. C'est pourquoi ils concentraient leurs attaques sur le MD et se taisaient à propos de Cincera : les radicaux, l'UDC, l'Action Liberté et Responsabilité etc.

Seuls les républicains, l'Action Nationale et l'"Atout" avaient le courage de prendre position ouvertement en faveur de Cincera.

Celui qui aujourd'hui ne se distance pas de Cincera, approuve ses agissements — ne serait-ce que secrètement. C'est un devoir pour chaque démocrate d'isoler enfin cet empoisonneur de l'opinion publique.

Nous sommes curieux de savoir s'il existe toujours des incorrigibles qui continuent à inviter le menteur, corrupteur de jeunes et délateur Cincera à faire des conférences, lui donnant ainsi l'occasion de remettre son masque d'honnête bourgeois libéral et de cacher au public le sale boulot qu'il exécute derrière les coulisses.

Jusqu'à présent la justice n'a enquêté contre Cincera et ses fournisseurs qu'avec beaucoup d'hésitations, voire pas du tout. La partialité et la négligence avec lesquelles les magistrats ont agi dans l'affaire Cincera sont scandaleuses. Il est grand temps de sortir la justice de son sommeil de sympathie pour Cincera et de lui rappeler son devoir.

Il est grand temps aussi de couper enfin les ponts qui ont relié trop longtemps le fouineur et délateur Cincera de la Englischviertelstrasse aux services de l'Etat. Aux officiers de police, recteurs et autres "Cinceristes", actifs ou passifs, il faut rappeler sans tarder que le soutien d'un tel personnage ne fait pas partie de leurs devoirs.

La police politique doit rendre publique, dans la plus large mesure, la liste des rapporteurs et bureaux de renseignement privés avec lesquels elle collabore, de qui elle reçoit du matériel et à qui elle accorde sa protection.

L'armée a protégé Cincera pendant des années. Elle a donné le grade de lieutenant-colonel à un homme à qui on est très loin d'attribuer des "sentiments honorables". Il est grand temps de suspendre le lieutenant-colonel Cincera des fonctions qu'il occupe dans l'armée. Un officier qui conduit la guerre contre une partie de son propre peuple, n'a rien à faire dans une armée de milice. Il est absolument inadmissible que Cincera continue à donner des conférences dans le cadre de l'armée ou qu'on lui confie même un commandement.

L'affaire Cincera est devenue un test permettant de mesurer l'état actuel de la démocratie suisse. Nous sommes curieux de connaître le résultat.

Le SAD (Schweizerischer Aufklärungsdienst) est à la fois un service de renseignement et de propagande, ce qui nous a amenés à choisir la traduction "Service Suisse d'Information". Il s'agit d'une organisation "privée" fondée en 1947 par les nostalgiques de la division "Armée et Foyer". Son but déclaré est l'unité nationale par-dessus les conflits de classe, sa devise : "pour l'ordre et la liberté". Le SAD s'est développé en Suisse allemande pendant la guerre froide, en particulier après 1956 (Budapest). Il publie des dossiers et des brochures sur la "subversion de gauche" et fournit des conférenciers à ceux qui le demandent. Ses publications sont envoyées par l'Office suisse de documentation aux rédactions des journaux, à différentes administrations, aux polices cantonales.

Le budget annuel du SAD est de 300.000 francs, dont 60.000 viennent de subventions fédérales. Le pendant romand du SAD est l'organisation "Rencontres Suisses", elle aussi subventionnée par la Confédération.

(Note des traducteurs).

#### Interview d'Ernst Cincera par la "TAT"

TAT : Votre activité est donc exactement la même qu'avant l'affaire Cincera ?

C. : Bien sûr, c'est tout à fait clair.

TAT : Mais c'est pourtant exactement ce que vous reprochez aux régimes de l'Est. Chacun surveille son voisin.

C. : Là-bas, c'est l'Etat qui surveille. Il nomme des gens pour surveiller les autres. Pour moi, il s'agit de se confronter avec les idées des autres.

(lundi 20.6.77)

Les archives de Cincera. Photo du bas : dans cette armoire métallique se trouvaient, jusqu'au 20 novembre 1976, les 3500 fiches de "subversifs".



## Annexe I

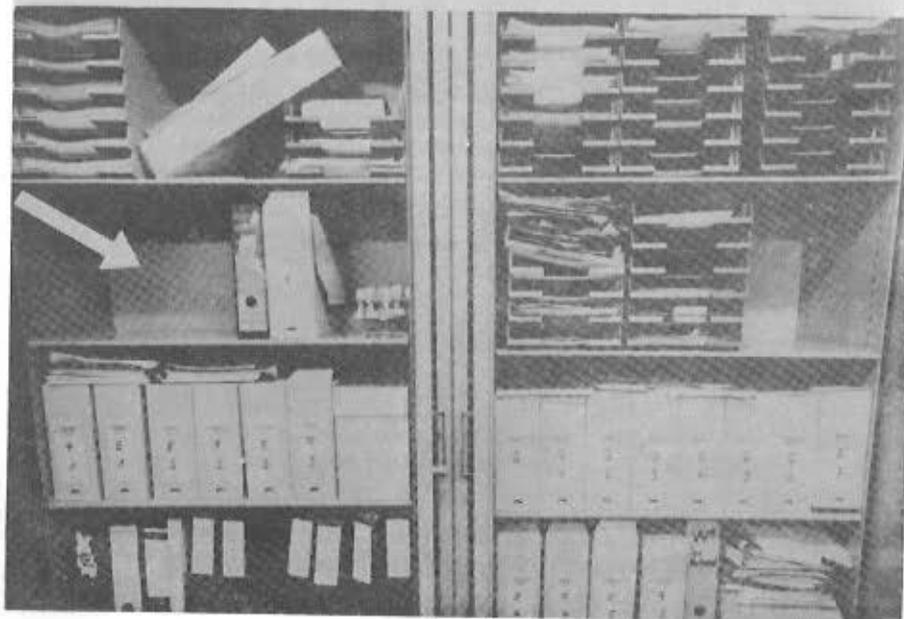
## LE DEMANTELEMENT "LEGAL" DE LA DEMOCRATIE

Le travail de "fouinage", d'espionnage et de diffamation du "Groupe d'Information Suisse" est généralement présenté comme l'œuvre arbitraire et l'exagération d'un solitaire, d'un maniaque de la "chasse aux communistes". Cincera ne serait qu'un individu isolé, dont la police privée reçoit, à la rigueur, des informations destinées à des entreprises et concernant les "subversifs". Il ferait des "causeries" sur la subversion dans des cercles militaires, comme une sorte de prédicateur ambulante; mais, cela mis à part, il n'aurait que des contacts fortuits avec des instances militaires ou officielles... Cette manière de présenter les faits est fautive. Et si ces mêmes instances officielles ou militaires se distancent de Cincera après qu'il ait été démasqué, ou même qu'elles décident de renoncer à sa collaboration, cela n'y changera rien.

Des offices de l'Etat, des autorités scolaires et du domaine hospitalier, des autorités militaires et vraisemblablement un grand nombre d'instances officielles, dont les liens étroits avec Cincera n'ont pas (encore) été révélés, ont eu recours, des années durant, aux services de ce Cincera qu'ils laissent tomber maintenant, précisément à cause des services qu'il leur a rendus.

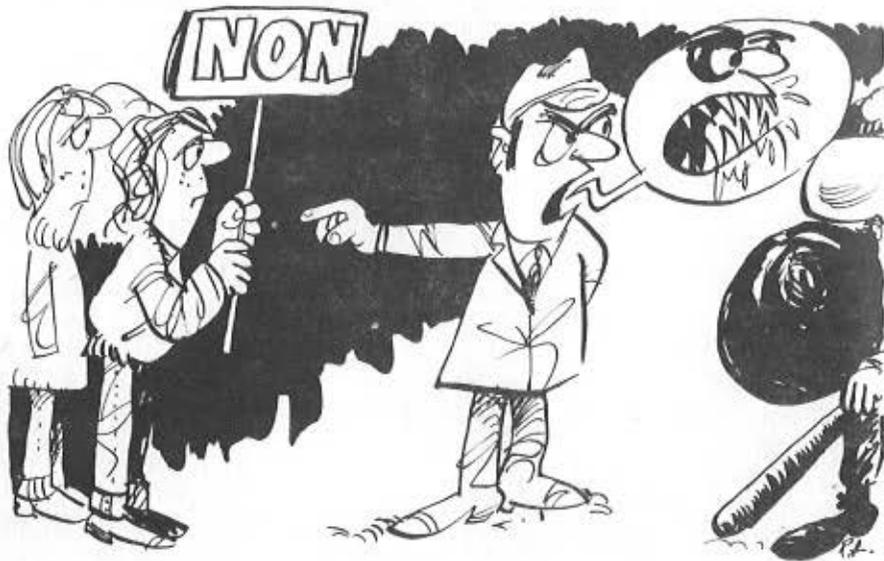
En effet, l'Etat bourgeois moderne est précisément conçu de telle façon qu'un réseau important d'"agents de manipulation" est à sa disposition pour tenir les citoyens en laisse, qu'un groupe de "Mc Carthystes" cherche à mobiliser la population contre un "ennemi intérieur" — au besoin imaginaire. Car l'Etat, pour rester efficace, doit s'appuyer sur un consensus tacite des citoyens. Or ce consensus est sans aucun doute toujours plus difficile à maintenir. La contradiction existant entre le rôle effectif de l'Etat — à savoir réaliser les conditions d'encadrement d'une libre économie de marché, de la "Suisse S.A." — et son "image" libérale, qu'il doit maintenir en tant qu'Etat apparemment sans classes, cette contradiction devient de plus en plus évidente. L'Etat ne peut plus s'appuyer sur le consensus général des citoyens — qu'on songe à la "mauvaise humeur", devenue proverbiale, des citoyens envers l'Etat. Il doit de plus en plus agir contre l'intérêt général du peuple en faveur des intérêts particuliers de l'économie.

Evidemment, cela ne va pas sans manipulations, ni sans une mise au pas énergique de la population. Surtout en période de crise, lorsque l'Etat démantèle ses propres institutions sociales, lorsque la loyauté et la paix du travail ne semblent plus assurées et que la concentration de l'économie menace les fondements mêmes de l'existence de la classe moyenne. Dans ce processus, le réformisme et la répression ne s'excluent pas, mais au contraire se complètent : dès que les réformes s'avèrent insuffisantes pour empêcher les protestations et les oppositions, on met l'accent sur la répression, la contrainte, les violences policières, "l'ordre et la loi", le démantèlement des droits démocratiques, la lutte contre la "subversion", etc.



### "Défense nationale spirituelle"

Cette mise à l'écart des traditions libérales ne doit pas choquer le citoyen, il faut amener les forces libérales et démocratiques à se taire et intimider l'opposition éventuelle. Ce passage à un Etat d'ordre doit être soigneusement préparé : des "formateurs d'opinion", tant publics que privés suggèrent aux citoyens une menace externe (par des puissances totalitaires) et interne (par des éléments hostiles à l'Etat). Mais partout c'est la même chanson, du livret de la défense civile aux persécutions de Cincera contre les "éléments subversifs" en passant par le discours du 1er août de Gnäggi. Quand on a convaincu le citoyen effrayé de la réalité de ces menaces, l'Etat peut tranquillement démanteler les droits démocratiques et engager les forces de police contre les adversaires des centrales nucléaires (comme à Kaiseraugst), contre les grévistes ou les Jurassiens : tous, sans exception, sont devenus des ennemis de l'Etat et de l'ordre constitutionnel, alors qu'ils ne font que revendiquer leurs droits légitimes. L'hypocrisie collective va alors si loin que des démocrates, qui ne font que désigner par son nom cette violence étatique, potentielle ou effective, sont facilement soupçonnés d'être eux-mêmes à l'origine de la violence.



Dans ce cadre, il faut aussi examiner le rôle spécifique des nombreux groupements, cercles et institutions des cartels économiques, en partant du "Trumpf-Buur" ("l'Atout") et du "redressement national", en passant par "l'Action Liberté et Responsabilité", l'Institut pour l'étude des pays de l'Est et le "Service Suisse d'Information" (SAD), jusqu'aux organisations de défense

telles que le "Groupe d'Information Suisse" ou "l'Institut pour les questions de politologie". Tous ces groupes agitent le fantôme de l'ennemi intérieur, suggèrent au citoyen l'image d'une subversion totale, et condamnent comme extrémiste et révolutionnaire tout esprit critique qui n'approuverait pas inconditionnellement la suprématie incontestée de l'économie et le démantèlement des droits démocratiques.

### Réformisme et répression

En fait, il s'agit moins d'empêcher la désagrégation de l'Etat – on ne peut guère parler d'une situation révolutionnaire en Suisse ! – que d'empêcher préventivement, par la punition exemplaire des prétendus meneurs, la création de toute opposition. A elle seule, la crainte est souvent suffisante : si une déclaration critique ou une action (par ex. la distribution de tracts ou une lettre de lecteur) risque d'être enregistrée et d'avoir pour conséquence possible la perte d'un emploi ou une campagne de diffamation, il vaut mieux se taire et rester tranquille. Plus les masses se comportent d'une manière "disciplinée", moins l'Etat a besoin d'utiliser effectivement la violence, ce qui ne signifie d'ailleurs nullement que la répression n'existe pas : simplement les méthodes sont plus raffinées, la menace suffit pour obtenir une discipline effective.



Des agents de manipulation privés et des organisations de mouchardage d'un côté, et l'Etat de l'autre, tirent manifestement à la même corde. Dans la réponse du Conseil d'Etat zurichois à une interpellation du député de Capitani, on peut lire les propos suivants: "Des menées visant l'Etat sont des manifestations de la vie politique que des citoyens conscients de leurs responsabilités ne peuvent pas simplement laisser passer. C'est pourquoi le Conseil d'Etat approuve la collaboration active de simples citoyens et d'organisations privées pour la découverte et la révélation publique de menées anti-étatiques, pour autant que cela se fasse en utilisant des moyens conformes au droit." Le Conseil d'Etat cache à peine son regret de ne pas pouvoir souscrire entièrement à la proposition du député de Capitani, qui aurait voulu que le Conseil d'Etat soutienne directement Cincera: "A cause de ses moyens limités, la police ne peut pas combattre sans des dénonciations provenant du dehors; de telles dénonciations, quelle que soit leur origine, sont examinées avec rigueur". Mettre ainsi la population entière à la "chasse aux subversifs", cela rappelle certains précédents des années 30, le Chili actuel, mais aussi la chasse aux terroristes de ces dernières années en Allemagne fédérale, laquelle visait en premier lieu à renforcer les lois d'exception, à étendre les possibilités d'intervention de la police d'Etat et à justifier les licenciements d'éléments extrémistes.

#### L'appel à un "Etat musclé"

Cette complicité de l'Etat avec des "faiseurs d'opinion" et des "chasseurs d'éléments subversifs," inspirés ou soutenus par l'économie, est une nécessité: sans elle, l'Etat devrait compter avec une résistance massive de la population contre sa tentative de "régler" les problèmes par la violence et les moyens policiers. La notion floue d'"ennemi de l'Etat", qui n'a pas la moindre base légale, doit être suggérée au citoyen jusqu'à ce qu'il ressente toute opposition comme manifestation d'hostilité à l'Etat et qu'il réclame lui-même un "Etat musclé", la suppression de la liberté de pensée et d'expression; et qu'il aille jusqu'à réclamer pour l'Etat des possibilités d'intervention dans la sphère de la vie privée. Le démantèlement des droits libéraux fondamentaux, et la transformation de l'Etat libéral en un Etat fondé sur l'ordre policier peuvent alors parfaitement s'effectuer dans un cadre "légal". Ainsi les écoutes clandestines, qui soulèvent encore passablement d'opposition en Allemagne fédérale à cause de leur caractère illégal, sont soumises en Suisse à des prescriptions légales. Sont-elles pour autant conformes au droit?

La tendance est perceptible: au nom du peuple, certains parlementaires réclament des lois plus sévères, des mesures plus dures, la liberté est légalement mise en pièces, toutes les mesures de surveillance et d'intervention sont sanctionnées par des lois adéquates, toujours dans la "légalité". Les parlementaires qui ne seraient pas d'accord, parce qu'ils tiennent aux principes

constitutionnels libéraux, sont dénoncés comme naïfs, voire comme étant eux-mêmes des extrémistes.

#### Ce qui est légal est juste

Dans tout cela, l'essentiel est de préserver la façade de l'Etat de droit. Ainsi, lors de la plainte en diffamation contre le pamphlet de Cincera "Notre résistance contre la subversion en Suisse", un juge unique a pu donner le prétendu "point de vue du citoyen moyen" comme mesure du caractère diffamant ou non d'une déclaration. Par cette référence arbitraire à ce qu'on affirme être la conscience d'un prétendu citoyen moyen, on élargit peu à peu les possibilités d'attaquer la sphère privée. De la même manière, le Conseiller d'Etat Stucki jugeait ainsi l'activité d'espionnage de Cincera, dans sa réponse à l'interpellation de Capitani: "Savoir où se trouvent les frontières (de la légalité) est principalement une affaire de mesure". Ces activités doivent être légales, tout au moins formellement légales; quant à savoir comment cette légalité est définie, cela n'a aucun intérêt. Il ne s'agit plus de la liberté, mais seulement de savoir si les restrictions des libertés sont entièrement "légales".

C'est d'ailleurs essentiellement pour cette raison que de nombreuses instances officielles se sont distancées de Cincera après l'éclatement de l'affaire. Non pas qu'elles auraient ignoré ses activités, puisqu'elles lui avaient demandé et fourni des renseignements! Mais bien parce qu'elles se seraient compromises — en continuant leur coopération avec Cincera — aux yeux d'une opinion publique encore sensible à la légalité. Par ailleurs, Cincera est devenu quasiment superflu pour l'Etat — sinon pour l'économie privée, qui n'a pas sans autre un libre accès au fichier des subversifs. Des citoyens révoltés et apeurés ne sont que trop prêts à accorder des droits de surveillance accrus à l'Etat, pour faire face à la menace de "l'ennemi intérieur". De cette manière, l'Etat pourrait entrer légalement en possession de renseignements qu'il n'a pu obtenir jusqu'à présent que par des voies détournées ou des agences privées de renseignements. C'est plutôt en ce sens qu'il faut comprendre les propos honnêtes du conseiller fédéral Furgler contre les agences privées de renseignements: "En Suisse, il n'y a aucun motif — et nous ne pourrions pas le tolérer — que soient créées des polices privées dans le style de "ligues de défense". Lorsque les lois modernes au sujet des renseignements et des restrictions des droits personnels seront sanctionnées dans de beaux petits paragraphes bien opaques, on n'aura plus besoin de laisser la mise sur fiches des ennemis de l'Etat à des dilettantes du type de Cincera.

*Cette annexe est tirée de la 2ème brochure publiée par le MD en mai 1977: "Dossier DM — Prozess, Materialien zum Thema Cincera und Staat" (existe en allemand seulement).*

## Annexe II

## CINCERA ET LA SUISSE ROMANDE

## Cincera analyse la grève du Courrier

L'implantation de Cincera en Suisse romande était pratiquement nulle, malgré quelques tentatives en ce sens, notamment en envoyant une antenne à Genève en la personne d'Andreas Kühnis. Après son séjour, et grâce aux renseignements que Kühnis avait récoltés, Cincera a donné une conférence le 3 février 1976 devant les présidents et les secrétaires de la Société suisse des maîtres imprimeurs, de la Société suisse des patrons lithographes et de la Fédération suisse de la reliure, pour les "orienter" sur la situation politique générale en Suisse et sur l'affaire du journal Le Courrier. A cette occasion il développa une analyse fantaisiste de la grève qui eut lieu en janvier 1976 à l'imprimerie du Courrier à Genève. D'après lui : *"Il est évident que la grève n'a pas été menée de Suisse allemande, mais que toute l'agitation a été dirigée à partir de la France. Les meneurs de cette agitation sont à 50 pour cent des anarchistes du CRAC et à 30 pour cent de la LMR. Le CRAC, dirigé par un Anglais et un Américain, possède dix communes de cinq à douze personnes, chacune spécialisée dans une tâche précise, par exemple les questions d'organisation dans les conflits de travail. Comme la direction du mouvement est le fait d'anarchistes et de la LMR, aucune solidarité ne s'est développée en faveur des grévistes du Courrier."* (Dossier Cincera, p.143-144). Mais ne nous y trompons pas, au delà des affabulations de Cincera, l'image vraie ou fausse de l'ennemi finit par se dessiner. Les dirigeants de l'imprimerie par ex. en tirent la conclusion qu'il faut renforcer la position des patrons lors des conflits sociaux.

L'interprétation de Cincera de la grève du Courrier était basée sur les renseignements recueillis par A. Kühnis lors de son séjour à Genève. Ce dernier a passé une semaine au CRAC (Centre Régional de Recherche et d'Action Communautaire), où il s'est introduit très vite grâce à sa cordialité et aux services qu'il rendait. Un jour il est découvert dans le bureau d'un responsable du CRAC, en train de consulter des dossiers, notamment un dossier sur un groupe français, le CRAC (Comité Révolutionnaire Anarcho-Communiste) dirigé par un anglais et un américain. Ce sont ces renseignements qui ont permis à Cincera d'élaborer la fable sur la grève du Courrier soi-disant dirigée à partir de la France.

Le CRAC de la Jonction à Genève, qui loue et gère collectivement un immeuble comprenant plusieurs groupes et communautés n'a effectivement aucun lien avec le "Comité Révolutionnaire Anarcho-Communiste" français.

## Un autre amalgame

Dans un numéro de "Was Wer Wie Wann Wo", Cincera mettait ses lecteurs en garde contre l'AVLOCA (Association Vaudoise des Locataires), en se basant sur un article de "Droit au Logement", journal de la fédération romande des

locataires. Il affirmait que l'AVLOCA, à qui il attribuait sans autre l'article en question, reprenait "les thèmes du combat de classe marxiste-léniste ..." Dans cette "analyse", il mélangeait allègrement AVLOCA et Mouvement Populaire des Familles, et traitait Jean Queloz (qui a été secrétaire général du MPF de 1954 à 1972) de "jeune intellectuel de gauche" !

## Les soutiens de Cincera en Suisse romande

Cincera bénéficie du soutien en Suisse romande de groupes de droite tels que l'Action Liberté et Responsabilité qui compte parmi ses membres le directeur général de Suchard Henri Parel et les radicaux genevois Fernand Corbat (Conseiller national) et Lise Girardin (Conseiller administratif de la Ville). Ce mouvement a publié notamment dans "24 Heures", le 9 décembre 1976, une pleine page publicitaire de soutien à Cincera dans laquelle il en arrive à la conclusion, en retournant les rôles, que *"nombreux sont les lecteurs de la présente annonce qui sont enregistrés sur une fiche d'une organisation d'extrême gauche. Vous aussi peut être, ce qui fait de vous un aspirant potentiel à la Sibérie". Quand le Manifeste Démocratique pénétrera-t-il chez vous par effraction ?*"

D'autres groupes, même s'ils n'utilisent pas les mêmes moyens, visent des buts analogues à ceux du délateur zurichois : Rencontres suisses (le pendant romand du SAD), Libertas, présidé par le fils du conseiller fédéral Chaudet, "La Nation" etc. Une étude de ces groupes issus des milieux réactionnaires reste à faire.



Andreas Kühnis  
au CRAC (Genève)

## BIBLIOGRAPHIE

Comme nous l'indiquions dans la préface, l'activité de Cincera pose, par ses relations avec les différentes sphères du pouvoir économique, politique, militaire, etc., non seulement le problème de la répression de tout mouvement populaire anti-capitaliste, mais aussi le problème de la neutralité de l'Etat lui-même, notamment en ce qui concerne le fonctionnement de sa justice. L'analyse que nous faisons du contrôle social en Suisse, nous renvoie nécessairement au "modèle allemand" de gestion du capitalisme. Aussi nous pensons utile d'indiquer quelques livres donnant des indications sur la politique allemande et certaines conséquences de cette politique.

## SUISSE

Groupe de Travail pour l'histoire du mouvement ouvrier, Zurich : **Le Mouvement ouvrier suisse, documents de 1800 à nos jours** Ed. Adversaires, 421 pages, 1975.

Les auteurs ont élaboré cet ouvrage avec l'intention consciente de faire contrepoids à l'histoire bourgeoise dominante. Dans leur conviction que les contradictions de classe sont le moteur de l'histoire, les auteurs se rangent aux côtés des forces qui, dans leur activité historique et actuelle, veulent changer ces rapports.

Max Schmid, **Demokratie von Fall zu Fall – Repression in der Schweiz**, Verlagsgenossenschaft 1976. A partir de cas concrets (accidents de travail, licenciements, justice administrative, détention, préventive, politique étrangère, armée comme Etat dans l'Etat, etc.) une interrogation sur les "disfonctionnements" de la Démocratie suisse.

JEAN ZIEGLER : **Une Suisse au-dessus de tout soupçon**, Ed. Point Seuil 188 pages. Le député socialiste J. Ziegler tente de brosser un tableau de l'exploitation du Tiers-Monde par la Suisse dans le cadre de l'impérialisme mondial et d'en décrire les mécanismes politiques et financiers.

## SUR L'ETAT : classiques

V. LENINE : **L'Etat et la révolution**. Ed. Pékin, 157 pages. Lénine, dans ce texte, traite le problème de l'Etat en tant que produit de contradictions de classes inconciliables, instrument pour l'exploitation d'une classe par une autre. Tout en définissant les conditions théoriques de l'extinction de l'Etat, il dresse aussi le bilan des expériences révolutionnaires de 1848-1851 et de la Commune de Paris, à travers l'analyse de Marx.

**Gramsci dans le texte**, Ed. Sociales, 797 pages. Ce livre rassemble une grande partie des textes du marxiste italien et en particulier les réflexions portant sur l'Etat, le Parti, la Révolution.

## SUR L'ETAT SUISSE

Rolf Thut, Claudia Bislin, **Aufrüstung gegen das Volk**, Eco-verlag, Zürich, 1977. Comment l'Etat s'arme contre le peuple. Les multiples formes d'intervention de l'Etat Suisse de 1948 à 1977 contre le mouvement ouvrier et les forces progressistes : police, lois, décrets, pleins pouvoirs au Conseil Fédéral, décrets restant en vigueur, interdictions de groupes politiques, etc. Et un début d'analyse sur la défense de la "sécurité intérieure" pendant les années 70 : police des étrangers, justice, "militarisation" de la population, contrôle de la population par ordinateur, etc.

## Prisons

Christian Nils Robert, **La détention préventive en Suisse Romande et notamment à Genève** Ed. Uni. Georg 1972. Analyse sociologique du fonctionnement de la détention préventive, dénonçant notamment son utilisation abusive dans le sens d'une avant-peine (on considère donc déjà les détenus comme coupables).

**La Suisse à l'ombre : guide touristique des plus belles prisons romandes**, Ed. Adversaires, 200 pages. Le rôle de ce livre est de briser le silence où s'engluent aussi bien les condamnés que ceux qui, "dehors", ne font plus que semblant d'être libres.

Secours rouge Genève, **L'Etat Suisse, maillon de la répression politique internationale**, 1975. Un début d'analyse du contrôle du mouvement ouvrier et populaire en Europe par la social-démocratie et le révisionisme, de l'organisation internationale de la répression politique et du rôle que la Suisse y joue; mais surtout une dénonciation des conditions de détention en Suisse et un appui aux luttes dans les prisons autour de la résistance des prisonniers politiques Petra Krause et Heidi Morlachi.

Groupe Action Prison, **Le passe-muraille – journal des prisonniers**. Journal de contre-information sur ce qui se passe à l'intérieur des prisons, la répression, les suicides, mais aussi les tentatives d'organisation des prisonniers; journal de lutte, autorisé à l'intérieur des établissements pénitentiaires.

Komitee gegen Isolationshaft, **Wird im Berner Amtsgefängnis gefoltert ?** Brochure dans laquelle il est montré que les conditions de détention particulière

de G. Kröcher et C. Möller à Berne ne sont pas le fruit du hasard, mais bien une application stricte des méthodes expérimentées en psychologie de privations sensorielles. Elles visent à briser toute forme de résistance des prisonniers en détruisant leurs facultés intellectuelles et leur santé physique. Un résumé du texte existe en français.

#### Police :

**Manuel du manifestant**, Ed. Adversaires, 16 pages. L'abc de l'auto-défense légale des militants.

Victor Serge, **Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression**. Maspero 1970. Information sur les méthodes et procédés de la police et esquisse des règles primordiales de défense contre la surveillance, le mouchardage et la provocation.

#### Ecole :

**MOUVEMENT POPULAIRE DES FAMILLES : L'école en question**, 180 pages. Des parents s'interrogent sur l'école aujourd'hui : comment est-elle ? Quelle est son influence sur les enfants ? Quel rôle joue-t-elle dans la société ?

#### Psychiatrie :

Réseau suisse-romand d'alternative à la psychiatrie, **Bulletin**. Information sur les luttes en Europe contre l'oppression psychiatrique et sur les pratiques alternatives; début d'analyse du développement de la psychiatrie à Genève et soutien aux luttes autour de cette institution.

#### Répression individuelle :

Marie Madeleine Grounauer : **L'affaire Ziegler** Genève 1977. Ce livre-dossier retrace, notamment au moyen de documents, les différentes phases du procès mené contre J. Ziegler par l'oligarchie helvétique : émission de radio supprimée, attaques personnelles, diffamation et calomnie pour empêcher la nomination de Ziegler au poste de professeur ordinaire à l'Université de Genève.

#### Affiches :

Bruno Margadant, **Für das Volk — Gegen das Kapital**, Plakate der schweizerischen Arbeiterbewegung von 1919 bis 1973, Verlagsgenossenschaft, 73.

Une collection d'affiches des organisations du mouvement ouvrier, avec un commentaire sur le contexte de l'apparition de chaque affiche, l'enjeu de la lutte par rapport à l'histoire du mouvement ouvrier.

#### Dessins

LEITER : **Démocratie suisse et Cie**, Ed. Kesselring, 1977.

#### Disques

Theater am Neumarkt, **Lieder gegen den Tritt**, Voxpop 1977. Chansons révolutionnaires des luttes paysannes du 16e siècle aux luttes anticapitalistes actuelles avec notamment une chanson sur Cincera.

Michel BUHLER : "Immigré". Escargot,  
"Ici" Escargot.

#### ALLEMAGNE

Textes des prisonniers de la Fraction Armée Rouge et dernières lettres d'Ulrike Meinhof, Maspero, 1977.

Ces textes témoignent des conditions de détention à Stammheim (ratonnades), des débats politiques de la RAF, et démentent la thèse du "suicide" de Meinhof.

"Bommi" BAUMANN, **Tupamaros Berlin-Ouest**, La France sauvage, 1976. Un jeune prolétaire s'engage dans la lutte armée, puis l'abandonne. Un témoignage humain, une lecture passionnante.

Revue **Premier Mai**, no 4, janvier-février 1976.

Après l'assassinat d'Ulrike Meinhof, une analyse critique des thèses de la Fraction Armée Rouge : quelle violence révolutionnaire ?

Robert BOURE, **Interdictions professionnelles en RFA**, Maspéro, 1978. Le mécanisme de l'inquisition démonté. Le bilan est impressionnant : 800 000 enquêtes, 7'500 interrogatoires, 4'000 sanctions (dont 2'000 interdictions).

P. SCHNEIDER : **Te voilà un ennemi de la Constitution**. Ed. Flammarion, 168 pages.

La fidélité à la constitution allemande d'un professeur de lycée est mise en doute, ce qui risque d'entraîner la perte de son emploi. Il décide, pour se justifier et pour revendiquer ses droits à une existence personnelle, de rédiger son propre dossier sous forme de lettres adressées à son avocat.

Heinrich BÖLL : **L'honneur perdu de Katharina Blum**. Ed. du Seuil, 127 pages.

La justice et la presse s'acharnent sur une jeune femme soupçonnée de complicité avec des terroristes. Ce n'est pas seulement le procès d'un type de journalisme que l'on tente ici, c'est aussi celui du lecteur qui tolère qu'à coups de demi-vérités ou de demi-mensonges, lui soient livrées en pâture la réputation de ses concitoyens, tandis que l'on vous invite à méditer sur le mal de notre temps : la violence.

A propos des mass-medias, également :

Nicolas BRIMO, **Le dossier Hersant**, Maspéro 1977.

"Comment le Springer français a su passer des prisons de la République aux palais officiels". Une analyse de la "résistible" ascension de Robert Hersant, qui contrôle actuellement 20% de la presse française, dont le Figaro et France-Soir.

Gabriel HIRSCH, Jean STEINAUER, **Le Bruit et la Fureur**, Télévision Romande et liberté d'expression, Ed. Grounauer, 176 p. Dossier consacré notamment aux remous provoqués par les émissions de télévision en direct avec Arthur Furer (administrateur-délégué de Nestlé critiqué par 140 étudiants de l'université de Fribourg).

## LITTERATURE

Bertolt BRECHT : **Dialogues d'exilés**, l'Arche. Un intellectuel et un ouvrier réfugiés parlent ensemble de l'histoire allemande des années 35-40 : réflexion sur la démocratie, l'Etat, le concept ambigu de "peuple", mais aussi sur la Suisse, "connue pour son amour de la liberté et pour son fromage".

George ORWELL, 1984, Gallimard.

Roman de science fiction politique sur le contrôle d'un peuple, basé moins sur la répression physique que sur l'aliénation totale de la pensée et de la communication.

R. BRODMANN : **La Suisse sans armes**. Ed. La Cité.

Un beau dimanche de septembre, cette nouvelle insensée, risible : le peuple suisse aurait accepté l'initiative sur le désarmement. Le journaliste alémanique Roman Brodmann a été traversé par cette image dénaturée d'une SUISSE SANS ARMES. Le temps d'un livre, il a poursuivi cette rêverie coupable.

Nicolas MEIENBERG, **Reportages en Suisse, l'exécution du traître à la patrie Ernst S.**, Ed. Zoé. Genève 1977, 252 p.

Neuf chroniques sur une Suisse "normale et innocente" : Fritz Chervet, Jo Siffert, le landammann Broger, les anabaptistes du Jura, une classe d'histoire à Coire, la destinée tragique d'Ernst S., sont l'occasion pour l'auteur (ancien journaliste écarté de la rédaction du Tages Anzeiger) de brosser un tableau ironique et satirique du mode de vie et des contradictions qui traversent notre pays.

Le Manifeste Démocratique a révélé en novembre 1976 ce que Cincera faisait dans l'ombre depuis des années. Il a publié trois brochures à ce sujet, qu'on peut obtenir en librairie ou directement auprès du Manifeste Démocratique :

### Dossier Cincera – Faits et documents

Ce bestseller (6 éditions, 24.000 exemplaires) contient tous les documents importants que les membres du Manifeste Démocratique ont découverts dans les archives de Cincera. 208 pages, Fr. 7.—.



### Dossier Procès du MD – Cincera et l'Etat

Cette brochure, parue le 1er mai 1977, relate la procédure partielle de la justice dans l'affaire Cincera. 96 pages, Fr. 3.—.

### Cincera alias César

L'édition originale de l'ouvrage que vous avez entre les mains. Ce document met en évidence les complicités dont jouissait et jouit toujours Cincera dans différentes administrations (police, armée, justice ...). 96 pages, Fr. 5.—.

On peut commander ces brochures

– en versant la somme correspondante au CCP 80-48476 (Demokratisches Manifest, Postfach 107, 8036 Zürich) et en indiquant le titre de la brochure désirée au verso du bulletin de versement;

– à la librairie Que Faire, 1 Place des Grottes, 1201 Genève.



De 1972 à 1974, sept jeunes Bernois ont travaillé comme mouchards pour Cincera, qu'ils désignaient sous le pseudonyme de César. Depuis 1974, ils ont tous cessé leurs activités. Deux d'entre eux relatent ici leur expérience.

Ces jeunes étaient des collégiens et des apprentis âgés de 16 ans lorsqu'ils se sont infiltrés dans tous les groupes que Cincera tenait pour subversifs, des Jeunesses Communistes à Amnesty International, en passant par le Cercle de travail Église Critique.

Dans la deuxième partie du livre, le Manifeste Démocratique met en évidence les complicités dont jouissait et jouit toujours Cincera dans différentes administrations (police, armée, justice...). Un texte inédit révèle les rapports très étroits entre le lieutenant-colonel zurichois et "MIDONAS", l'ordinateur du DMF. Deux membres du M.D. ont pu visionner une cassette de microfilms contenant 1700 pages de documents de Cincera. Enfin la justice, si pressée l'année dernière de condamner 3 membres du M.D., n'a toujours pas inculqué Cincera.

